

© THE QUEEN'S PRINTER FOR  
ONTARIO  
2000

REPRODUCED WITH PERMISSION

---

L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR  
L'ONTARIO

REPRODUIT AVEC PERMISSION

**micromedia**  
a division of IHS Canada

20 Victoria Street  
Toronto, Ontario M5C 2N8  
Tel.: (416) 362-5211  
Toll Free: 1-800-387-2689  
Fax: (416) 362-6161  
Email: [info@micromedia.on.ca](mailto:info@micromedia.on.ca)



Budgets équilibrés, avenir meilleur

# Budget de l'Ontario

# 2000



L'honorable Ernie Eves, c.r.  
Ministre des Finances  
**DOCUMENTS budgétaires**





# **Budget de l'Ontario 2000**

## **Documents budgétaires**

*Budgets équilibrés, avenir meilleur*

**Présenté aux  
membres de l'Assemblée législative de l'Ontario  
par l'honorable Ernie Eves, c.r.  
ministre des Finances  
Le 2 mai 2000**



Pour de plus amples renseignements concernant le  
*Budget de l'Ontario 2000 — Documents budgétaires : Budgets équilibrés, avenir meilleur*  
prière de s'adresser au :

Ministère des Finances  
95, rue Grosvenor, Queen's Park  
Édifice Frost Nord, 3<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M7A 1Z1  
Téléphone : (416) 325-0333

On peut se procurer des exemplaires  
gratuits du présent document à :

Publications Ontario  
880, rue Bay, Toronto M7A 1N8  
Téléphone : (416) 326-5300

Commandes de l'extérieur :	1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais :	1 800 268-7095

ou en téléphonant au :

Ministère des Finances (demandes en français ou en anglais) :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

On peut aussi prendre connaissance des documents en consultant notre site Web, à  
l'adresse suivante :

<http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html>

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2000

ISBN 0-7778-9562-5

Photos gracieusement fournies par J. Gabel.

The document *2000 Ontario Budget, Budget Papers: Balanced Budgets - Brighter Futures*  
is available in English.

## **Table des matières**

<b>Document A : Aperçu des recettes et de l'économie de l'Ontario .....</b>	<b>1</b>
Annexe .....	19
<b>Document B : Plan financier de l'Ontario .....</b>	<b>25</b>
Annexes : Tableaux et diagrammes financiers .....	51
<b>Document C : Régime fiscal adapté aux besoins de l'Ontario .....</b>	<b>63</b>
<b>Document D : Plan de financement de l'Ontario .....</b>	<b>117</b>
Annexe : Tableaux financiers .....	127
<b>Document E : Plan pour l'économie de l'Ontario .....</b>	<b>151</b>





## **DOCUMENT BUDGÉTAIRE A**

**Aperçu des recettes et de l'économie de l'Ontario**  
**Rendement record et forte croissance soutenue**



## ■ POINTS SAILLANTS

La croissance vigoureuse de l'économie de l'Ontario se poursuivra en 2000 et en 2001, ce qui se traduira par des gains appréciables au chapitre de l'emploi et une diminution du taux de chômage.

*« L'Ontario a devancé toutes les autres provinces pour ce qui est de la croissance économique en 1999 et connaîtra un taux de croissance spectaculaire [...] en 2000. »*

*Banque TD, mars 2000*

### Aperçu des recettes et de l'économie de l'Ontario

(moyenne annuelle)

	1998	1999	2000	2001
Croissance réelle du PIB (en pourcentage)	4,3	5,7	4,6	3,1
Emplois (en milliers)	5 490	5 688	jusqu'à 5 887	jusqu'à 6 064
Taux de chômage (en pourcentage)	7,2	6,3	5,5 - 6,0	5,0 - 5,5
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,9	1,9	2,5	2,0
Recettes provinciales (en milliards de dollars)	55,8	62,5	62,1	63,4

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario. Recettes établies selon l'exercice financier.

- L'économie florissante soutiendra la croissance des recettes fiscales de la province. Depuis que l'Ontario a commencé à réduire les taux d'imposition afin de stimuler l'économie, les recettes fiscales totales de la province ont augmenté de 11,7 milliards de dollars.
- La forte croissance des dépenses de consommation et des investissements dans l'habitation sera soutenue par les réductions de l'impôt sur le revenu, les gains au chapitre de l'emploi et l'augmentation des revenus.
- La hausse considérable des bénéfices des sociétés, la forte demande intérieure et les taux élevés d'utilisation de la capacité dans le secteur industriel entraînent une croissance vigoureuse des investissements par les entreprises, en particulier pour le matériel et l'outillage permettant d'accroître la productivité.
- On prévoit que l'expansion des exportations et des importations de l'Ontario dépassera la croissance économique globale. Les ventes élevées de véhicules automobiles aux États-Unis et partout au Canada ainsi que la croissance des investissements dans la haute technologie stimulent les exportations de l'Ontario.

## ■ L'ONTARIO AFFICHE UN EXCELLENT RENDEMENT ÉCONOMIQUE

### **La création d'emplois est vigoureuse**

- Depuis septembre 1995, le nombre total d'emplois a augmenté de 701 000, ce qui représente près de la moitié de tous les emplois créés au Canada.
- Un nombre record de 198 000 emplois ont été créés en 1999, soit une augmentation de 3,6 % par rapport à 1998. Presque tous les emplois créés sont à temps plein.
- Le taux de chômage a diminué, passant de 8,7 % au milieu de 1995 à 5,6 % à l'heure actuelle.

### **La confiance des consommateurs est à la hausse**

- L'indice de la confiance des consommateurs ontariens du Conference Board du Canada a augmenté de 37,8 % depuis la fin de 1995, comparativement à 25,5 % dans le reste du Canada.
- Les ventes au détail en Ontario ont affiché un bond de 7,3 % en 1999. Au cours des deux premiers mois de 2000, les ventes au détail étaient de 8,0 % supérieures à celles de l'année dernière.

### **Le marché du logement continue sur sa lancée**

- Les mises en chantier de logements ont fait un bond de 24,9 % en 1999 et ont atteint le chiffre record pour la décennie de 67 235 unités. Les mises en chantier de logements en Ontario ont augmenté pour atteindre, au cours du premier trimestre de 2000, 78 800 unités sur une base annuelle, ce qui constitue un gain de 24,8 % par rapport à la même période en 1999.
- Les reventes de logements en Ontario ont affiché une hausse de 7,4 % en 1999, pour atteindre un chiffre record de 148 660. Au cours des trois premiers mois de 2000, les reventes ont augmenté de 9,0 % par rapport à la même période en 1999.

### **Les investissements des entreprises sont élevés**

- Les investissements réels des entreprises dans le matériel et l'outillage se sont accrues de 80 % depuis 1995, tandis que la construction commerciale et industrielle réelle a progressé de 19 %.
- Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 22,3 % en 1999, ce qui a stimulé les investissements.

### **La croissance des exportations se poursuit**

- Les exportations de marchandises de l'Ontario ont progressé de 13,6 % en 1999. Au cours des deux premiers mois de 2000, la valeur des exportations de l'Ontario dépassait de 8,2 % la valeur observée un an auparavant.

## ■ LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DEMEURE FORTE

En 1999, l'économie de l'Ontario a connu une croissance plus vigoureuse que la projection de 3,7 % du budget de 1999. Le produit intérieur brut (PIB) réel a affiché un taux de croissance de 5,7 %, ce qui signifie que le rendement de l'économie de la province a surpassé celui du reste du Canada, des États-Unis ou de tout autre grand pays industrialisé du G-7.

Le dynamisme qui a marqué l'économie ontarienne en 1999 se poursuit en 2000. On prévoit que le PIB réel connaîtra une croissance de 4,6 % en 2000 et de 3,1 % en 2001. On s'attend à ce que cette croissance se manifeste dans un éventail de secteurs et que les dépenses des ménages, les investissements des entreprises et les exportations y contribuent. Conformément à la politique de l'Ontario de faire preuve de prudence en matière de prévisions, ces prévisions sont légèrement inférieures au consensus actuel du secteur privé.

### Prévisions de la croissance économique

(en pourcentage)

	2000	2001
<b>Croissance du PIB réel de l'Ontario</b>		
Moyenne - Enquête menée auprès du secteur privé	4,7	3,2
Prévisions de l'Ontario	4,6	3,1

Note : Pour établir la moyenne du secteur privé, on s'est fondé sur huit prévisions récentes.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du secteur privé (avril 2000) du ministère des Finances de l'Ontario.

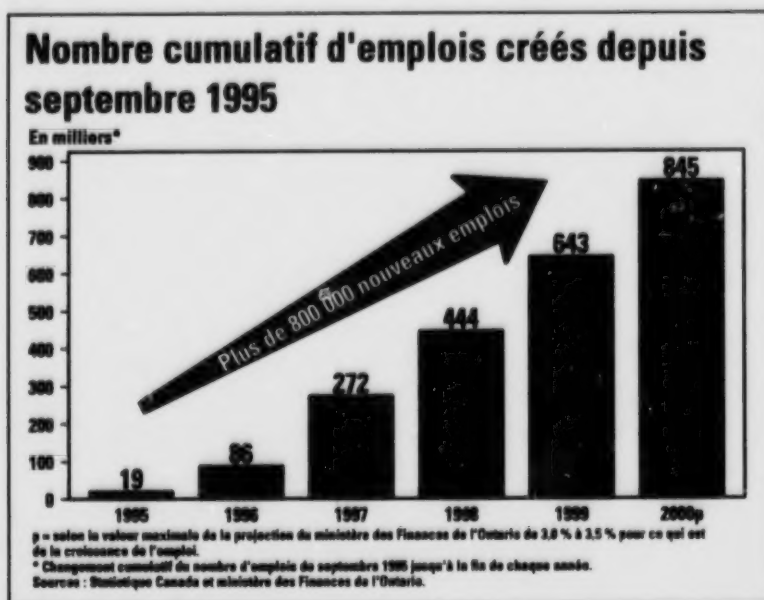
Comme dans les budgets précédents, des prévisions économiques circonspectes ainsi que l'établissement d'une réserve font partie de pratiques budgétaires prudentes. Une réserve de 1 milliard de dollars a été prévue dans le plan financier de 2000-2001 afin de protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières.



## ■ VIGOUREUSE CROISSANCE DE L'EMPLOI

Les réductions d'impôt créent des emplois. Les politiques du gouvernement, qui consistent à réduire les impôts, à alléger la réglementation et à gérer judicieusement les finances, ont jeté des bases solides favorisant la croissance économique et la création d'emplois. L'Ontario est en bonne voie de dépasser l'objectif ambitieux du gouvernement de créer 725 000 emplois d'ici la fin de 2000, et il est en bonne position pour atteindre le nouvel objectif du gouvernement de créer 825 000 emplois au cours des cinq prochaines années.

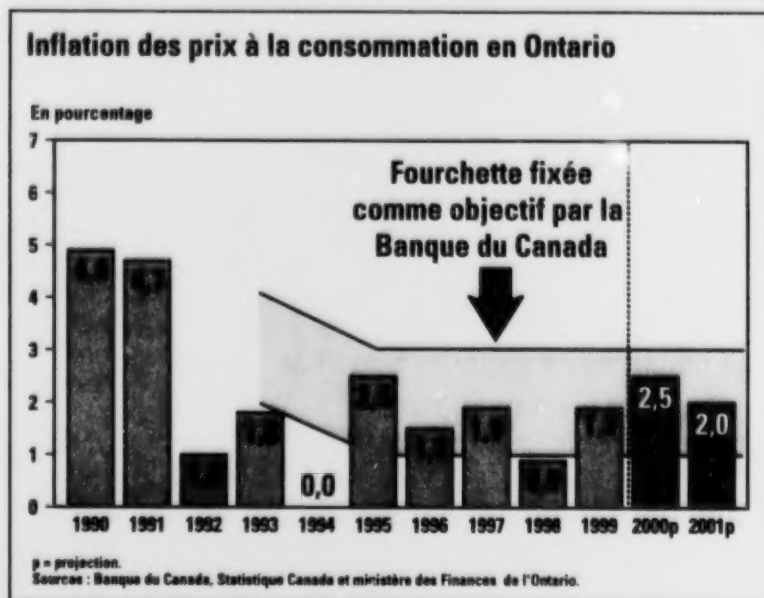
- Il s'est créé en Ontario un nombre record de 198 000 emplois en 1999, dans la foulée des 177 000 emplois créés en 1998. Dans toute l'histoire de l'Ontario, ce sont les deux meilleures années consécutives en ce qui a trait à la création d'emplois. Presque tous les emplois créés en 1999 étaient à temps plein. Ces nouveaux emplois sont très diversifiés et se rattachent à presque tous les secteurs de l'économie.



- Grâce à l'expansion économique soutenue, le marché de l'emploi pourrait afficher un taux de croissance annuel moyen de 3,5 % en 2000 et de 3,0 % en 2001.
- L'augmentation du nombre de débouchés professionnels, les réductions d'impôt et la réforme de l'aide sociale encouragent un plus grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens à entrer sur le marché du travail.
- La hausse des revenus, qui découle de l'augmentation du nombre d'emplois, et la croissance des gains en capital ont augmenté les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers, lesquelles ont atteint 1 835 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans le budget de 1999. En outre, les recettes de l'impôt-santé des employeurs ont dépassé de 135 millions de dollars les projections de l'an dernier.

## ■ L'INFLATION RESTE MODÉRÉE

Même si le taux de croissance est élevé, l'inflation de l'IPC de l'Ontario devrait rester modérée et se situer en moyenne à 2,5 % en 2000 et à 2,0 % en 2001, ce qui se situe nettement dans la fourchette fixée comme objectif par la Banque du Canada.

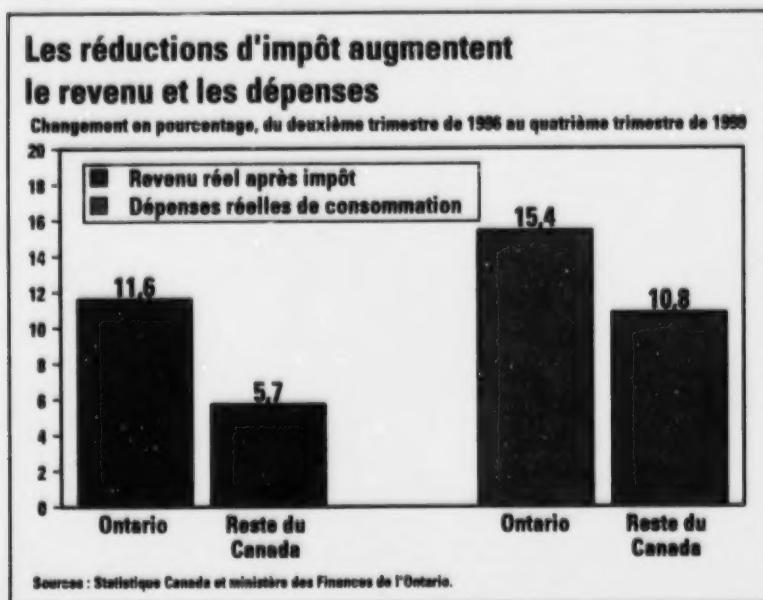


## ■ LES DÉPENSES DE CONSOMMATION SONT SOUTENUES PAR LES RÉDUCTIONS D'IMPÔT ET LA CONFIANCE À LA HAUSSE

Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que la confiance grandissante des consommateurs ont entraîné une forte croissance des dépenses de consommation. Cette tendance se poursuivra en 2000 et elle contribuera à des gains importants sur le plan de la production réelle et des emplois.

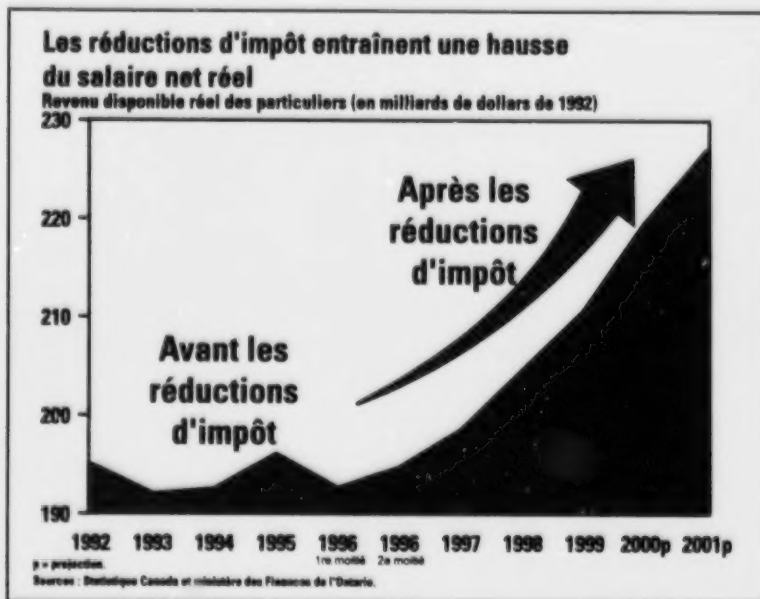
*« La hausse des revenus après impôt des ménages dépasse l'inflation et les bénéfices connaissent une forte croissance, ce qui stimule la confiance des consommateurs et des entreprises. »*

*Banque Scotia, février 2000*



- Depuis la fin de 1995, l'indice de la confiance des consommateurs ontariens du Conference Board du Canada a augmenté de 37,8 %, comparativement à 25,5 % pour le reste du Canada.
- Les dépenses réelles de consommation ont fait un bond de 4,1 % en 1999, grâce entre autres à la forte croissance du revenu réel après impôt.
- Grâce aux réductions d'impôt et à la forte création d'emplois, les Ontariennes et Ontariens sont plus confiants à l'égard de leur situation économique, ce qui les incite à faire des investissements importants et à acheter des biens coûteux tels qu'un logement ou une voiture. En 1999-2000, les recettes provenant de la taxe de vente au détail ont été de 674 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le budget de 1999.

- Du deuxième trimestre de 1996, qui a marqué le début des réductions d'impôt sur le revenu de l'Ontario, jusqu'au quatrième trimestre de 1999, le revenu disponible réel en Ontario a progressé de 11,6 %, soit plus que le double du taux de 5,7 % affiché dans le reste du Canada.
- Au cours de la même période, la consommation réelle en Ontario a augmenté de 15,4 %, une augmentation considérablement supérieure à celle de 10,8 % enregistrée dans le reste du Canada.



- On s'attend à ce que le revenu disponible réel augmente de 4,3 % en 2000 et de 3,6 % en 2001. La hausse marquée du revenu est soutenue par les politiques du gouvernement de l'Ontario, qui consistent à réduire les impôts et à améliorer le climat des affaires. Ces politiques augmentent le revenu disponible des contribuables et encouragent les entreprises à investir et à créer des emplois. La hausse des dépenses réelles de consommation devrait suivre celle du revenu disponible, et représenter 3,9 % en 2000 et 3,0 % en 2001.

## ■ EXCELLENTE PERSPECTIVE POUR LE MARCHÉ DU LOGEMENT

*« Les marchés du logement de l'Ontario demeureront parmi les plus dynamiques au Canada. »*

*Société canadienne d'hypothèques et de logement, février 2000*

Le secteur de la construction résidentielle devrait demeurer très actif en 2000, grâce à des gains marqués au chapitre de l'emploi, à l'augmentation des revenus et à la croissance démographique.

- La remise des droits de cession immobilière accordée aux personnes qui accèdent à la propriété en achetant un logement neuf continuera d'appuyer l'industrie du logement. En 2000, les mises en chantier de logements en Ontario devraient se chiffrer à 73 000. On prévoit que les dépenses engagées dans la construction résidentielle en Ontario s'accroîtront de 5,4 % en 2000 et de 2,3 % en 2001.
- Grâce à la vigueur du marché du logement en Ontario en 1999, les recettes tirées des droits de cession immobilière ont dépassé de 90 millions de dollars les prévisions du budget de 1999.
- Les taux hypothécaires pour cinq ans ont augmenté après avoir été exceptionnellement faibles. Le taux affiché par la plupart des institutions financières se situait à 8,35 % à la fin d'avril. Les taux hypothécaires ne devraient pas fluctuer de plus de 50 à 100 points de base par rapport à leurs niveaux actuels, et ils demeureront bien en dessous du sommet de plus de 14 % atteint en 1990.
- Fait plus important encore, le logement demeure très abordable. En 1999, le coût de possession d'un logement de prix moyen en Ontario était de 970 \$ par mois, alors qu'il s'établissait à 1 489 \$ en 1990. En pourcentage du revenu des ménages après impôt, le coût de possession d'un tel logement est passé de 36,4 % en 1990 à 21,2 % en 1999.

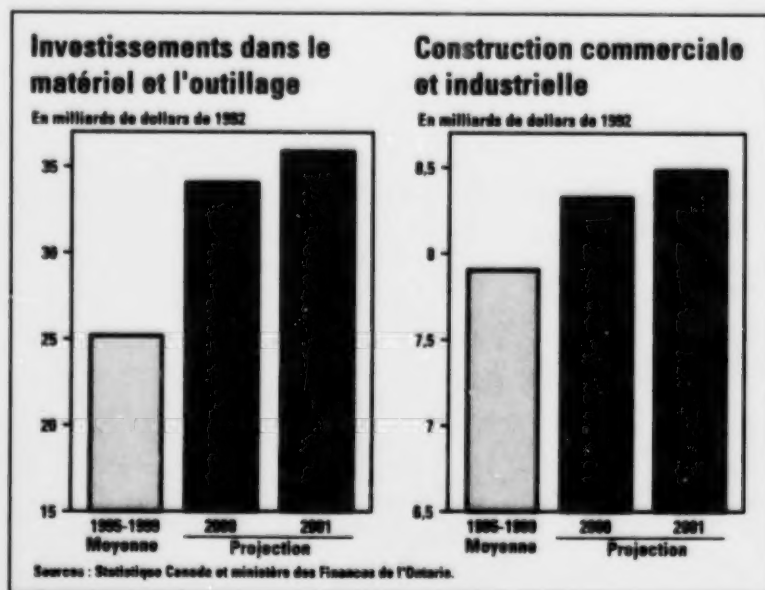
## ■ LES ENTREPRISES CONTINUENT À SE MODERNISER ET À INVESTIR

Les nouvelles technologies, qui réduisent les coûts et transforment la manière dont nous faisons des affaires, exigent de nouveaux biens de production et logiciels. Les entreprises de l'Ontario renouvellent rapidement leurs immobilisations en investissant dans du matériel, de l'outillage et des installations modernes et à productivité très élevée. Ces investissements stimulent la création d'emplois, la productivité et l'intensification de la production. La croissance soutenue des investissements au cours des dernières années a contribué à améliorer la situation concurrentielle de l'Ontario au sein de l'économie internationale.

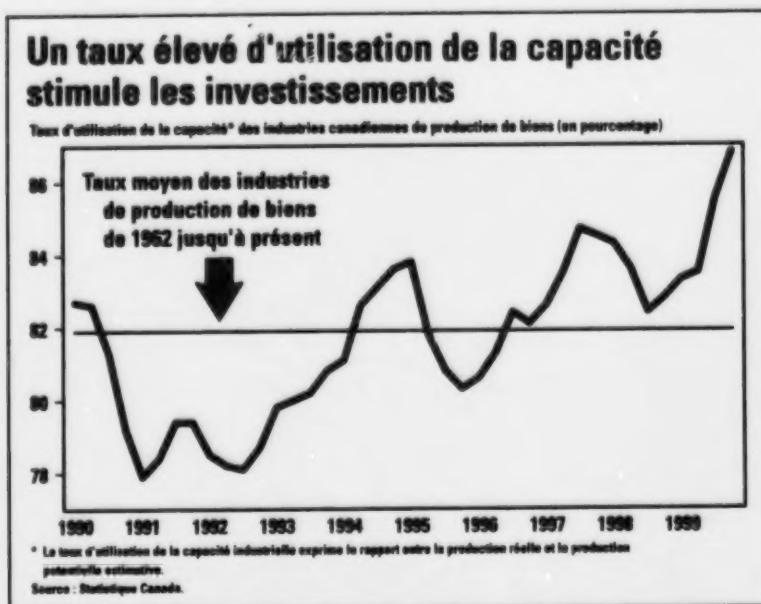
En 1999, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 22,3 %, ce qui est considérablement plus que ce qui avait été prévu. Il en est résulté que les recettes provenant de l'impôt sur les entreprises ont dépassé de 776 millions de dollars les prévisions du budget de 1999.

La valeur réelle des investissements des entreprises de l'Ontario dans le matériel et l'outillage a augmenté de 80 % entre 1995 et 1999. Les investissements réels dans la construction commerciale et industrielle se sont accrus de 19 % au cours de la même période.

- Les investissements dans le matériel et l'outillage devraient augmenter de 7,0 % en moyenne au cours de 2000 et de 2001.
- Les dépenses dans la construction commerciale et industrielle devraient demeurer vigoureuses et connaître une augmentation moyenne de 2,1 % au cours des deux prochaines années.



- De grandes sociétés continuent à démontrer leur confiance à l'égard de la province. Parmi les entreprises qui poursuivent ou envisagent des projets d'envergure, mentionnons Dofasco, DuPont Canada, Nortel Networks et Stelco. L'attrait de l'Ontario en tant qu'endroit où investir continue à se traduire par de nouveaux projets d'immobilisations dans le secteur clé de l'automobile. DaimlerChrysler Canada, Ford du Canada, General Motors Canada, Honda Canada et Toyota Motor Manufacturing Canada procèdent toutes à de nouveaux investissements importants en Ontario.
- Le taux d'utilisation de la capacité demeure supérieur à la moyenne à long terme, ce qui incite les entreprises à procéder à de nouveaux investissements. Dans l'industrie de l'équipement de transport par exemple, l'utilisation de la capacité a grimpé à un taux record de 91,4 % en 1999.



- L'aménagement de bâtiments industriels en Ontario connaît une forte croissance. Le nombre de permis délivrés pour des projets de construction commerciale et industrielle a augmenté en moyenne de 23,8 % au cours des trois dernières années.



## ■ LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS DEMEURE VIGOUREUSE

Les industries exportatrices de l'Ontario ont enregistré une autre année record en 1999, les exportations réelles ayant augmenté de 10,7 %. On prévoit que les exportations réelles de l'Ontario demeureront élevées en 2000 et en 2001, grâce à la croissance soutenue aux États-Unis et à l'accroissement de la demande en Europe et en Asie.

- Le commerce international a pris une plus grande importance pour l'économie de l'Ontario au cours des années 1990. L'orientation de la province vers les marchés mondiaux s'est considérablement intensifiée. En effet, les exportations de l'Ontario sont passées de seulement 29,4 % de son PIB en 1989 à 54,4 % en 1999.

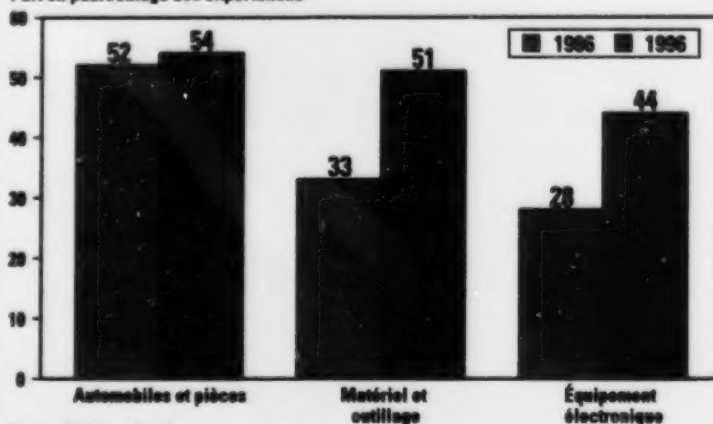
La forte croissance des exportations s'est accompagnée d'une augmentation des importations, ce qui est en grande partie attribuable à l'intégration de plus en plus marquée de l'économie nord-américaine. Une conséquence importante de cette tendance est que les produits manufacturés qui sont exportés renferment de plus en plus de composantes importées. Cette situation existe dans l'industrie canadienne de l'automobile, qui bénéficie du libre-échange avec les États-Unis depuis 1965. Cette industrie est depuis longtemps tout à fait intégrée à l'échelle nord-américaine et le contenu en pièces importées des produits qu'elle exporte excède 50 %.

- Le tableau qui suit démontre qu'au cours des dernières années, depuis la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les composantes importées des autres produits manufacturés et exportés ont également augmenté de façon marquée. Selon une étude récente de Statistique Canada, cette situation se remarque particulièrement dans les industries à croissance rapide qui fabriquent du matériel électronique et d'autres biens de production pour l'économie mondiale. L'intégration et la spécialisation accrues laissent présager qu'avec le temps, on obtiendra une forte croissance de la productivité, comparable à celle caractérisant l'industrie de l'automobile de l'Ontario.



### Augmentation de l'intégration commerciale : composantes importées des exportations canadiennes

Part en pourcentage des exportations



Source : Statistique Canada.

- Depuis 1995, la balance commerciale nette (différence entre la valeur des exportations et la valeur des importations) représente 16,0 % de la croissance totale du PIB de l'Ontario.
- Le secteur de l'automobile, d'où provient près de la moitié des exportations internationales totales de l'Ontario, a le plus contribué à la croissance des exportations en 1999, ayant affiché une augmentation de 26 %. L'industrie automobile de l'Ontario a enregistré une autre année record en 1999, avec une production de près de trois millions de voitures et camions.
- Les perspectives de l'industrie automobile de l'Ontario sur le plan des exportations sont des plus favorables. Les constructeurs procèdent à de nouveaux investissements pour agrandir et améliorer leurs installations, et la demande américaine de voitures et camions demeurera vraisemblablement élevée.
- Les industries axées sur la haute technologie et le savoir continueront à revêtir une importance accrue pour l'économie de l'Ontario. En 1999, les exportations d'équipement de télécommunications ont augmenté, en chiffres absolus, de 12,3 %, tandis que les exportations de matériel informatique ont fait un bond de 18,1 %.

## ■ NIVEAU ÉLEVÉ DE RECETTES PERÇUES

Les réductions des impôts de l'Ontario ont soutenu la forte croissance de la demande intérieure et ont considérablement augmenté les recettes. Le rendement de l'économie a été nettement supérieur aux prévisions. Les recettes fiscales en 1999-2000 ont dépassé de 3,1 milliards de dollars celles de 1998-1999. On prévoit que les recettes fiscales continueront à augmenter en 2000-2001 grâce à la forte croissance soutenue de l'économie ontarienne.

On prévoit que le total des recettes en 2000-2001 sera légèrement inférieur aux recettes de 1999-2000, car celles-ci comprenaient un montant de 1 580 millions de dollars représentant le produit net de la vente de l'autoroute 407.

### Recettes de l'Ontario : de 1998-1999 à 2000-2001

(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres provisoires 1999-2000	Projections 2000-2001
<b>Recettes fiscales</b>	43 077	46 192	47 323
Impôt sur le revenu des particuliers	17 190	17 505	17 530
Taxe de vente au détail	11 651	12 784	13 400
Impôt sur les sociétés	7 447	8 596	8 765
Autres	6 789	7 307	7 628
<b>Transferts fédéraux</b>	4 515	5 888	6 032
<b>Recettes des entreprises publiques</b>	2 547	3 507	3 423
<b>Autres recettes</b>	5 647	6 885	5 282
<b>Total des recettes</b>	<b>55 786</b>	<b>62 472</b>	<b>62 060</b>
<b>Total des recettes, excluant le produit de la vente de l'autoroute 407</b>	<b>55 786</b>	<b>60 892</b>	<b>62 060</b>

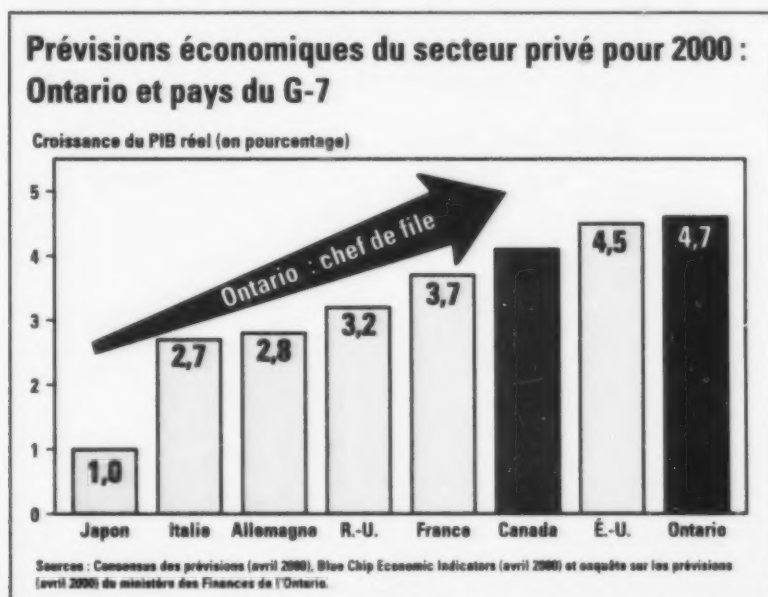
On s'attend à ce que les recettes fiscales augmentent de plus de 1,1 milliard de dollars en 2000-2001, grâce à des gains soutenus en matière d'emploi, de revenus, de dépenses de consommation et de bénéfices des sociétés.

- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers devraient se situer à 17 530 millions de dollars.
- La forte croissance soutenue des dépenses des entreprises et des consommateurs feront croître les ventes au détail de 6,4 % en 2000, ce qui devrait faire passer les recettes tirées de la taxe de vente au détail à 13 400 millions de dollars.

- Les recettes provenant de l'impôt sur les sociétés devraient représenter 8 765 millions de dollars en 2000-2001.
- Grâce au fort taux de création d'emplois et aux bonnes augmentations salariales, les recettes tirées de l'impôt-santé des employeurs devraient s'élever à 3 320 millions de dollars en 2000-2001.
- Les paiements de transfert du gouvernement du Canada devraient représenter 6 032 millions de dollars en 2000-2001. Ce montant inclut 4 857 millions de dollars pour le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), y compris l'augmentation des paiements auxquels la province a droit et les suppléments accordés dans le cadre du TCSPS. Il demeure inférieur de 27 % au montant versé en 1994-1995.
- On prévoit que les recettes provenant des entreprises publiques s'élèveront à 3 423 millions de dollars.
- Les autres recettes devraient s'élever à 5 282 millions de dollars. Ce montant est inférieur de 1 603 millions de dollars à celui de 1999-2000, lequel comprenait 1 580 millions de dollars représentant le produit net de la vente de l'autoroute 407.

## ■ CONCLUSION

L'économie ontarienne est bien placée pour connaître une croissance vigoureuse et continue en 2000. La forte demande intérieure ainsi que la hausse considérable des exportations favorisent la croissance future. La création d'emplois se poursuit à un rythme accéléré et le chômage est à la baisse. Selon le consensus du secteur privé, la croissance du PIB réel devrait se situer à 4,7 % en 2000 et à 3,2 % en 2001, ce qui constitue, encore une fois, une croissance plus rapide que celle observée dans le reste du Canada ou dans tout autre grand pays industrialisé du G-7.



En réduisant les taux d'imposition et en éliminant les obstacles à la croissance induite par le marché, le gouvernement de l'Ontario a établi le cadre d'une économie vigoureuse, capable de générer les recettes nécessaires pour assumer le coût de l'infrastructure et des services publics auxquels la population accorde une grande importance. On prévoit qu'en 2000-2001, les recettes fiscales de la province augmenteront de plus de 1,1 milliard de dollars.





## **DOCUMENT A**

### **Annexe**

## ■ PRÉCISIONS SUR L'APERÇU DES RECETTES ET DE L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO

Les tableaux suivants donnent des précisions sur l'aperçu des recettes et de l'économie établi par le ministère des Finances de l'Ontario.

### L'économie de l'Ontario, 1998-2001

(variation en pourcentage)

	Chiffres réels		Projections	
	1998	1999	2000	2001
<b>Produit intérieur brut réel</b>	<b>4,3</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,1</b>
Consommation personnelle	3,4	4,1	3,9	3,0
Construction résidentielle	(1,2)	14,6	5,4	2,3
Construction non résidentielle	(3,8)	0,8	2,3	1,9
Matériel et outillage	10,6	11,8	8,6	5,3
Exportations	8,8	10,7	7,9	5,3
Importations	6,4	11,2	8,6	5,6
<b>Produit intérieur brut nominal</b>	<b>4,3</b>	<b>7,1</b>	<b>6,5</b>	<b>4,7</b>
<b>Autres indicateurs économiques</b>				
Ventes au détail	6,9	7,3	6,4	4,8
Mises en chantier de logements (en milliers)	53,8	67,2	73,0	70,0
Revenu des particuliers	4,8	4,5	5,7	5,0
Bénéfices des entreprises	0,3	22,3	13,2	3,6
Indice des prix à la consommation de l'Ontario	0,9	1,9	2,5	2,0
<b>Marché du travail</b>				
Emploi*	3,3	3,6	3,0 - 3,5	2,5 - 3,0
Taux de chômage* (en pourcentage)	7,2	6,3	5,5 - 6,0	5,0 - 5,5

\* Basé sur l'Enquête sur la population active.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Aux fins d'une planification financière prudente, on suppose que les taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois du gouvernement du Canada sont de 50 à 60 points de base supérieurs à la moyenne des prévisions du secteur privé. On suppose que les taux d'intérêt des obligations du gouvernement du Canada de dix ans sont de 20 points de base supérieurs à la moyenne des prévisions du secteur privé.

### Hypothèses de taux d'intérêt

(moyenne en pourcentage)

	1999	2000 janv.-avr.	2000 mai-déc.	2001
<b>Bons du Trésor de 3 mois du gouvernement du Canada</b>				
Moyenne - Enquête menée auprès du secteur privé	4,7	5,2	5,7	5,7
Hypothèse de l'Ontario			6,3	6,2
<b>Obligations de 10 ans du gouvernement du Canada</b>				
Moyenne - Enquête menée auprès du secteur privé	5,6	6,2	6,3	6,3
Hypothèse de l'Ontario			6,5	6,5

Sources : Banque du Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les marchés financiers (avril 2000) du ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau suivant illustre l'effet que des taux d'intérêt plus faibles ont sur l'intérêt sur la dette publique et sur l'équilibre budgétaire, ainsi que l'incidence sur les recettes et les dépenses d'une croissance économique plus forte.

### Incidence de la modification des hypothèses économiques sur l'excédent de l'Ontario

(en millions de dollars)

	2000-2001
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt canadiens	80
Augmentation de 1 point de pourcentage de la croissance du PIB réel	565

Nota : Ces réactions seraient des moyennes et pourraient varier considérablement selon la nature du changement dans les revenus et dépenses.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.



# Recettes

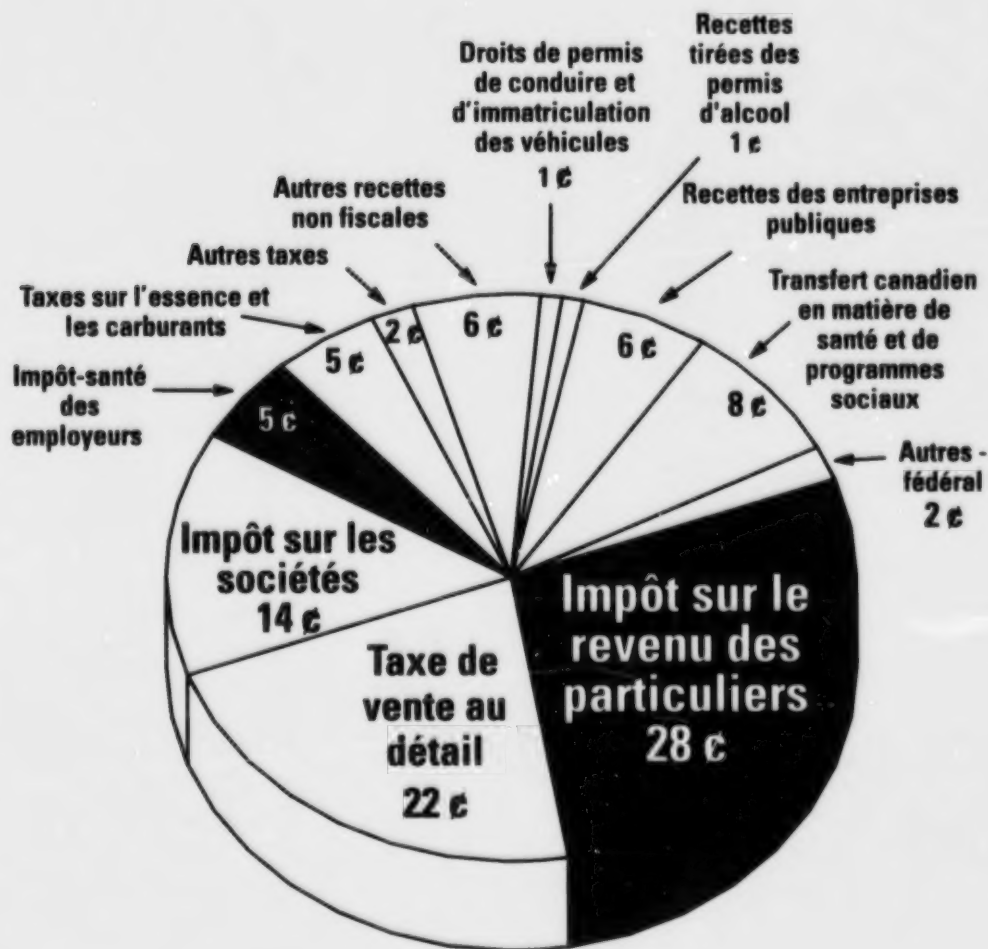
(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres provisoires 1999-2000	Projections 2000-2001
<b>Recettes fiscales</b>					
Impôt sur le revenu des particuliers	16 357	16 293	17 190	17 505	17 530
Taxe de vente au détail	9 964	10 843	11 651	12 784	13 400
Impôt sur les sociétés	5 852	7 456	7 447	8 596	8 765
Impôt-santé des employeurs	2 772	2 851	2 882	3 125	3 320
Taxe sur l'essence	1 951	2 028	2 068	2 175	2 260
Taxe sur les carburants	540	563	592	635	665
Taxe sur le tabac	356	425	447	481	510
Droits de cession immobilière	452	565	470	570	580
Impôt sur les bénéfices miniers	54	40	23	53	55
Taxe sur le pari mutuel	46	4	6	5	5
Impôt sur les dividendes privilégiés	73	60	50	35	40
Autres recettes fiscales	113	141	251	228	193
	<b>38 530</b>	<b>41 269</b>	<b>43 077</b>	<b>46 192</b>	<b>47 323</b>
<b>Gouvernement du Canada</b>					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	4 814	3 970	3 553	3 767	3 548
Augmentation des paiements - TCSPS	-	-	-	190	552
Supplément - TCSPS	-	-	-	755	757
Logement social	341	387	358	503	533
Aide aux étudiants	9	18	64	171	171
Services de bien-être aux Autochtones	128	87	155	112	114
Expansion du bilinguisme	44	49	55	65	64
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	65	53	71	66	66
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	142	116	71	25	-
Autres	235	418	188	234	227
	<b>5 778</b>	<b>5 098</b>	<b>4 515</b>	<b>5 888</b>	<b>6 832</b>
<b>Recettes des entreprises publiques</b>					
Sociétés des loteries et des jeux de l'Ontario*	1 248	1 485	1 764	1 811	1 695
Régie des alcools de l'Ontario	701	745	809	844	915
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	-	-	-	820	795
Autres	10	61	(28)	32	18
	<b>1 959</b>	<b>2 291</b>	<b>2 547</b>	<b>3 507</b>	<b>3 423</b>
<b>Autres recettes</b>					
Droits des permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	816	820	890	923	920
Autres droits et permis	560	548	661	637	670
Recettes de la Commission des permis d'alcool de l'Ontario	520	506	519	528	530
Redevances	264	286	289	294	240
Ventes et locations	543	582	640	2 339	790
Amendes et pénalités	157	174	50	40	35
Remaniement des services locaux - Remboursement des dépenses	-	519	2 109	1 665	1 572
Divers	323	425	489	459	525
	<b>3 183</b>	<b>3 660</b>	<b>5 647</b>	<b>6 885</b>	<b>5 282</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>49 450</b>	<b>52 518</b>	<b>55 786</b>	<b>62 472</b>	<b>62 060</b>
<b>Total des recettes, excluant le produit de la vente de l'autoroute 407</b>	<b>49 450</b>	<b>52 518</b>	<b>55 786</b>	<b>60 892</b>	<b>62 060</b>

\* Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000, la Société des loteries de l'Ontario et la Société des casinos de l'Ontario sont fusionnées et forment la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

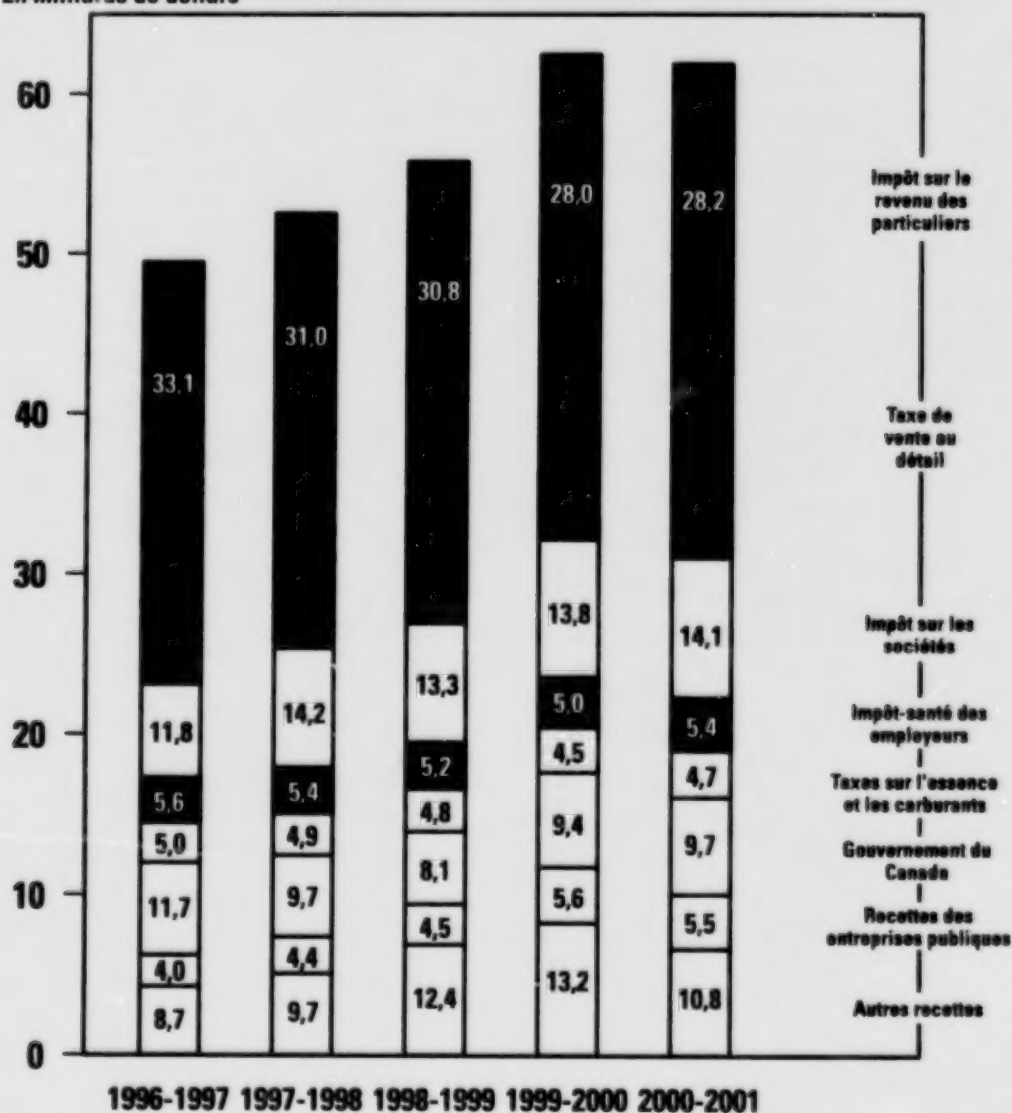
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

# Provenance du dollar budgétaire 2000-2001



# Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001

En milliards de dollars





## **DOCUMENT BUDGÉTAIRE B**

**Plan financier de l'Ontario  
La meilleure performance financière  
en plus de 50 ans**



## ■ INTRODUCTION

Le budget de l'Ontario de 2000 marque un moment important dans l'histoire de la province. Après une décennie de déficits, l'Ontario est maintenant en voie d'afficher deux budgets équilibrés consécutifs en 1999-2000 et 2000-2001, les deux premiers budgets équilibrés consécutifs en plus de 50 ans.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Ontario a affiché deux excédents budgétaires de suite en 1942-1943 et 1943-1944.

En affichant un excédent de 654 millions de dollars pour l'exercice 1999-2000, le budget de l'Ontario de 2000 réalise, un an plus tôt que prévu, la promesse du gouvernement d'équilibrer le budget. Qui plus est, la province est également en bonne voie d'équilibrer le budget en 2000-2001 également.

En décembre 1999, le gouvernement a déposé et l'Assemblée législative a adopté la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* et la *Loi de 1999 sur l'équilibre budgétaire* pour empêcher que des déficits annuels ne se reproduisent. L'Ontario jouit désormais d'une situation financière plus stable et plus sûre qui permettra au gouvernement de s'attaquer à la dette comme il l'a promis et de la réduire de 5 milliards de dollars pendant son mandat actuel.

Le présent document passe en revue :

les résultats provisoires de 1999-2000 (**Section I**);

le plan financier de 2000-2001 (**Section II**);

les investissements dans le cadre de l'initiative SuperCroissance (**Section III**);

l'engagement du gouvernement de l'Ontario à l'égard des services de santé (**Section IV**);

les résultats financiers récents du gouvernement de l'Ontario, qui indiquent qu'il a dépassé ses engagements au chapitre des finances (**Section V**).

## ■ SECTION I : RÉSULTATS PROVISOIRES DE 1999-2000

### L'équilibre budgétaire atteint un an plus tôt que prévu

Avec l'excédent budgétaire réalisé en 1999-2000, le gouvernement a atteint son objectif d'équilibre budgétaire un an avant l'échéance qu'il s'était fixée. Les perspectives financières provisoires de 1999-2000 prévoient un excédent de 654 millions de dollars, ce qui est une amélioration de 2 730 millions de dollars par rapport aux prévisions faites dans le budget de 1999, et une amélioration de 3,3 milliards de dollars par rapport au plan initial visant à équilibrer le budget qui avait établi la cible à 2,6 milliards de dollars. Grâce à une planification prudente et réaliste, le gouvernement a réussi pour la cinquième année consécutive à dépasser l'objectif établi dans ce plan.

#### Résultats financiers de l'exercice 1999-2000

(en millions de dollars)

	Plan budgétaire	Chiffres provisaires	Variation en cours d'exercice
<b>Recettes</b>	58 150	62 472	4 322
<b>Dépenses</b>			
Programmes	47 025	47 581	556
Restructuration et autres dépenses	-	226	226
Total des dépenses de programmes	47 025	47 807	782
Immobilisations	2 883	4 511	1 628
Intérêt sur la dette publique			
Province	9 298	8 980	(318)
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	520	520	-
Total des dépenses	59 726	61 818	2 092
Réserve	500	-	(500)
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>(2 076)</b>	<b>654</b>	<b>2 730</b>
<b>Contribution à la réduction de la dette nette</b>	<b>-</b>	<b>654</b>	
<b>Excédent/(Déficit) après réduction de la dette nette</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Les recettes ont été de 4 322 millions de dollars supérieures aux prévisions du plan budgétaire de 1999. Cette augmentation est en grande partie attribuable à l'élan vigoureux de la croissance économique qui a entraîné une hausse des recettes fiscales de 3 607 millions de dollars par rapport aux prévisions du budget de 1999.
- Le total des dépenses dépassait de 2 092 millions de dollars les prévisions du budget de 1999 en raison surtout d'investissements ponctuels stratégiques dans la santé, l'enseignement et l'infrastructure.

- La somme de 226 millions de dollars affectée en 1999-2000 au poste de la restructuration et autres dépenses comprend une augmentation de 149 millions de dollars de la réserve au titre des coûts liés au remaniement des services locaux et une augmentation de 77 millions de dollars au titre des frais de restructuration de la fonction publique de l'Ontario.
- Le plan budgétaire de 1999 prévoyait une réserve de 500 millions de dollars pour protéger le plan financier contre des risques imprévus comme des changements défavorables dans les perspectives financières et économiques. Grâce à l'amélioration des résultats financiers en cours d'exercice et à la vigueur de l'économie ontarienne, la réserve a été éliminée pour l'exercice et appliquée à la réduction du déficit et au remboursement de la dette.



## ÉVOLUTION DES RECETTES PERÇUES AU COURS DE L'EXERCICE 1999-2000

En 1999-2000, les recettes ont été de 4 322 millions de dollars supérieures au montant prévu dans le budget de 1999. La forte croissance économique a entraîné une hausse de 3 607 millions de dollars des recettes fiscales par rapport aux prévisions budgétaires de 1999. Les recettes d'autres sources, notamment les transferts fédéraux, les recettes des entreprises publiques et les autres recettes ont aussi surpassé les prévisions.

### Sommaire de l'évolution des recettes perçues au cours de l'exercice 1999-2000 (en millions de dollars)

		Chiffres provisoires 1999-2000
<b>Recettes fiscales</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	1 835	
Taxe de vente au détail	674	
Impôt sur les sociétés	776	
Impôt-santé des employeurs	135	
Droits de cession immobilière	90	
Total des autres recettes	97	
		<b>3 607</b>
<b>Transferts fédéraux</b>		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	40	
Total des autres recettes	292	
		<b>332</b>
<b>Recettes des entreprises publiques</b>		
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	293	
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	(114)	
Autres	81	
		<b>260</b>
<b>Autres recettes</b>		
Redevances	69	
Droits des permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	43	
Ventes et locations	109	
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	(129)	
Total des autres recettes	31	
		<b>123</b>
<b>Total de l'évolution des recettes au cours de l'exercice</b>		<b>4 322</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## Évolution des dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice 1999-2000

En 1999-2000, les dépenses de fonctionnement sont passées de 56 843 millions de dollars à 57 307 millions de dollars, une augmentation de 464 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 1999. Cette hausse s'explique surtout par les investissements nécessaires dans des secteurs prioritaires comme la santé et l'éducation, ainsi que par une augmentation de plus de 300 millions de dollars des dépenses en cours d'exercice entièrement couvertes par des transferts du gouvernement fédéral.

### Sommaire de l'évolution des dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice 1999-2000 (en millions de dollars)

		Chiffres provisoires 1999-2000
<b>Évolution des dépenses de programmes :</b>		
Hôpitaux – soins de première ligne et aide à la transition	431	
Conseils scolaires - financement ponctuel pour la transition	268	
Bourses d'études canadiennes du millénaire – augmentation des fonds*	107	
Bien-être de l'enfance – dépenses découlant du nombre de cas et de la transition	106	
Entente Canada-Ontario sur le logement social – transfert de programmes fédéraux*	85	
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants – réduction des dépenses	(278)	
Autres (montant net)	63	
<b>Total de l'évolution des dépenses de programmes</b>		<b>782</b>
<b>Intérêt sur la dette publique</b>		<b>(318)</b>
<b>Total de l'évolution des dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice</b>		<b>464</b>

\* Dépenses entièrement couvertes par des transferts fédéraux.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Au cours de l'exercice, une somme additionnelle de 431 millions de dollars a été affectée aux hôpitaux : 196 millions de dollars au titre des programmes prioritaires et pour faire face aux changements démographiques et 235 millions de dollars surtout pour faciliter la transition à la suite de la restructuration des services de santé.
- Une subvention ponctuelle de 268 millions de dollars a été versée pendant l'exercice aux conseils scolaires afin de terminer la composante de financement visant à faciliter la transition dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. Cette subvention accélérera le passage à un financement équitable et permettra aux conseils scolaires touchés de mener à bien leurs projets de restructuration.

- Une somme supplémentaire de 107 millions de dollars a été affectée en cours d'exercice aux bourses d'études canadiennes du millénaire, entièrement couverte par des transferts du gouvernement fédéral.
- Le gouvernement a affecté un montant supplémentaire de 106 millions de dollars au cours de l'exercice aux services de bien-être de l'enfance afin de faire face au nombre croissant de cas ainsi qu'aux frais de transition découlant des initiatives de réforme du bien-être de l'enfance.
- Le transfert de programmes fédéraux à la province en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur le logement social a fait augmenter les dépenses d'un montant net de 85 millions de dollars au cours de l'exercice, compte tenu de l'incidence de cette entente sur la Société de logement de l'Ontario. Cette augmentation a été entièrement compensée par des transferts du gouvernement fédéral.
- Les dépenses au chapitre du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants ont diminué de 278 millions de dollars au cours de l'exercice. Cela s'explique surtout par le fait que les investissements sur les actifs de la caisse de retraite ont eu un rendement plus élevé que prévu et que les excédents de la caisse, plus élevés que prévu, ont rapporté des intérêts accrus.
- Un programme de financement de moindre envergure, associé à des intérêts supérieurs sur les réserves de liquidité de la province, a permis de réaliser des économies de 318 millions de dollars en frais d'intérêt sur la dette publique au cours de l'exercice.

## Évolution des dépenses en immobilisations au cours de l'exercice 1999-2000

À 4 511 millions de dollars, les dépenses en immobilisations effectuées dans le cadre de l'initiative SuperCroissance ont été de 1 628 millions de dollars supérieures aux prévisions du plan budgétaire de 1999, qui s'établissaient à 2 883 millions de dollars, en raison surtout de l'accélération des projets d'immobilisations ordonnés par la Commission de restructuration des services de santé, de l'enrichissement du Fonds ontarien d'innovation et du financement supplémentaire versé au titre de nouveaux projets d'immobilisations et de la réfection des collèges et des universités de la province.

### Sommaire de l'évolution des dépenses en immobilisations au cours de l'exercice 1999-2000 (en millions de dollars)

	Chiffres provisoires 1999-2000
Restructuration des services de santé – accélération des projets d'immobilisations	1 004
Fonds ontarien pour l'innovation - enrichissement	500
Expansion des établissements d'enseignement postsecondaire – projets supplémentaires	231
Enseignement postsecondaire – grands projets de rénovation	55
Immobilisations dans le domaine de la santé – retards dans la construction	(76)
Réseau GO – transfert des responsabilités	(15)
Infrastructure pour les adultes (prisons) – retards dans la construction	(8)
Autres (montant net)	(63)
<b>Total de l'évolution des dépenses en immobilisations au cours de l'exercice</b>	<b>1 628</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Par l'entremise de l'initiative SuperCroissance, un montant de 1 004 millions de dollars a été fourni aux hôpitaux pour accélérer les projets d'immobilisations ordonnés par la Commission de restructuration des services de santé. En versant sa part de 70 % dès maintenant, la province permettra aux hôpitaux d'accélérer la restructuration dans le secteur de la santé.
- Une dotation additionnelle de 500 millions de dollars au Fonds ontarien pour l'innovation offrira aux établissements ontariens de recherche des ressources supplémentaires pour les aider à améliorer leur infrastructure, notamment les laboratoires et l'équipement de recherche, et à obtenir d'autres contributions des secteurs public et privé. La dotation initiale de 1998-1999 était de 250 millions de dollars.
- Des subventions supplémentaires totalisant 231 millions de dollars ont été versées en cours d'exercice aux universités et aux collèges pour soutenir la construction de classes, de laboratoires et d'autres installations nécessaires pour faire face à l'augmentation des effectifs étudiants.

- Dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, des fonds supplémentaires s'élevant à 55 millions de dollars ont été versés en cours d'exercice pour améliorer les installations collégiales et universitaires afin d'offrir un milieu d'apprentissage moderne et de faire face à la hausse des effectifs dans les collèges et les universités. Ce faisant, les établissements d'enseignement postsecondaire pourront utiliser plus efficacement les installations existantes pour faire face à l'augmentation des effectifs étudiants.
- Les retards dans la construction ont réduit de 76 millions de dollars les dépenses en immobilisations dans le domaine de la santé pendant l'exercice. Le financement de ces projets de construction a été réaffecté aux exercices 2000-2001 et suivants.
- Les responsabilités relatives au Réseau GO ont été entièrement transférées aux municipalités en août 1999, avant la date prévue, donnant lieu à des économies de 15 millions de dollars, contrebalancées par une baisse des recettes tirées des remboursements provenant des municipalités.
- La construction plus lente que prévue dans le cadre des projets de renouvellement de l'infrastructure pour les adultes (prisons) a donné lieu à des dépenses inférieures de 8 millions de dollars aux prévisions.

## Mesures de transition aux fins du remaniement des services locaux

En 1998, le gouvernement provincial et les administrations locales ont commencé à échanger d'un palier de gouvernement à l'autre le financement et la prestation de différents services. Le remaniement des services locaux a pour but d'accroître la responsabilité, de réduire le gaspillage et d'offrir aux contribuables de l'Ontario les meilleurs services possibles au coût le plus faible qui soit.

La responsabilité financière d'un certain nombre de programmes a été confiée aux municipalités le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Pour faciliter la transition, la province continue de fournir certains de ces programmes au nom des municipalités en attendant qu'elles assument toutes leurs responsabilités à cet égard. Pendant cette période de transition, les municipalités rembourseront à la province les dépenses qu'elle aura engagées à ce titre en leur nom.

### Mesures de transition aux fins du remaniement des services locaux : répercussions sur le plan financier

(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001
<b>Dépenses de transition</b>		
Logement social	767	797
Aide sociale	581	545
Services de garde d'enfants	17	-
Ambulances terrestres	94	94
Réseau GO	24	-
Loi sur les infractions provinciales	14	7
Subvention à l'égard des recettes nettes - Loi sur les infractions provinciales	84	69
<b>Augmentation totale des dépenses</b>	<b>1 581</b>	<b>1 512</b>
<b>Remboursement des dépenses par les municipalités</b>	<b>1 479</b>	<b>1 406</b>
<b>Loi sur les infractions provinciales - Recettes</b>	<b>98</b>	<b>76</b>
<b>Répercussions nettes sur l'excédent</b>	<b>(4)</b>	<b>(30)</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- En 1999-2000, les dépenses au titre du logement social ont été réduites de 30 millions de dollars en raison de recouvrements des dépenses des exercices précédents, ce qui a donné lieu à une hausse des dépenses d'un exercice à l'autre. Ces recouvrements touchent surtout les coûts d'avant 1998-1999, qui n'influent pas sur les remboursements municipaux.
- Depuis 1999-2000, les municipalités sont directement responsables du Réseau GO et des programmes de garde d'enfants en vertu du remaniement des services locaux. La province n'assumera donc pas de frais liés à la transition à ce chapitre en 2000-2001.
- Les frais de transition assumés par la province relativement à la *Loi sur les infractions provinciales* diminueront en 2000-2001 à la suite du transfert d'une partie de ce programme aux municipalités en 1999-2000.

## ■ SECTION II : PLAN FINANCIER DE 2000-2001

On prévoit un budget équilibré pour 2000-2001. Grâce à l'excédent budgétaire que la province a réalisé en 1999-2000, le gouvernement de l'Ontario prévoit deux budgets équilibrés de suite, une première en plus de 50 ans.

### Plan financier de 2000-2001

(en millions de dollars)

	Chiffres provisaires 1999-2000	Plan 2000-2001	Variation		Perspectives 2001-2002
			en millions de dollars	en pourcentage	
<b>Recettes</b>	62 472	62 060	(412)	(0,7)	63 400
<b>Dépenses</b>					
Programmes	47 581	49 525	1 944	4,1	51 000
Restructuration et autres dépenses	226	-	(226)	-	-
Total des dépenses de programmes	47 807	49 525	1 718	3,6	51 000
Immobilisations	4 511	2 075	(2 436)	(54,0)	2 000
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 980	8 940	(40)	(0,4)	8 900
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	520	520	-	-	500
Total des dépenses	61 818	61 060	(758)	(1,2)	62 400
Réserve	-	1 000	1 000	-	1 000
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>654</b>	<b>0</b>	<b>(654)</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
<b>Contribution à la réduction de la dette nette</b>	<b>654</b>				
<b>Excédent/(Déficit) après réduction de la dette nette</b>	<b>0</b>				

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- On prévoit que les recettes seront de 62 060 millions de dollars pour l'exercice 2000-2001. On prévoit que les recettes totales en 2000-2001 seront légèrement inférieures à ce qu'elles ont été en 1999-2000 en raison de l'inclusion en 1999-2000 de recettes de 1 580 millions de dollars tirées du produit net de la vente de l'autoroute 407.



- Les dépenses totales en 2000-2001 devraient s'élever à 61 060 millions de dollars, soit 758 millions de dollars de moins qu'en 1999-2000, alors qu'elles se chiffraient à 61 818 millions de dollars. La baisse des dépenses totales en 2000-2001 est en grande partie attribuable à un retour aux investissements en immobilisations de base prévus dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, après des investissements ponctuels en cours d'exercice dans les secteurs de la santé et de l'enseignement postsecondaire, en partie contrebalancée par une hausse des dépenses de fonctionnement de base en santé au cours de l'exercice 2000-2001.
- Conformément à l'approche prudente du gouvernement, le plan financier de 2000-2001 comprend une réserve de 1 milliard de dollars. Cette réserve vise à protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières. La hausse de 500 millions de dollars de la réserve prévue pour 2000-2001 témoigne d'une prudence accrue et permettra au gouvernement de respecter son engagement de réduire la dette provinciale nette de 5 milliards de dollars pendant le présent mandat. Si elle n'est pas utilisée, cette réserve pourra être appliquée à la réduction de la dette.
- En 2001-2002, le gouvernement prévoit un budget équilibré comme l'exige la *Loi de 1999 sur l'équilibre budgétaire*. Les perspectives de 2001-2002 comprennent également une réserve de 1 milliard de dollars.



## Aperçu des recettes pour 2000-2001

L'excellente performance économique de l'Ontario en 1999 a favorisé une forte hausse des recettes en 1999-2000. On s'attend à ce que les recettes tirées des impôts augmentent encore en 2000-2001 à la suite de la croissance forte et soutenue de l'économie ontarienne.

Pour l'exercice 2000-2001, les recettes prévues devraient être légèrement inférieures à celles de 1999-2000 en raison de l'inclusion dans les recettes de 1999-2000 du produit net de la vente de l'autoroute 407, qui se chiffrait à 1,580 milliard de dollars.

### Recettes de 2000-2001

(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres provisaires 1999-2000	Plan budgétaire 2000-2001
Imposition	43 077	46 192	47 323
Transferts fédéraux	4 515	5 888	6 032
Recettes des entreprises publiques	2 547	3 507	3 423
Autres recettes	5 647	6 885	5 282
<b>Total des recettes</b>	<b>55 786</b>	<b>62 472</b>	<b>62 060</b>
<b>Total des recettes à l'exclusion du produit de la vente de la 407</b>	<b>55 786</b>	<b>60 892</b>	<b>62 060</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Le document A, *Aperçu des recettes et de l'économie de l'Ontario – Rendement record et forte croissance soutenue*, donne un compte rendu détaillé des recettes prévues pour 2000-2001.

## Aperçu des dépenses pour 2000-2001

Le gouvernement continue de focaliser ses dépenses sur les secteurs prioritaires tels que la santé et l'éducation tout en réalisant des économies pour assurer les contribuables que leurs impôts sont dépensés avec circonspection et efficacité.



- En 2000-2001, le financement de base total des soins de santé augmentera et passera à 22,2 milliards de dollars, à l'exclusion des remboursements associés au transfert des services d'ambulances terrestres, soit une hausse de 1,3 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent.
- En 2000-2001, les dépenses totales au titre des écoles et de l'enseignement postsecondaire seront de 11,5 milliards de dollars, à l'exclusion des dépenses au titre du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants.

## Soutien continu au secteur de la santé, aux organismes de bienfaisance de l'Ontario, aux collectivités et au secteur agricole

Une loi a été adoptée pour que toutes les recettes provinciales provenant des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes soient affectées aux services prioritaires tels que les services de santé, les programmes de traitement des joueurs compulsifs et le financement des organismes de bienfaisance et à but non lucratif par l'entremise de la Fondation Trillium de l'Ontario.

### Soutien aux organismes de bienfaisance de l'Ontario, au traitement des joueurs compulsifs et aux services de santé

(en millions de dollars)

Programme	Chiffres provisoires 1999-2000	Plan 2000-2001
Services de santé	63	185
Fondation Trillium de l'Ontario	100	100
Jeu compulsif	10	17
Financement de transition pour les organismes de bienfaisance*	30	-
<b>Total</b>	<b>203</b>	<b>302</b>

\* Tient compte des montants qu'il reste à verser dans le cadre de l'engagement pris de verser des fonds provenant du Programme d'avance de fonds, doté de 40 millions de dollars, à des organismes de bienfaisance.

Source : Secrétariat des jeux.

### Les recettes provinciales tirées des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes sont réparties comme suit :

- La Fondation Trillium de l'Ontario verse 100 millions de dollars par année à des organismes de bienfaisance et à but non lucratif de l'Ontario. Le rapport annuel de la Fondation renferme le nom des organismes en question.
- On affectera 2 % des recettes tirées des machines à sous à des programmes de traitement, de sensibilisation et de recherche associés au jeu compulsif. En 2000-2001, ce montant est estimé à 17 millions de dollars, plus que partout ailleurs en Amérique du Nord.
- Le reste des recettes provinciales tirées des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes, à savoir 185 millions de dollars, a été consacré aux priorités de la santé.

**Autres bénéficiaires des recettes provinciales tirées des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes :**

- Vingt pour cent des recettes brutes tirées des machines à sous dans les hippodromes sont versées à l'industrie des courses de chevaux. Pour 2000-2001, ce montant est estimé à 138 millions de dollars. Cette initiative permet de conserver et d'améliorer 45 000 emplois dans l'industrie des courses de chevaux en Ontario et pourrait contribuer à en créer 7 000. Cette industrie constitue le troisième secteur d'activité agricole en importance en Ontario.
- Une portion des recettes brutes tirées des machines à sous estimée à 35 millions de dollars est également fournie aux 18 municipalités où l'on retrouve des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes, notamment pour compenser les coûts locaux additionnels liés à l'infrastructure et aux services.

## ■ SECTION III : INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE SUPERCROISSANCE

Aux termes de l'initiative SuperCroissance, la province investit dans une nouvelle infrastructure et s'emploie à moderniser celle qui existe pour assurer l'avenir de l'Ontario. La province a investi plus de 4,5 milliards de dollars en 1999-2000, soit plus que le double de la somme totale investie en 1998-1999, qui s'élevait à 2,2 milliards de dollars.

Les investissements ont dépassé de 1,6 milliard de dollars le montant établi dans le budget de 1999 surtout en raison d'investissements effectués pendant l'exercice dans les hôpitaux, les collèges et les universités de l'Ontario. Un montant supplémentaire de 2,1 milliards de dollars sera investi en 2000-2001. Le document budgétaire intitulé *Bâtir des collectivités sûres et solides* donne des précisions à ce sujet.

### Dépenses associées à l'initiative SuperCroissance

(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001
Routes	975	1 000
Santé et soins de longue durée	1 344	291
Enseignement postsecondaire	1 028	40
Justice	189	232
Environnement et richesses naturelles	266	144
Sports, culture et tourisme	16	81
Sciences et technologie	500	8
Infrastructure dans les petites localités et les collectivités rurales	-	80
SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	-	200
Autres	193	119
Économies de fin d'exercice	-	(120)
<b>Total</b>	<b>4 511</b>	<b>2 075</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- En 2000-2001, la province établira un nouveau record en investissant 1 milliard de dollars dans les routes provinciales.
- L'investissement de l'Ontario dans les établissements de santé a atteint 1,3 milliard de dollars en 1999-2000, en raison surtout d'un investissement en cours d'exercice de 1 milliard de dollars fait pour accélérer la restructuration des hôpitaux. Un montant supplémentaire de 291 millions de dollars sera fourni en 2000-2001 pour moderniser et améliorer les établissements de santé.
- En 1999-2000, l'Ontario a fourni plus de 1 milliard de dollars au titre des immobilisations pour les établissements d'enseignement postsecondaire.
- En 2000-2001, la province investira 232 millions de dollars dans les tribunaux, les établissements correctionnels et autres installations judiciaires.

- En 2000-2001, la province investira 144 millions de dollars au chapitre de l'infrastructure de l'environnement et des richesses naturelles.
- En 2000-2001, la province investira 81 millions de dollars dans les installations sportives, culturelles et touristiques, dont 60 millions de dollars au titre de l'initiative SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme.
- La province a investi une somme supplémentaire de 500 millions de dollars dans le Fonds ontarien pour l'innovation en 1999-2000 au titre des laboratoires, de l'équipement de haute technologie et d'autres éléments de l'infrastructure de recherche.
- La province consacrera 80 millions de dollars en 2000-2001 à l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario.
- La province investira 200 millions de dollars en 2000-2001 dans le volet Partenariats du millénaire de l'initiative SuperCroissance dans le cadre de partenariats entre le secteur public et le secteur privé.
- Un montant supplémentaire de 119 millions de dollars sera versé en 2000-2001 pour soutenir un large éventail de projets d'immobilisations, notamment des projets autochtones de développement économique, de services sociaux et communautaires et d'écoles provinciales.

## ■ SECTION IV : ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO À L'ÉGARD DES SERVICES DE SANTÉ

### Des investissements records dans les services de santé

Le gouvernement a augmenté ses dépenses de fonctionnement de base au chapitre de la santé de sorte qu'elles ont atteint un niveau inégalé dans l'histoire de l'Ontario pour ce qui est du financement permanent. De 1994-1995 à 1999-2000, ces dépenses se sont accrues de 3 milliards de dollars et seront augmentées de 1,4 milliard de dollars en 2000-2001 pour atteindre 22,0 milliards de dollars.



- En 1999, le gouvernement avait pris l'engagement de faire passer ses dépenses à 22,7 milliards de dollars d'ici 2003-2004. Il aura atteint cet objectif dès l'an prochain, deux ans avant la date qu'il avait promise.



## Financement accru des services de santé

Les dépenses totales au chapitre des services de santé ont augmenté de 2,0 milliards de dollars entre 1998-1999 et 1999-2000 et seront accrues de 1,3 milliard de dollars en 2000-2001. Pour chacune des deux dernières années, l'augmentation des dépenses engagées dans ce domaine par la province a dépassé de beaucoup le supplément pour la santé versé par le gouvernement fédéral dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Le document budgétaire *Notre engagement en matière de santé* contient des précisions à ce sujet.

### Dépenses du ministère de la Santé et des Soins de longue durée

(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1994-1995	Chiffres réels 1998-1999*	Chiffres provisoires 1999-2000**	Plan 2000-2001
Dépenses de fonctionnement de base	17 599	18 868	20 600	21 988
Dépenses en immobilisations	249	187	340	291
Total	17 848	19 055	20 940	22 279
Moins : Remboursements associés au transfert des services d'ambulances terrestres	0	(166)	(94)	(94)
<b>Total, à l'exclusion des remboursements associés au transfert des services d'ambulances terrestres</b>	<b>17 848</b>	<b>18 889</b>	<b>20 846</b>	<b>22 185</b>
<b>Augmentation des dépenses de fonctionnement de base depuis 1994-1995</b>			<b>3 001</b>	<b>4 389</b>
<b>Augmentation des dépenses totales de base depuis 1998-1999</b>			<b>1 957</b>	<b>3 296</b>

\* Les chiffres de 1998-1999 ne tiennent pas compte des coûts de restructuration des services de santé de 50 millions de dollars ni des dépenses de fonctionnement ponctuelles importantes de 639 millions de dollars, dont 120 millions de dollars pour les frais de démarrage de la Société canadienne du sang; 200 millions de dollars pour indemniser les personnes qui ont contracté l'hépatite C par l'entremise du système d'approvisionnement en sang avant 1986 ou après 1990; 229 millions de dollars pour l'aide non renouvelable accordée aux hôpitaux; 90 millions de dollars pour les dépenses que le ministère et les organismes du secteur parapublic ont engagées afin de modifier les systèmes informatiques en prévision de l'an 2000.

\*\* Les chiffres provisoires de 1999-2000 ne tiennent pas compte de coûts de 1 290 millions de dollars comprenant des dépenses de fonctionnement ponctuelles importantes de 175 millions de dollars affectées aux hôpitaux pour la restructuration de leurs programmes et services; 111 millions de dollars pour les dépenses que le ministère et les organismes du secteur parapublic ont engagées afin de modifier les systèmes informatiques en prévision de l'an 2000; des dépenses en immobilisations ponctuelles importantes de 1 004 millions de dollars au titre des subventions accordées pour les projets d'immobilisations ordonnés par la Commission de restructuration des services de santé.

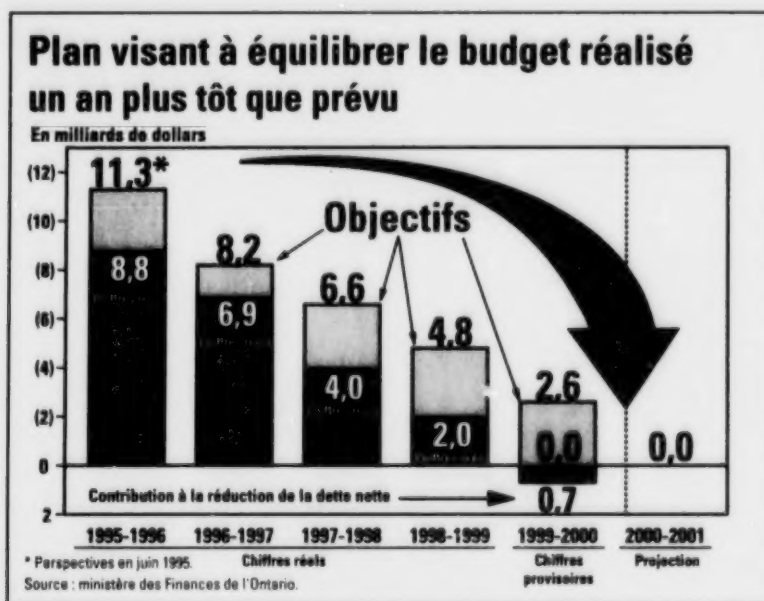
Source : ministère des Finances de l'Ontario.



## ■ SECTION V : RENDEMENT FINANCIER RÉCENT DE L'ONTARIO

### Réalisation un an plus tôt que prévu du plan visant à équilibrer le budget

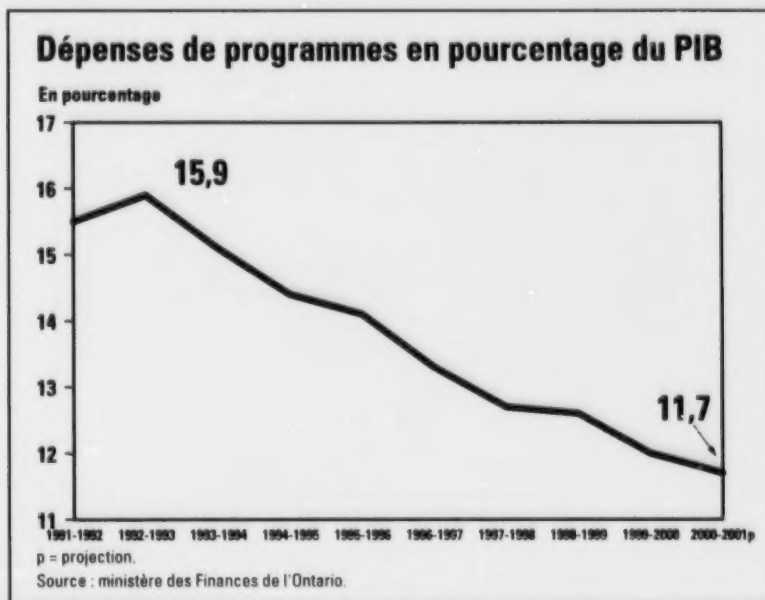
À son arrivée au pouvoir en juin 1995, le gouvernement a pris des mesures immédiates afin de réduire le déficit possible de 11,3 milliards de dollars. En novembre 1995, il a établi son plan visant à équilibrer le budget assorti d'objectifs annuels de réduction du déficit, dont l'objectif final était un budget équilibré en 2000-2001. L'objectif de réduction du déficit a été dépassé au cours de chacun des cinq derniers exercices.



- L'exercice 1999-2000 marquait le cinquième exercice consécutif au cours duquel on a dépassé l'objectif de réduction du déficit grâce à une planification prudente et réaliste.
  - Avec des budgets équilibrés en 1999-2000 et en 2000-2001, l'Ontario s'apprête à afficher des budgets équilibrés coup sur coup, une première depuis plus de 50 ans.

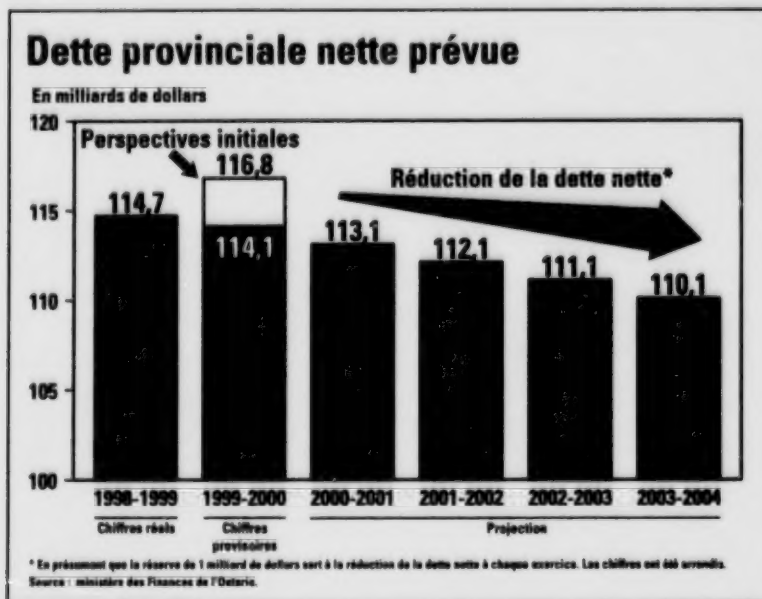
## Dépenses de programmes en tant que pourcentage de l'économie

L'engagement du gouvernement à l'égard du contrôle des dépenses se démontre par des réductions considérables des dépenses de programmes en tant que pourcentage du produit intérieur brut (PIB) de l'Ontario. En 1992-1993, la morosité économique et l'augmentation rapide des dépenses ont entraîné une hausse des dépenses de programmes du gouvernement exprimées en pourcentage du PIB, qui se sont chiffrées à 15,9 %. Le gouvernement met l'accent sur des priorités tels que le rétablissement de l'économie et l'augmentation des dépenses en santé et dans la salle de classe, et il trouve des moyens d'accroître l'efficacité des services gouvernementaux. Grâce à ces mesures, on prévoit que le pourcentage des dépenses de programmes par rapport au PIB diminuera et passera à 11,7 % en 2000-2001.



## Engagement à réduire la dette

Au 31 mars 2000, la dette provinciale nette s'établissait à 114,1 milliards de dollars, c'est-à-dire 2,7 milliards de dollars de moins que ne l'avait prévu le plan budgétaire de 1999. Pendant son mandat actuel, le gouvernement est résolu à réduire d'au moins 5 milliards de dollars la dette provinciale nette, soit plus du double de la réduction promise, qui s'établissait à 2 milliards de dollars.



- L'excédent de 654 millions de dollars en 1999-2000 a été utilisé pour réduire la dette provinciale nette.
- Le plan financier de l'Ontario pour 2000-2001 comprend une réserve de 1 milliard de dollars conçue pour protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières. Si elle n'est pas utilisée, la réserve servira à réduire la dette.

## ■ CONCLUSION

Après une décennie de déficits, l'Ontario est en position de présenter coup sur coup des budgets équilibrés. Le déficit possible de 11,3 milliards de dollars auquel le gouvernement faisait face à son arrivée au pouvoir a maintenant été complètement éliminé.

L'Ontario a entrepris le nouveau millénaire fort d'une situation budgétaire rétablie. En plus de réussir à équilibrer le budget, le gouvernement a mis en place des politiques visant à assurer le maintien de l'équilibre budgétaire pour l'avenir.

Grâce à une saine gestion financière, à la relance économique et à l'engagement législatif de maintenir des budgets équilibrés, les déficits du passé sont derrière nous et ne se reproduiront plus. L'avenir économique et le financement soutenu des programmes prioritaires de l'Ontario ont été assurés.



## **DOCUMENT B**

### **Annexes**

Tableaux et diagrammes financiers



**État des opérations financières**  
 (en millions de dollars)

Tableau B1

	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres provisaires 1999-2000	Plan 2000-2001
<b>Recettes</b>	49 450	52 518	55 786	62 472	62 060
<b>Dépenses</b>					
Programmes	42 831	43 637	46 502	47 581	49 525
Restructuration et autres dépenses	2 180	1 595	76	226	-
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>45 011</b>	<b>45 232</b>	<b>46 578</b>	<b>47 807</b>	<b>49 525</b>
Immobilisations	2 737	2 523	2 194	4 511	2 075
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 607	8 729	9 016	8 980	8 940
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	-	-	-	520	520
<b>Total des dépenses</b>	<b>56 355</b>	<b>56 484</b>	<b>57 788</b>	<b>61 818</b>	<b>61 060</b>
Réserve	-	-	-	-	1 000
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>(6 905)</b>	<b>(3 966)</b>	<b>(2 002)</b>	<b>654</b>	<b>9</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.



Tableau B2

## Dépenses de fonctionnement

(en millions de dollars)

Ministère	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres provisaires 1999-2000	Plan 2000-2001
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	324	306	309	328	446
Remise fiscale aux exploitations agricoles	150	158	-	-	-
Procureur général	638	681	751	803	882
Commission de régie interne	124	113	117	155	121
Affaires civiques, Culture et Loisirs	316	300	385	455	398
Services sociaux et communautaires	7 965	8 047	7 648	7 804	7 504
Consommation et Commerce	123	92	136	135	146
Services correctionnels	537	531	540	562	591
Développement économique et Commerce	192	140	89	94	99
Éducation	4 257	4 713	7 717	7 823	8 026
Conseils scolaires - transition, restructuration, financement graduel	-	224	-	268	-
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	933	1 443	67	(363)	(711)
Énergie, Sciences et Technologie	11	89	83	128	241
Environnement	146	142	162	174	158
Bureaux du corps exécutif	13	14	17	21	22
Finances - à ses propres fins	435	690	999	739	787
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 607	8 729	9 016	8 980	8 940
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	-	-	-	520	520
Fonds de réinvestissement communautaire	-	169	678	521	537
Santé et Soins de longue durée	17 760	18 284	18 868	20 600	21 988
Restructuration des services de santé	970	532	50	-	-
Principaux coûts ponctuels pour la santé	-	113	639	286	-
Affaires intergouvernementales	4	5	4	4	5
Travail	103	117	108	101	100
Secrétariat du Conseil de gestion	712	352	358	355	298
Régime de retraite des fonctionnaires/du SEFPO	94	(86)	(219)	(144)	(248)
Fonds de prévoyance	-	-	-	-	1 185
Mesures de départ des employés de la FPO (nets)	438	(159)	-	77	-
Fonds pour circonstances particulières	-	-	180	-	-
Affaires municipales et Logement	2 456	2 395	1 611	1 725	1 644
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	150	23	-	-	-
Fonds de restructuration des municipalités	-	71	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones	17	10	10	13	16
Richesses naturelles	417	405	542	458	376
Développement du Nord et Mines	52	62	82	114	274
Office des affaires francophones	2	2	3	4	4
Solliciteur général	622	644	746	827	856
Tourisme	53	54	89	70	76
Formation, Collèges et Universités	3 568	2 988	3 215	3 252	3 387
Transports	879	709	607	618	537
Restructuration	550	50	(17)	-	-
Subvention pour immobilisations de la Commission de transport de Toronto (5 ans) et entente de subvention pour les autobus urbains de la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton	-	829	44	-	-
Économies à la fin de l'exercice	-	-	-	-	(200)
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>53 618</b>	<b>53 961</b>	<b>55 894</b>	<b>57 387</b>	<b>58 985</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

**Dépenses en immobilisations**  
 (en millions de dollars)

Tableau B3

Ministère	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres provisoires 1999-2000	Plan 2000-2001
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	1	1	1	80
Procureur général	20	47	73	59	64
Affaires civiques, Culture et Loisirs	9	7	6	15	71
Services sociaux et communautaires	116	51	38	20	20
Services correctionnels	-	5	30	124	156
Développement économique et Commerce	9	-	-	-	-
Éducation	146	267	229	54	5
Énergie, Sciences et Technologie	-	-	273	500	-
Environnement	225	98	19	7	14
Fonds de protection des eaux	-	-	15	160	51
Finances	18	7	3	12	3
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	-	-	-	-	200
Santé et Soins de longue durée	175	106	187	340	291
Principaux coûts ponctuels d'immobilisations pour la santé	-	-	-	1 004	-
Secrétariat du Conseil de gestion	152	80	39	18	12
Affaires municipales et Logement	313	152	62	-	2
Secrétariat des affaires autochtones	13	11	10	6	8
Richesses naturelles	33	209	62	97	83
Développement du Nord et Mines	168	173	177	211	273
Solliciteur général	6	7	8	-	8
Tourisme	2	3	1	3	11
Formation, Collèges et Universités	53	113	69	1 028	44
Transports	1 279	1 186	892	852	799
Économies à la fin de l'exercice	-	-	-	-	(120)
<b>Total des dépenses en immobilisations</b>	<b>2 737</b>	<b>2 523</b>	<b>2 194</b>	<b>4 511</b>	<b>2 075</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

**Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices**

(en millions de dollars)

	Comptabilité de caisse modifiée		Selon les règles du CCSP
	1991-1992	1992-1993	1993-1994
<b>Opérations financières</b>			
Recettes	40 753	41 807	43 674
Recettes à l'exclusion du produit de la vente de la 407	40 753	41 807	43 674
Dépenses			
Programmes	43 613	45 350	44 195
Restructuration et autres dépenses	-	-	-
Total des dépenses de programmes	43 613	45 350	44 195
Immobilisations	3 874	3 592	3 552
Intérêt sur la dette publique			
Province	4 196	5 293	7 129
Sociétés ayant succédé à Ontario Hydro	-	-	-
Total des dépenses	51 683	54 235	54 876
Réserve	-	-	-
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>(10 930)</b>	<b>(12 428)</b>	<b>(11 202)</b>
<b>Dette provinciale nette*</b>	<b>49 368</b>	<b>61 796</b>	<b>80 599</b>
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	280 853	285 101	291 733
Revenu des particuliers	243 485	251 805	253 921
Population en juillet (en milliers)	10 428	10 570	10 690
Dette provinciale nette par habitant (en dollars)	4 734	5 846	7 540
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	23 349	23 823	23 753
Dépenses totales en pourcentage du PIB	18,4	19,0	18,8
Intérêt sur la dette publique en pourcentage des recettes**	10,3	12,7	16,3
<b>Dette provinciale nette en pourcentage du PIB</b>	<b>17,6</b>	<b>21,7</b>	<b>27,6</b>

\* La dette provinciale nette représente le passif aux fins de la province déduction faite des actifs financiers.

\*\* À compter de 1999-2000, l'intérêt sur la dette publique comprend 520 millions de dollars se rapportant à la participation financière de la province aux sociétés ayant succédé à Ontario Hydro.

Source : ministère des Finances de l'Ontario. Les projections démographiques pour 2000 sont préliminaires.

Tableau B4

Selon les règles du CCSP						
1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	Chiffres provisoires 1999-2000	Plan 2000-2001
46 039	49 473	49 450	52 518	55 786	62 472	62 060
46 039	49 473	49 450	52 518	55 786	60 892	62 060
44 505	45 309	42 831	43 637	46 502	47 581	49 525
-	854	2 180	1 595	76	226	-
44 505	46 163	45 011	45 232	46 578	47 807	49 525
3 831	3 635	2 737	2 523	2 194	4 511	2 075
7 832	8 475	8 607	8 729	9 016	8 980	8 940
-	-	-	-	-	520	520
56 168	58 273	56 355	56 484	57 788	61 818	61 060
-	-	-	-	-	-	1 000
(10 129)	(8 800)	(6 905)	(3 966)	(2 002)	654	0
90 728	101 864	108 769	112 735	114 737	114 083	114 083
309 031	327 246	337 833	356 578	371 874	398 286	424 359
258 304	268 926	273 577	285 858	299 458	312 960	330 678
10 828	10 965	11 101	11 249	11 384	11 514	11 665
8 379	9 290	9 798	10 022	10 079	9 908	9 780
23 855	24 526	24 644	25 412	26 305	27 181	28 348
18,2	17,8	16,7	15,8	15,5	15,5	14,4
17,0	17,1	17,4	16,6	16,2	15,2	15,2
29,4	31,1	32,2	31,6	30,9	28,6	26,9

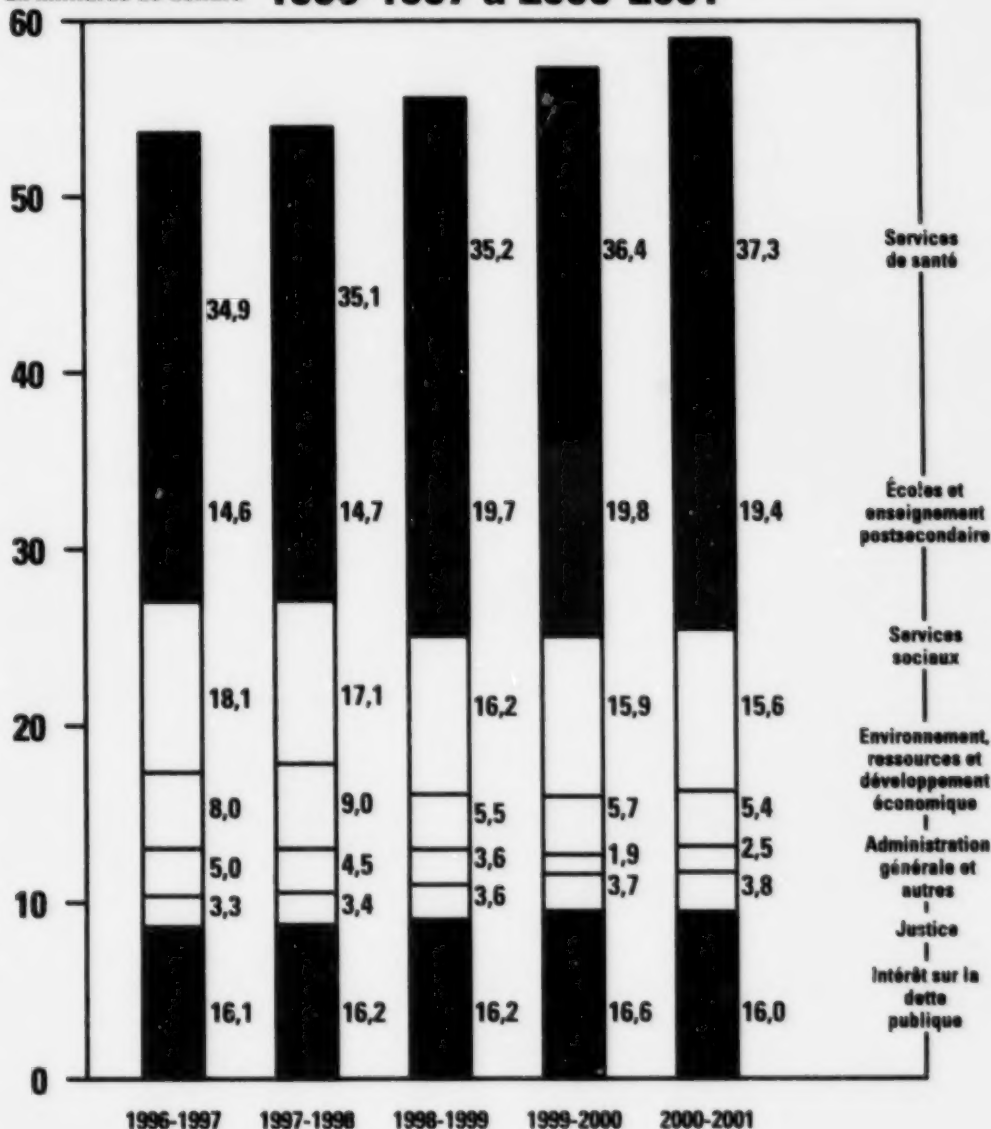
## Le dollar budgétaire : dépenses totales 2000-2001



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

# Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de

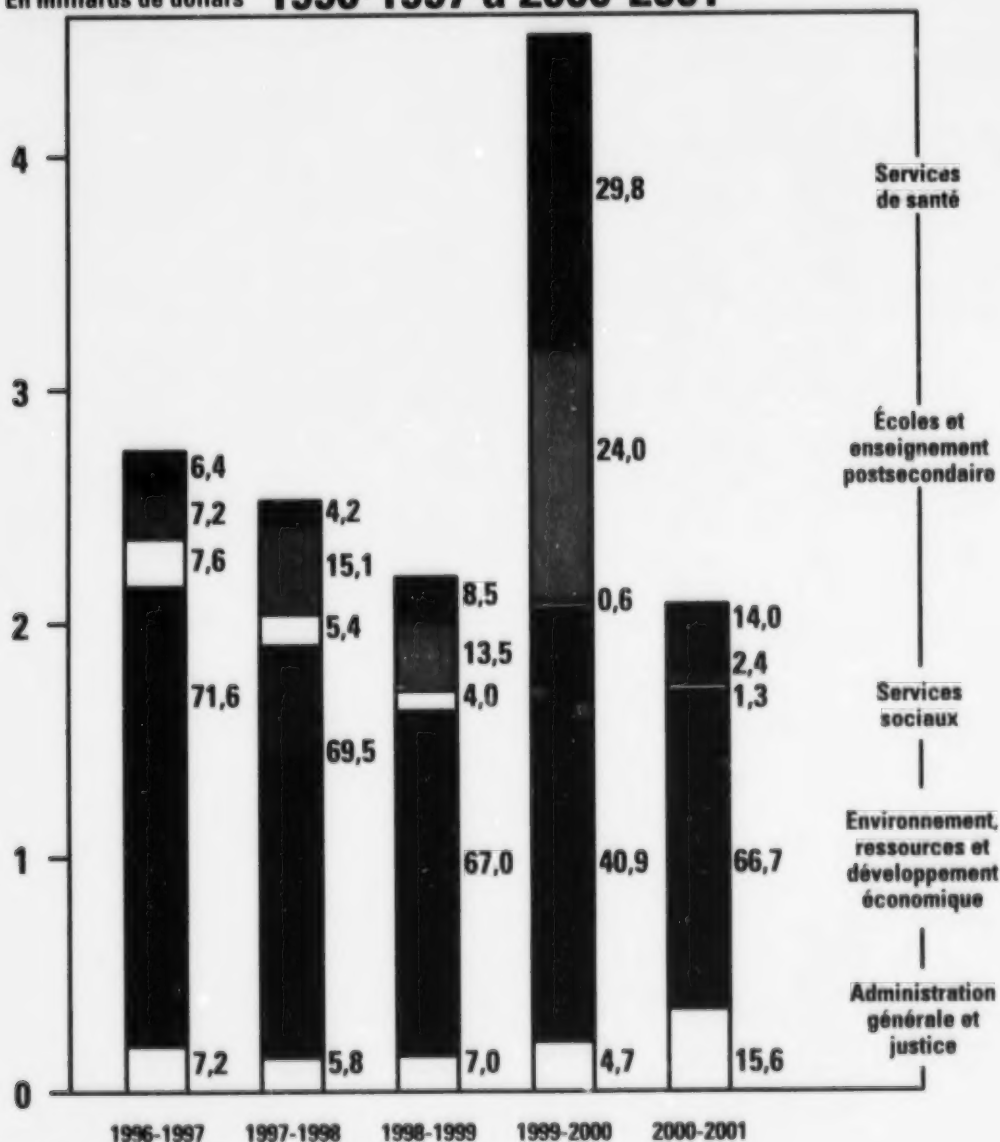
En milliards de dollars 1996-1997 à 2000-2001



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## Dépenses en immobilisations par catégorie : pourcentage du total de

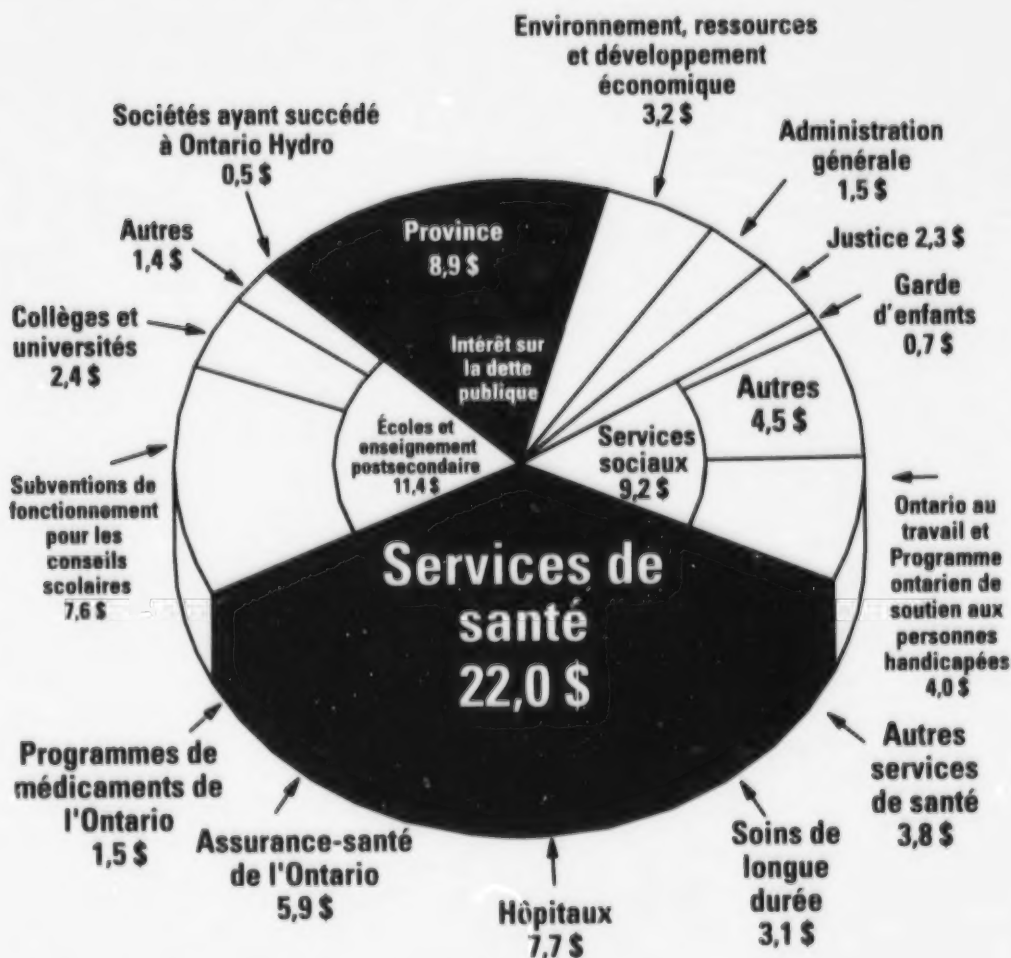
En milliards de dollars 1996-1997 à 2000-2001



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

# Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2000-2001

(En milliards de dollars)

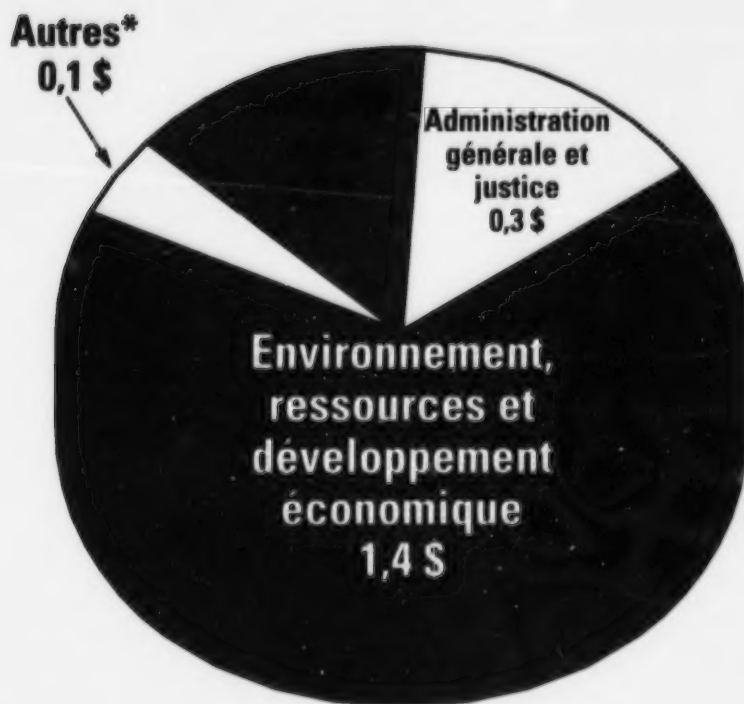


Source : ministère des Finances de l'Ontario.



## Dépenses en immobilisations par catégorie en 2000-2001

(En milliards de dollars)



\* Comprend les écoles et l'enseignement postsecondaire ainsi que les services sociaux.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.



## **DOCUMENT BUDGÉTAIRE C**

**Régime fiscal adapté aux besoins de l'Ontario  
Un nouveau départ**



## ■ L'ENGAGEMENT DE L'ONTARIO

Le gouvernement de l'Ontario réduit l'impôt sur le revenu des particuliers et favorise la croissance de l'économie. En 1999, le taux ontarien d'imposition du revenu des particuliers avait été réduit de 30 %. L'an dernier, dans un premier temps, le gouvernement a abaissé ce taux de 5 % de plus dans le cadre de sa promesse de réduire les impôts de 20 %. Le présent budget annonce la prochaine étape de l'engagement du gouvernement envers cette réduction d'impôt, ainsi que les engagements suivants : l'indexation du régime fiscal provincial en fonction de l'inflation; la mise en place de mesures lui assurant la plus grande latitude possible pour répondre aux besoins de l'Ontario en matière de politiques; et la réalisation de ces objectifs sans pour autant créer de formalités administratives ni de coûts inutiles.

Le présent budget propose la mise en place d'un régime d'imposition du revenu des particuliers qui concrétise ces engagements.

## ■ UN RÉGIME FISCAL ADAPTÉ AUX BESOINS DE L'ONTARIO

### Ancienne méthode de calcul de l'impôt ontarien

Jusqu'à cette année, l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers était calculé en tant que pourcentage de l'impôt fédéral de base. Le taux d'imposition ontarien, qui était de 58 % de l'impôt fédéral de base en 1995, s'établissait à 38,5 % le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Comme le taux d'imposition de l'Ontario était un pourcentage de l'impôt fédéral de base, le calcul de l'impôt ontarien reposait implicitement sur : la définition fédérale du revenu imposable; les taux d'imposition fédéraux; les paliers de revenu auxquels l'impôt s'applique (tranches d'imposition); ainsi que les déductions et les crédits d'impôt fédéraux.

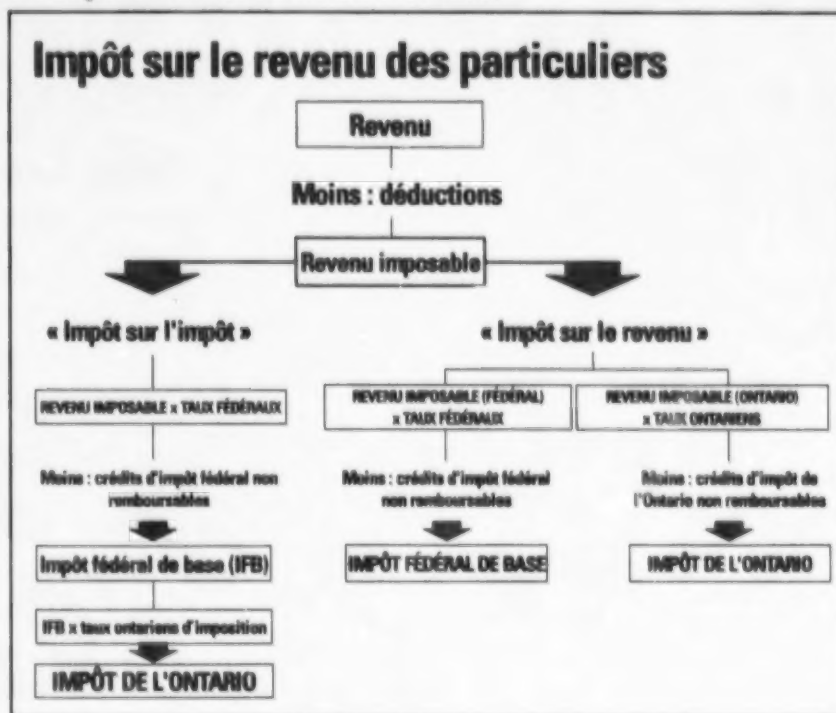
Il fallait additionner toutes les sources de revenu et tenir compte des déductions telles que les frais de garde d'enfants, les contributions à un REER et les autres dépenses admissibles pour obtenir le « revenu imposable ». On utilisait ensuite les tranches et les taux d'imposition établis par le gouvernement fédéral pour déterminer le montant de l'impôt fédéral brut applicable.

On déduisait de ce montant brut divers crédits d'impôt non remboursables ayant pour but de tenir compte des circonstances d'un contribuable susceptibles de réduire sa capacité de payer l'impôt (p. ex. conjoint à charge, membre de la famille faisant des études collégiales ou universitaires, membre de la famille ayant un handicap ou personne ayant engagé d'importantes dépenses à des fins médicales). Après avoir déduit ces crédits d'impôt, on obtenait « l'impôt fédéral de base ».

On calculait ensuite l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers en appliquant le taux d'imposition de l'Ontario à l'impôt fédéral de base. Par conséquent, l'impôt ontarien présentait les mêmes caractéristiques de base que l'impôt fédéral. Lorsque le gouvernement fédéral a décidé de ne pas indexer les tranches d'imposition en fonction de l'inflation, l'impôt ontarien sur le revenu était automatiquement assujéti aux mêmes règles. De plus, lorsque le gouvernement de l'Ontario a voulu réduire davantage les impôts pour les personnes à faible revenu, il a fallu mettre en oeuvre un programme complexe de réduction d'impôt.

Le gouvernement de l'Ontario estime que cette situation est inacceptable. Il a donc décidé d'adopter un régime d'impôt calculé sur le revenu. Grâce à cette solution adaptée aux besoins de l'Ontario, le régime fiscal de la province ne serait plus lié au calcul de l'impôt fédéral. L'impôt ontarien sur le revenu serait désormais calculé en fonction du revenu imposable et non de l'impôt fédéral de base.

## Méthode adaptée aux besoins de l'Ontario



## Nouveaux taux et tranches d'imposition

Grâce à la méthode adaptée aux besoins de l'Ontario, le gouvernement provincial déterminerait le taux d'imposition applicable à chaque palier de revenu. Il ne serait plus nécessaire que les tranches d'imposition de l'Ontario correspondent à celles établies par le gouvernement fédéral. On propose que les taux et les tranches d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario soient les suivants :

Tranches d'imposition (revenu imposable de l'Ontario en dollars)*	Taux d'imposition de l'Ontario avant le budget de 2000 (en pourcentage)	Taux
		d'imposition de l'Ontario en 2000 (en pourcentage)
Moins de 30 004 \$	6,545	6,37
De 30 004 à 60 009 \$	10,010	9,62
Plus de 60 009 \$	11,165	11,16

\* Les tranches d'imposition seraient indexées en fonction de l'inflation à compter de 2001.

### Circonstances individuelles et familiales prises en considération

Grâce à la méthode adaptée aux besoins de l'Ontario, le gouvernement provincial déterminerait la réduction de l'impôt sur le revenu de l'Ontario qui serait accordée pour tenir compte des circonstances individuelles et familiales. Pour l'année d'imposition 2000, le gouvernement de l'Ontario fixerait notamment le montant du crédit personnel de base, du crédit en raison de l'âge, du crédit d'impôt pour personne handicapée et du crédit pour conjoint, ce qui permettrait aux contribuables d'en retirer des avantages plus importants comparativement à l'année dernière.

### Avantages de la méthode adaptée aux besoins de l'Ontario

#### Avantages des réductions d'impôt préservés

La *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* protège le régime fiscal de l'Ontario contre toute augmentation future des impôts en obligeant le gouvernement actuel et les gouvernements subséquents à demander la permission de la population de la province par voie de référendum

avant d'augmenter les impôts. Il faudra donc obtenir l'approbation des électeurs avant de déposer un projet de loi créant une taxe ou haussant les taux d'imposition, à moins que d'autres recettes ne soient réduites d'un pourcentage égal ou supérieur.

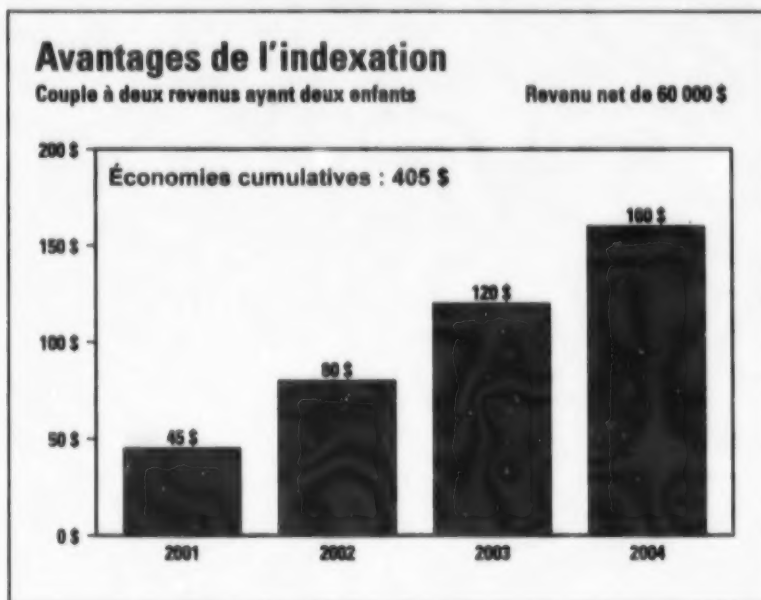
✓ Augmentation des taux interdite en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*

Le présent budget renforce cette protection fondamentale en proposant que le nouveau régime fiscal de l'Ontario soit pleinement indexé en fonction de l'inflation à compter de l'année d'imposition 2001. Avant 1986, le régime d'imposition du revenu des particuliers était pleinement indexé en fonction de l'inflation. Toutefois, à compter de 1986, le gouvernement fédéral a indexé le régime d'imposition uniquement dans la mesure où le taux d'inflation était supérieur à 3 %. De 1992 à 1999, les tranches d'imposition et les crédits d'impôt n'ont pas été rajustés, car le taux annuel d'inflation était inférieur à 3 %. Pourtant l'indice des prix à la consommation a augmenté de plus de 10 % pendant cette période.

Cette mesure a eu pour effet d'alourdir le fardeau fiscal des particuliers. En effet, si le revenu d'un particulier progresse au même rythme que l'inflation, cette personne peut se retrouver dans une tranche d'imposition supérieure même si, en réalité, son revenu demeure le même. C'est ce qu'on appelle le « glissement d'une tranche d'imposition à l'autre ». Il est difficile pour les contribuables de s'apercevoir qu'ils glissent d'une tranche d'imposition à l'autre. Dans le budget de 1997, le gouvernement de l'Ontario faisait mention de ce type d'imposition « caché » en disant ce qui suit : « L'Ontario doit avoir les moyens de s'assurer que le régime fiscal fédéral ne recèle pas de possibilités d'augmentations d'impôt et que les impôts ne recommenceront pas à augmenter. »



Le présent budget propose de mettre fin au glissement d'une tranche d'imposition à l'autre. Ainsi, au cours des quatre prochaines années, une famille de quatre personnes à deux revenus totalisant 60 000 \$ et augmentant au même rythme que l'inflation économiserait 405 \$ au chapitre de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers grâce à la décision du gouvernement de l'Ontario d'indexer pleinement le régime fiscal en fonction de l'inflation.



#### Souplesse accrue pour concevoir des réductions d'impôt qui créent des emplois

La méthode adaptée aux besoins de l'Ontario permet au gouvernement de mettre en oeuvre des initiatives qu'il n'aurait pu adopter en vertu de l'ancien régime.

Le budget de 2000 propose de ramener le taux d'inclusion des gains en capital à 50 %. Grâce à cette nouvelle méthode,

735 000 Ontariennes et Ontariens, quel que soit leur revenu, qui sont prêts à prendre des risques et qui ont l'esprit d'entreprise, bénéficieraient de la réduction du taux d'imposition des gains en capital et des mesures touchant les éléments de revenu connexes mises en oeuvre par le gouvernement de l'Ontario. À compter de l'année d'imposition 2001, seulement 62 % des gains en capital seraient assujettis à l'impôt ontarien sur le revenu. D'ici 2004, seulement 50 % des gains en capital seraient inclus dans le revenu imposable de l'Ontario, comparativement aux deux tiers de ces gains aux fins de l'impôt fédéral.

- ✓ Taux d'inclusion des gains en capital ramené à 50 %
- ✓ Déduction de l'Ontario relative aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche



De plus, le gouvernement de l'Ontario peut désormais aider les entreprises axées sur la recherche-développement à engager et à retenir des employés qualifiés pour les travaux de recherche en accordant une réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers. La déduction de l'Ontario relative aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche, que l'on propose d'instaurer, aiderait ces entreprises à offrir une rémunération alléchant à leurs employés.

#### **Harmonisation de l'administration**

Le régime fiscal est complexe. Il ne faut donc pas l'alourdir en y ajoutant une autre structure administrative. En outre, les contribuables s'attendent à ce que leurs gouvernements trouvent les moyens les plus économiques et les plus efficaces d'administrer les impôts. Depuis longtemps le gouvernement de l'Ontario est d'avis que l'Agence canadienne des douanes et du revenu devrait être en mesure d'administrer les impôts provinciaux sur le revenu des particuliers même s'ils diffèrent de ceux imposés par le gouvernement fédéral.

- ✓ Maintien de l'administration harmonisée des impôts
- ✓ De nouvelles mesures simples

Par le passé, l'Ontario et les autres provinces ont été obligés de concevoir des systèmes de crédits d'impôt comprenant de nombreuses formalités parfois complexes afin d'atteindre des objectifs précis en matière de politiques. L'un des principaux avantages du nouveau régime adapté aux besoins de l'Ontario serait de permettre au gouvernement provincial de mettre directement en oeuvre ses initiatives fiscales.

Avec son nouveau régime d'impôt calculé sur le revenu, le gouvernement de l'Ontario s'attend à disposer de toute la latitude nécessaire sur le plan des politiques. Les mesures proposées dans le présent budget ne créent aucun obstacle administratif important susceptible d'empêcher leur mise en oeuvre. Il ne devrait y avoir aucune raison pouvant empêcher l'Agence canadienne des douanes et du revenu d'administrer les mesures proposées. Toutefois, le gouvernement de l'Ontario est prêt à administrer ses politiques fiscales si le gouvernement fédéral refuse de collaborer et de protéger les intérêts de tous les contribuables.

#### **Reddition de comptes et clarté**

Lorsqu'un gouvernement veut sincèrement rendre des comptes, il doit mettre tous les renseignements pertinents à la disposition de ses citoyens. Les contribuables ontariens devraient donc disposer d'une méthode de calcul de l'impôt facile à comprendre.

Le nouveau régime d'imposition du revenu des particuliers adapté aux besoins de l'Ontario mettrait à la disposition des contribuables un système plus clair et assurant une meilleure reddition de comptes. Les taux d'imposition ontariens seraient indiqués comme des pourcentages du revenu imposable et non comme un pourcentage de l'impôt fédéral. Cela permettrait aux contribuables ontariens de comparer facilement les taux ontariens aux taux fédéraux.

## Poursuite des réductions d'impôt de l'Ontario

### Réduction des taux d'imposition

Depuis 1996, le gouvernement de l'Ontario a réduit considérablement les taux d'imposition du revenu des particuliers dans les trois tranches d'imposition. Le présent budget propose de continuer à réduire les taux d'imposition cette année et l'an prochain.

Le tableau suivant convertit l'ancien taux d'imposition calculé sur l'impôt en taux d'imposition calculé sur le revenu que le gouvernement de l'Ontario aurait appliqué si le gouvernement fédéral le lui avait permis.

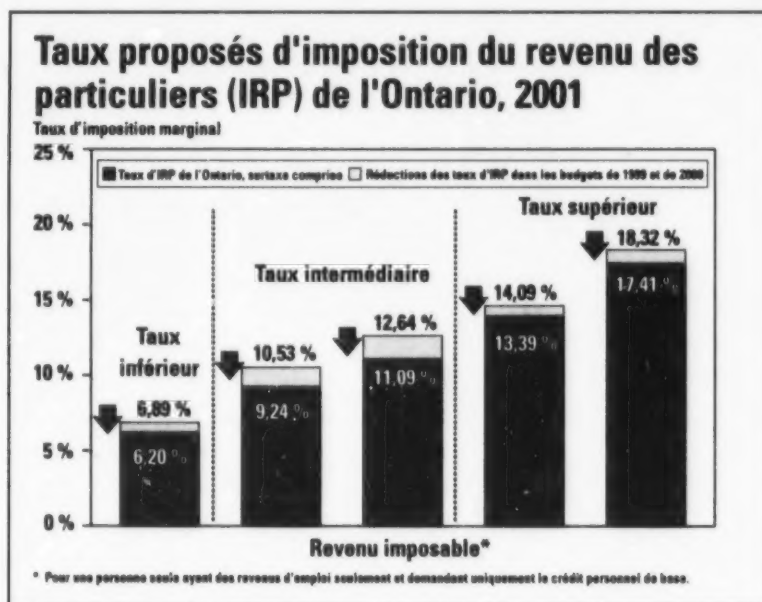
Tranches de revenu imposable	Situation fiscale avant 2000		
	29 590 \$	59 180 \$	
Taux d'imposition fédéraux	17 %	26 %	29 %
Taux d'imposition ontariens avant le budget de l'Ontario de 1996 (équivalent à un taux ontarien de 58 % calculé sur l'impôt fédéral)	9,86 %	15,08 %	16,82 %
Taux d'imposition ontariens avant le budget de l'Ontario de 1999 (équivalent à un taux ontarien de 40,5 % calculé sur l'impôt fédéral)	6,885 %	10,53 %	11,745 %
Taux d'imposition ontariens après le budget de l'Ontario de 1999 (équivalent à un taux ontarien de 38,5 % calculé sur l'impôt fédéral)	6,545 %	10,01 %	11,165 %
Tranches de revenu imposable	Année d'imposition 2000		
	30 004 \$	60 009 \$	
Taux d'imposition fédéraux	17 %	25 %	29 %
Taux d'imposition ontariens pour 2000	6,37 %	9,62 %	11,16 %
Taux d'imposition ontariens pour 2001 (les tranches d'imposition seront rajustées en fonction de l'inflation)	Année d'imposition 2001		
	6,20 %	9,24 %	11,16 %

### Incidence de la surtaxe de l'Ontario

En plus de percevoir l'impôt sur le revenu des particuliers selon trois taux, le gouvernement de l'Ontario impose une surtaxe à deux niveaux, qui correspond à un pourcentage de l'impôt de base de l'Ontario dépassant des montants donnés. Comme la surtaxe est calculée en fonction de l'impôt et non en fonction du revenu, il n'y a pas de niveau précis de revenu imposable à partir duquel tous les contribuables doivent payer cette surtaxe.

Le fait de greffer la surtaxe à deux niveaux aux trois taux du régime ontarien d'imposition a pour effet de créer deux autres taux marginaux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario en plus des taux « de base ». Certaines personnes dont le revenu imposable se situe dans la tranche intermédiaire d'imposition peuvent être obligées de payer la surtaxe de premier niveau et certaines personnes dont le revenu imposable se situe dans la tranche supérieure d'imposition peuvent être obligées de payer la surtaxe de premier niveau ou des deux niveaux.

Si le régime d'imposition adapté aux besoins de l'Ontario était entièrement mis en oeuvre en 2001, le système fiscal serait plus clair et permettrait de rendre davantage de comptes aux contribuables, car ces derniers verraient clairement les différentes tranches d'imposition de l'Ontario.



**Des avantages pour tous les contribuables ontariens**

Le budget de 1996 instaurait la première série de réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario. Le 1<sup>er</sup> janvier 1996, le taux d'imposition ontarien était de 58 % de l'impôt fédéral de base. En 1998, le gouvernement a tenu sa promesse de réduire de 30 % l'impôt sur le revenu. Le 1<sup>er</sup> juillet 1998, le taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario s'établissait à 40,5 % de l'impôt fédéral de base.

- ✓ Hausse du seuil des tranches d'imposition
- ✓ Réduction du taux d'imposition inférieur
- ✓ Réduction du taux d'imposition intermédiaire

Grâce à la réduction de 30 % de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers, à la bonification du Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu et aux augmentations des exemptions personnelles consenties par le gouvernement de l'Ontario en 1999, l'impôt ontarien a baissé en moyenne de 37,7 %. Tous les contribuables ont profité de ces réductions, mais ce sont les particuliers à faible revenu qui en ont profité le plus, toutes proportions gardées.

Dans le budget de 1999, le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à réduire davantage l'impôt sur le revenu des particuliers de la province. Avec le budget de 1999, le taux d'imposition du revenu des particuliers est passé de 40,5 % à 38,5 % de l'impôt fédéral de base, soit une baisse de 5 % pour tous les contribuables de l'Ontario.

Cette année, le gouvernement de l'Ontario propose d'autres réductions. En plus d'une baisse des taux d'imposition, le budget de 2000 propose d'indexer pleinement le régime d'imposition du revenu des particuliers et de réduire le taux d'inclusion des gains en capital. Ensemble, les réductions de cette année et de l'année dernière entièrement appliquées auraient pour effet de réduire l'impôt sur le revenu des particuliers de 23,5 % en moyenne. Encore une fois, ce sont les particuliers à faible revenu qui réaliseraient les économies les plus importantes toutes proportions gardées.

## Avantages des réductions d'impôt de l'Ontario sur le revenu des particuliers

Économies moyennes approximatives sur l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) de l'Ontario par catégorie de revenu

Catégorie de revenu <sup>1</sup> (\$)	Réductions initiales de l'IRP de l'Ontario <sup>2</sup>	Réductions supplémentaires de l'IRP de l'Ontario <sup>3</sup>	Économies combinées attribuables aux réductions initiales et supplémentaires de l'IRP de l'Ontario <sup>4</sup>
Moins de 15 695	66,6 %	59,8 %	82,2 %
15 695 - 20 525	45,0 %	32,7 %	59,8 %
20 525 - 25 280	39,6 %	22,9 %	51,5 %
25 280 - 30 130	37,7 %	20,7 %	49,0 %
30 130 - 35 420	35,4 %	21,4 %	48,1 %
35 420 - 41 165	33,4 %	19,9 %	46,1 %
41 165 - 48 425	32,3 %	18,1 %	44,3 %
48 425 - 58 635	31,7 %	16,3 %	42,8 %
58 635 - 74 775	30,8 %	17,2 %	42,7 %
74 775 - 77 715	28,7 %	18,6 %	41,9 %
77 715 - 80 960	27,9 %	18,4 %	41,1 %
80 960 - 84 735	27,3 %	17,8 %	40,2 %
84 735 - 89 775	26,5 %	17,2 %	39,0 %
89 775 - 95 475	26,2 %	16,7 %	38,3 %
95 475 - 104 050	25,0 %	16,2 %	36,9 %
104 050 - 118 500	24,0 %	15,4 %	35,5 %
118 500 - 146 500	22,4 %	14,2 %	33,3 %
146 500 - 219 250	20,7 %	12,4 %	30,3 %
219 250 - 330 000	18,9 %	11,0 %	27,7 %
330 000 et plus	17,6 %	11,1 %	26,7 %
Total	37,7 %	23,5 %	50,3 %

1. Les catégories de revenu permettent de répartir les contribuables ontariens (avant les réductions initiales de l'IRP de l'Ontario) de la façon suivante : neuf déciles, comprenant chacun 555 000 contribuables dont le revenu est de 74 775 \$ ou moins; neuf centiles comprenant chacun 55 000 contribuables dont le revenu se situe entre 74 775 \$ et 219 250 \$; et deux demi-centiles, comprenant chacun 27 500 contribuables dont le revenu est de plus de 219 250 \$.
2. Comprend la réduction de 30 % de l'IRP de l'Ontario et les augmentations des exemptions personnelles effectuées en 1999.
3. Comprend les réductions d'impôt de l'Ontario de 1999 et de 2000, l'indexation du régime selon les paramètres prévus pour 2003 et la réduction à 50 % du taux d'inclusion des gains en capital. Les économies ont été calculées en fonction du régime fiscal en vigueur après les réductions initiales de l'IRP de l'Ontario.
4. Les économies ont été calculées en fonction du régime fiscal en vigueur avant les réductions initiales de l'IRP de l'Ontario.

**Des économies réelles pour les particuliers**

Ensemble, les réductions d'impôt mises en oeuvre par le gouvernement de l'Ontario depuis 1996 et celles proposées dans le présent budget se traduiraient par une économie moyenne de 50,3 % pour les contribuables de la province.

Un couple à revenu unique net de 40 000 \$ et ayant deux enfants verrait son impôt ontarien sur le revenu réduit de 1 325 \$ l'an prochain, soit une économie de plus de 42 % comparativement à l'impôt qu'il aurait payé avant les réductions d'impôt effectuées par le gouvernement de l'Ontario. La réduction de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers s'élèvera à 770 \$ seulement l'an prochain, soit une économie d'environ 14 %.

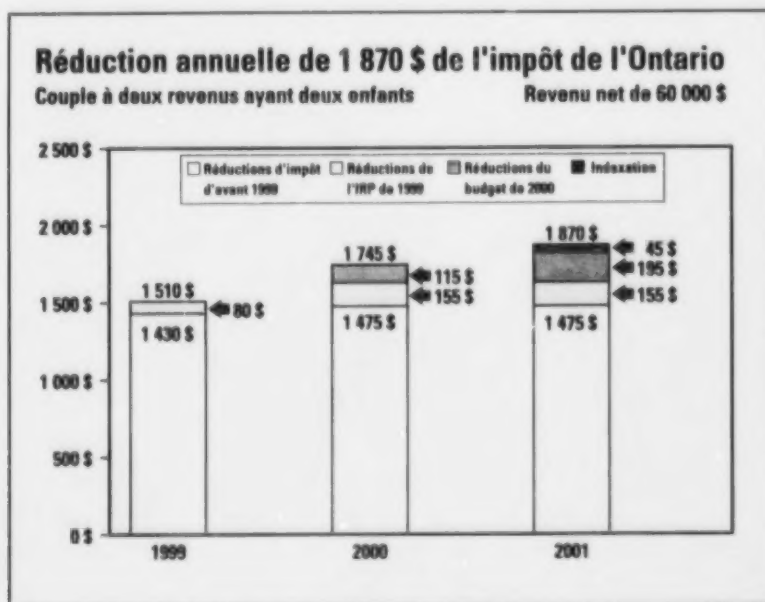
Un couple à deux revenus totalisant 60 000 \$ et ayant deux enfants réaliserait une économie de 1 870 \$ sur l'impôt ontarien sur son revenu l'an prochain, une réduction de plus de 40 %. Par contraste, cette famille verra son impôt fédéral sur le revenu réduit de 750 \$ l'an prochain, soit une économie de 9 % seulement. La réduction d'impôt de l'Ontario est plus de deux fois supérieure au montant des économies sur l'impôt fédéral et quatre fois supérieure au pourcentage d'économie sur l'impôt fédéral.

Une personne célibataire gagnant 80 000 \$ économiserait l'an prochain 3 760 \$, soit environ 34 %, sur l'impôt ontarien sur son revenu. Cette personne réalisera l'an prochain des économies de 1 710 \$, soit de 9 % environ, sur l'impôt fédéral sur son revenu.

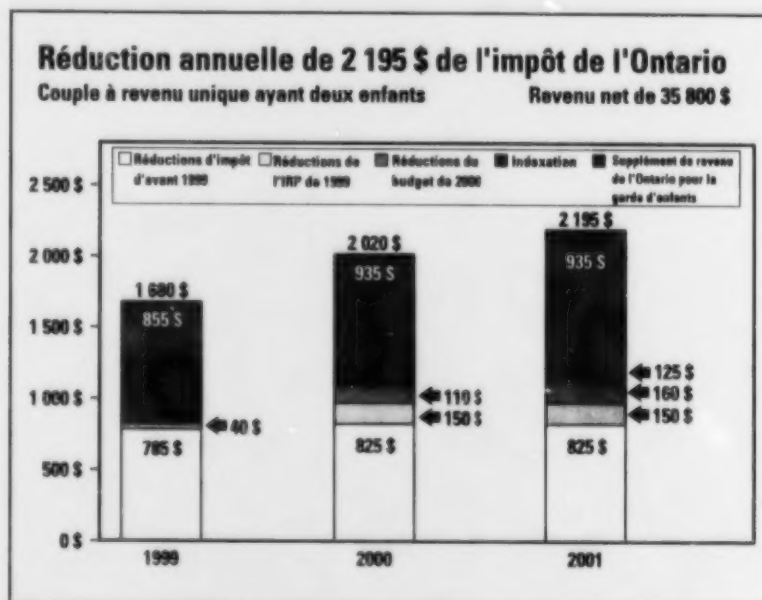


## Exemples illustrant l'incidence des réductions d'impôts de l'Ontario

Les exemples suivants illustrent l'incidence que toutes les mesures fiscales proposées, en plus des réductions déjà en place, auront sur des particuliers et des familles dont la situation et le revenu sont différents.

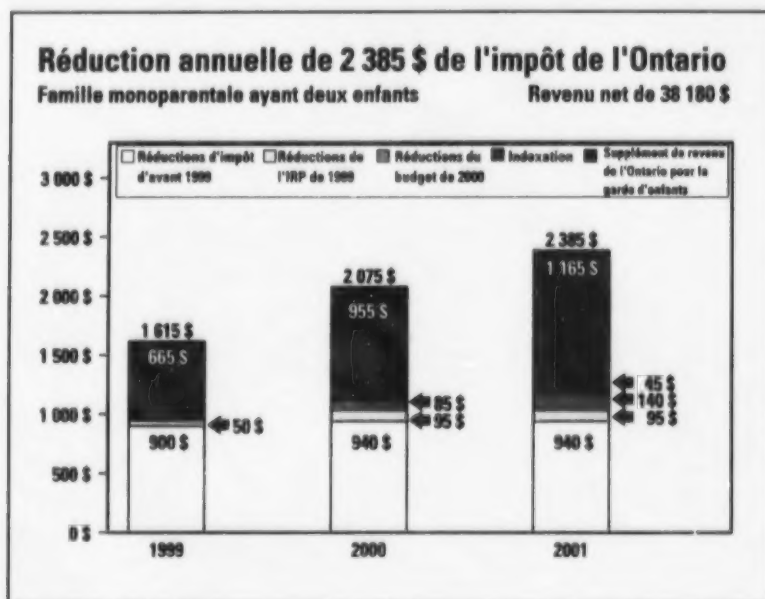


- L'un des parents gagne 35 000 par année comme opérateur sur ordinateur. L'autre parent travaille dans un bureau et gagne 25 000 \$ par année. Le couple n'a pas de dépenses de garde pour ses enfants d'âge scolaire (12 et 15 ans).
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, cette famille économiserait 1 630 \$ en 2001.
- Elle réaliserait une économie supplémentaire de 195 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000 et de 45 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 1 870 \$.
- De plus, cette famille toucherait un montant supplémentaire de 400 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 90 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de trois chambres située à Mississauga et évaluée à 196 000 \$.

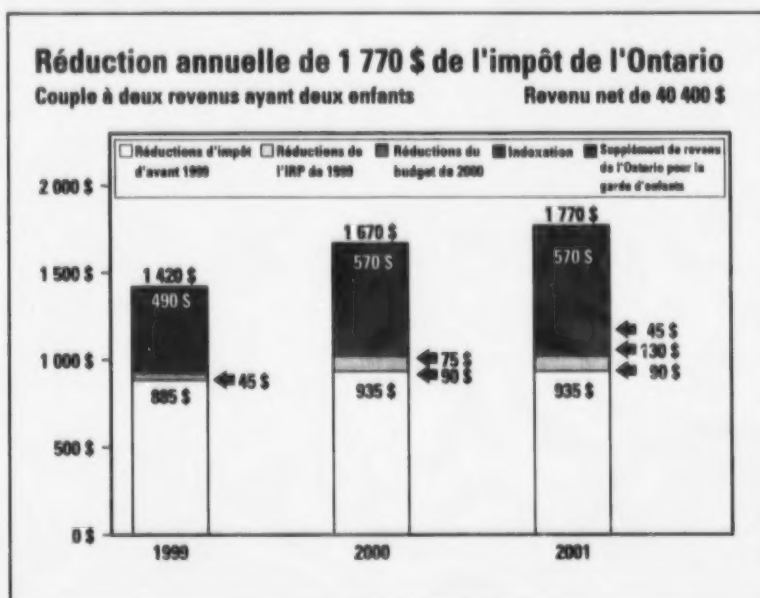


- L'un des parents gagne 38 300 \$ comme conducteur d'autobus, verse des cotisations syndicales de 500 \$ et 2 000 \$ par année à un régime de retraite d'entreprise. L'autre parent reste à la maison pour s'occuper de leurs deux enfants en bas âge (1 et 3 ans).
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, cette famille économiserait 975 \$ en 2001. En additionnant ce montant au supplément pour les frais de garde d'enfants, cette famille économiserait au total 1 910 \$.
- Elle réaliserait une économie supplémentaire de 160 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000 et de 125 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 2 195 \$.
- De plus, cette famille toucherait un montant supplémentaire de 200 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 55 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de trois chambres située à Thunder Bay et évaluée à 120 000 \$.

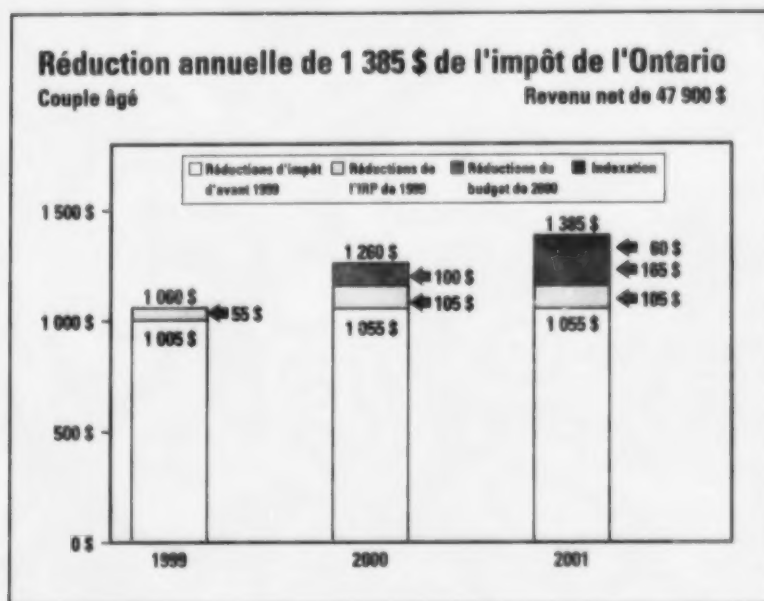




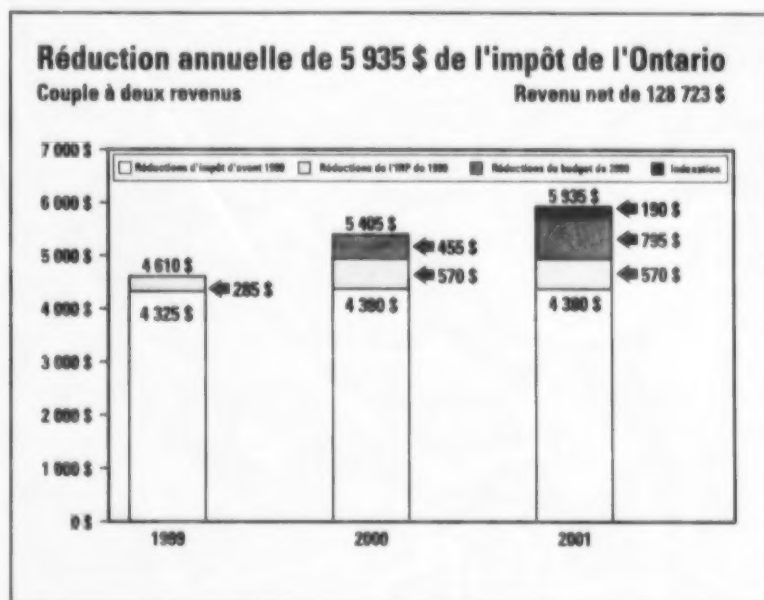
- Une personne vit seule avec ses deux enfants (âgés de 3 et 5 ans), gagne 50 800 \$ par année comme infirmière autorisée, verse des cotisations syndicales et professionnelles de 590 \$ par année et 2 030 \$ à un régime de retraite d'entreprise. Elle paie 10 000 \$ par année en frais de garderie.
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, cette famille économiserait 1 035 \$ en 2001. En additionnant ce montant au supplément pour les frais de garde d'enfants, cette famille économiserait au total 1 780 \$.
- Elle réaliserait une économie supplémentaire de 140 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000, de 45 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, et de 420 \$ à la suite de la bonification du supplément pour frais de garde d'enfants pour un total de 2 385 \$.
- De plus, cette famille toucherait un montant supplémentaire de 200 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 50 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de trois chambres située à Peterborough et évaluée à 109 000 \$.



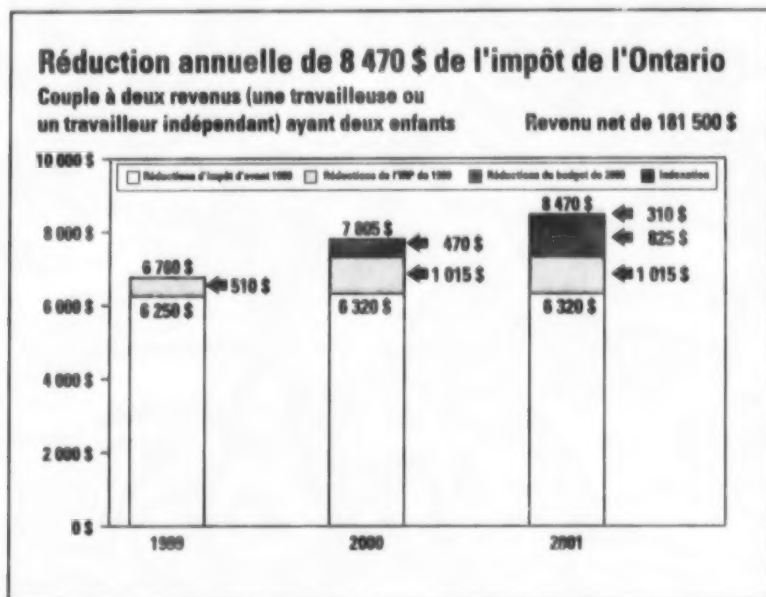
- L'un des parents gagne 36 400 \$ par année comme opérateur de machine, verse des cotisations syndicales de 600 \$ et 1 400 \$ par année à un régime de retraite d'entreprise. L'autre parent, tout en s'occupant de leurs deux enfants en bas âge (1 et 4 ans), gagne 6 000 \$ par année d'une entreprise à domicile.
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, cette famille économiserait 1 025 \$ en 2001. En additionnant ce montant au supplément pour les frais de garde d'enfants, cette famille économiserait au total 1 595 \$.
- Elle réaliserait une économie supplémentaire de 130 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000 et de 45 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 1 770 \$.
- De plus, cette famille toucherait un montant supplémentaire de 200 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 60 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de deux chambres située à Oshawa et évaluée à 130 000 \$.



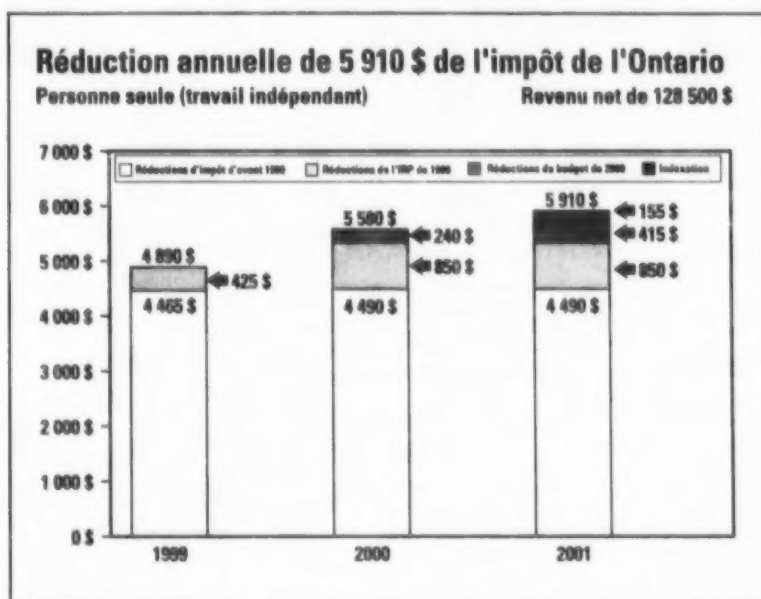
- Les deux conjoints sont à la retraite. Ils reçoivent tous deux une prestation de la Sécurité de la vieillesse de 5 050 \$ et un montant de 2 400 \$ du Régime de pensions du Canada. L'un des deux touche des prestations d'un régime de retraite d'entreprise de 29 000 \$ par année. L'autre reçoit une rente de 1 000 \$ par année. Chacun déclare un revenu d'intérêts de 1 500 \$.
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, ce couple économiserait 1 160 \$ en 2001.
- Il réaliserait une économie supplémentaire de 165 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000 et de 60 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 1 385 \$.
- De plus, ce couple toucherait un montant supplémentaire de 200 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à ce couple de réaliser une économie supplémentaire de 45 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de deux chambres située à Sudbury et évaluée à 98 000 \$.



- Un professeur gagne 77 000 \$ par année, verse 4 300 \$ par année au régime de retraite de l'université et a réalisé des gains en capital de 5 000 \$ grâce à ses investissements. Sa conjointe gagne 58 000 \$ par année comme enseignante, paie des cotisations syndicales de 750 \$ et verse 4 560 \$ par année à la caisse de retraite des enseignants.
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, ce couple économiserait 4 950 \$ en 2001.
- Il réaliserait une économie supplémentaire de 795 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000, y compris 115 \$ pour ses gains en capital, et de 190 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 5 935 \$.
- De plus, ce couple toucherait un montant supplémentaire de 400 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 100 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de trois chambres située à London et évaluée à 217 000 \$.



- Une avocate à son compte gagne 125 000 \$ par année et verse 13 500 \$ dans un REER. Un ingénieur d'une grande entreprise de télécommunications gagne 84 000 \$ par année. Une bonne s'occupe de leurs enfants (2 et 4 ans) à domicile; ils lui paient un salaire de 18 000 \$ par année. Sur ce montant, une somme de 14 000 \$ est déductible aux fins d'imposition.
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, cette famille économiserait 7 335 \$ en 2001.
- Elle réaliserait une économie supplémentaire de 825 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000 et de 310 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 8 470 \$.
- De plus, ce couple toucherait un montant supplémentaire de 400 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 185 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de quatre chambres située à Toronto et évaluée à 402 000 \$.



- Une personne seule, sans personnes à charge, gagne 142 000 \$ par année comme médecin et verse 13 500 \$ dans un REER.
- Grâce aux réductions initiales de l'impôt ontarien sur le revenu et à la réduction accordée à ce chapitre en 1999, cette personne économiserait 5 340 \$ en 2001.
- Elle réaliserait une économie supplémentaire de 415 \$ grâce aux réductions proposées dans le budget de l'Ontario de 2000 et de 155 \$ grâce à l'indexation du régime d'imposition, pour un total de 5 910 \$.
- De plus, elle toucherait un montant supplémentaire de 200 \$ en raison de la remise de l'impôt ontarien de 1999.
- La première étape du programme ontarien de réduction de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels permettrait à cette famille de réaliser une économie supplémentaire de 115 \$ au titre de l'impôt perçu sur sa maison de trois chambres située à Ottawa et évaluée à 250 000 \$.

## ■ DÉTAILS DES MESURES FISCALES

On trouvera dans les sections suivantes des renseignements sur les mesures fiscales proposées dans le budget. Pour obtenir plus de précisions sur ces mesures, il faut consulter les lois modificatives.

### ■ LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### **Remise accordée aux contribuables**

L'économie florissante de l'Ontario a généré des recettes fiscales supérieures à ce qui avait été prévu dans le budget de 1999. Par conséquent, le gouvernement provincial pourra éliminer le déficit un an plus tôt que prévu et verser une remise pouvant atteindre 200 \$ au titre de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers à chaque contribuable ontarien admissible pour l'année d'imposition 1999.

- Les contribuables admissibles de l'Ontario recevraient une remise sur l'impôt sur leur revenu qu'ils ont payé en 1999, y compris la surtaxe, le cas échéant, et après déduction de la réduction de l'impôt sur le revenu et des crédits pour impôt étranger, le cas échéant, jusqu'à concurrence de 200 \$.
- Une remise minimum de 25 \$ serait versée aux contribuables qui auraient payé 25 \$ ou moins en impôt ontarien sur le revenu.
- Les fiducies ne seraient pas admissibles à la remise. Les contribuables ontariens qui ont émigré du Canada en 1999 ou qui n'étaient pas résidents du Canada en 1999 ne seraient pas admissibles non plus.
- Les contribuables qui résidaient dans d'autres provinces ou les territoires et qui ont payé des impôts en Ontario en 1999 sur des revenus d'entreprise attribués à l'Ontario seraient admissibles.
- Les remises seraient fonction de l'établissement de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers de 1999.
- Les particuliers ontariens admissibles qui n'ont pas présenté leur déclaration de revenu de 1999 d'ici le 31 décembre 2000 n'auraient pas droit à la remise.
- Comme dans le cas de tout remboursement d'impôt sur le revenu des particuliers, les remises seraient appliquées au remboursement des dettes provinciales ou fédérales ou au paiement de pensions alimentaires avant d'être versées aux contribuables admissibles.



## Nouvelles réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario

On propose que, à compter de l'année d'imposition 2000, les tranches et les taux d'imposition de l'Ontario soient établis indépendamment des tranches et taux d'imposition fédéraux. À compter de 2001, les taux ontariens d'imposition du revenu des particuliers seraient entièrement indexés en fonction de l'inflation. En outre, le présent budget propose une réduction du taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario qui s'appliquerait à la tranche de revenus inférieure et intermédiaire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000.

- Aux fins des retenues, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000, et pour l'année d'imposition 2000, les nouveaux taux et tranches d'imposition proposés pour l'Ontario s'établissent comme suit :

Tranches d'imposition (revenu imposable de l'Ontario en dollars)	Taux d'imposition de l'Ontario (%)	
	À compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2000	Année d'imposition 2000
Moins de 30 004 \$	6,20	6,37
De 30 004 \$ à 60 009 \$	9,24	9,62
Plus de 60 009 \$	11,16	11,16

### Crédits d'impôt non remboursables

À l'exception du crédit d'impôt pour dons de bienfaisance, les crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario seraient calculés en appliquant le plus faible taux d'imposition du revenu aux montants utilisés pour déterminer les crédits d'impôt fédéraux non remboursables. Le taux d'imposition servant à calculer les crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario serait de 6,37 % pour l'année d'imposition 2000 et de 6,20 % en 2001.

- Les crédits d'impôt non remboursables qui sont fondés sur les revenus reçus, tels qu'un revenu de pension (assujéti à un montant maximal), ou les montants payés, tels que les contributions au RPC, les primes d'assurance-emploi, les frais médicaux, les frais de scolarité et l'intérêt sur les prêts aux étudiants, seraient calculés en multipliant le revenu ou le paiement par 6,37 % en 2000 et par 6,20 % en 2001.



- On propose que les crédits d'impôt non remboursables suivants, qui sont fondés sur des montants précis, soient accordés pour l'année d'imposition 2000 :

<b>Crédit d'impôt</b>	<b>Montant (\$)</b>	<b>Valeur en 2000 (\$)</b>
Montant personnel de base	7 231	461
Montant pour le conjoint/l'équivalent du conjoint	6 140	391
Seuil de revenu net	614	
Montant pour personne handicapée à charge	2 386	152
Seuil de revenu net	4 845	
Montant pour personne soignante	2 386	152
Seuil de revenu net	11 661	
Montant en raison de l'âge	3 531	225
Seuil de revenu net	26 284	
Montant pour personne handicapée	4 293	273
Crédit d'impôt pour frais médicaux —		
3 % du revenu plafond net	1 637	104
Montant aux fins de l'éducation		
Montant par mois d'inscription à temps plein	200	13
Montant par mois d'inscription à temps partiel	60	4
Revenu de pension		
Montant maximal	1 000	64
Frais de scolarité et montant aux fins de l'éducation		
Montant maximal transférable au conjoint, parent ou grand-parent	5 000	319

En 2001, les montants sur lesquels reposent les crédits d'impôt seraient indexés en fonction de l'inflation et les crédits d'impôt seraient calculés en utilisant un taux d'imposition de 6,20 %.

- Le taux d'imposition le plus faible de l'Ontario (6,37 % en 2000 et 6,20 % en 2001) serait appliqué à la première tranche de 200 \$ des dons, et le taux d'imposition le plus élevé de l'Ontario (11,16 % en 2000 et pour les années subséquentes) serait appliqué aux dons admissibles dépassant 200 \$.

**Surtaxe et réduction d'impôt**

La surtaxe à deux niveaux de l'Ontario représente un pourcentage de l'impôt ontarien de base dépassant les montants précisés. Pour faire écho à la réduction des taux d'imposition inférieur et intermédiaire du revenu des particuliers, le gouvernement propose de rajuster les seuils de l'impôt de base de l'Ontario au-delà desquels les taux de la surtaxe s'appliquent.

- À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000, la surtaxe serait calculée à raison de 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu dépassant 3 466 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu dépassant 4 373 \$.
  - Pour l'année d'imposition 2000, la surtaxe serait calculée à raison de 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu dépassant 3 561 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu dépassant 4 468 \$.

Le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu réduit ou élimine l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers que doivent payer les contribuables à revenu faible et moyen. Pour faire écho à la réduction du taux d'imposition inférieur et intermédiaire du revenu des particuliers de l'Ontario, on propose de modifier les paramètres du Programme pour maintenir les niveaux de revenu auxquels s'appliquent les réductions accordées en vertu du Programme.

- À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000, la réduction de base serait de 152 \$ et le montant applicable à chaque enfant à charge âgé de 18 ans ou moins et à chaque personne handicapée à charge serait de 309 \$.
  - Pour l'année d'imposition 2000, la réduction de base serait de 156 \$ et le supplément applicable à chaque enfant à charge âgé de 18 ans ou moins et à chaque personne handicapée à charge serait de 317 \$.

**Indexation**

On propose que le régime adapté aux besoins de l'Ontario soit pleinement indexé en fonction de l'inflation. On propose également d'indexer pleinement toutes les tranches d'imposition et tous les crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario applicables. L'indexation s'appliquerait également aux montants découlant de la réduction de l'impôt ontarien et de la surtaxe. Le gouvernement de l'Ontario ne toucherait plus de recettes fiscales supplémentaires attribuables uniquement au fait que les revenus augmentent au même rythme que le taux d'inflation.

On propose que les rajustements annuels des crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario et des tranches d'imposition reposent sur l'indice des prix à la consommation (IPC). Le facteur d'indexation correspondrait à la moyenne de l'IPC pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente, par rapport à la moyenne de l'IPC pour la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre de l'année antérieure. En 2000, l'augmentation de la valeur des nouvelles tranches d'imposition de l'Ontario et des crédits d'impôt non remboursables applicables correspondrait à un rajustement aux fins d'indexation de 1,4 %.

### Taux d'inclusion des gains en capital

Pour que l'Ontario demeure compétitif avec les autres territoires et pour s'assurer que le régime fiscal de la province favorise l'investissement, les économies et l'entrepreneuriat, on propose de faire passer le taux d'inclusion des gains en capital de 75 % à 50 % au cours des cinq prochaines années.

Pour l'année d'imposition 2000, le gouvernement propose de faire passer de 75 % à 66 ⅔ % le taux d'inclusion des gains en capital résultant de la réalisation de tels gains après le 27 février 2000. À compter de l'année d'imposition 2001, le taux d'inclusion de l'Ontario passerait de 66 ⅔ % à 62 %, puis à 50 % d'ici 2004.

Certains gains en capital résultant de dons de bienfaisance sont actuellement admissibles à une déduction de 50 % avant l'application du taux d'inclusion des gains en capital. On conserverait cette mesure de façon que le taux d'inclusion véritable de ces gains passe de 33 ⅓ % à 25 % d'ici 2004.

On propose également d'effectuer des rajustements relativement à des éléments connexes : les pertes admissibles au titre d'un placement d'entreprise; les pertes en capital nettes essuyées au cours d'années antérieures; l'exonération cumulative des gains en capital de 500 000 \$ pour les actions admissibles d'une corporation exploitant une petite entreprise et les biens agricoles admissibles; et les montants inclus dans le revenu conformément aux alinéas 110 (1) d) à d.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

#### Calendrier proposé applicable au taux d'inclusion des gains en capital

Année d'imposition	Taux ontarien d'inclusion des gains en capital
1999	75 %
2000	66 ⅔ % <sup>1</sup>
2001	62 %

<sup>1</sup> Pour les gains en capital réalisés après le 27 février 2000.

## Questions techniques liées à l'impôt calculé sur le revenu

En adoptant un régime fiscal adapté aux besoins de l'Ontario, le gouvernement provincial disposerait d'une plus grande latitude concernant divers aspects techniques du régime ontarien d'imposition du revenu des particuliers qui, par le passé, dépendaient de l'impôt fédéral de base et suivaient automatiquement toute modification apportée par le gouvernement fédéral. On propose de traiter les aspects techniques du régime d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario de la façon suivante en 2000 et 2001.

- Pour continuer d'alléger le fardeau fiscal des entreprises touchées par la double imposition de leurs revenus distribués sous forme de dividendes, le gouvernement provincial propose, dans le présent budget, d'établir le crédit d'impôt de l'Ontario pour dividendes à 38,5 % du crédit d'impôt fédéral pour dividendes.
- En 2000, l'impôt minimum de remplacement (IMR) de l'Ontario serait établi à 37,5 % (36,5 % en 2001) de l'impôt supplémentaire attribuable à l'IMR fédéral et ajouté à l'impôt provincial calculé en vertu des règles générales. Le calcul effectué pour 2000 pourrait s'exprimer comme suit :

$$\text{IMR de l'Ont.} = \text{Impôt de l'Ont.} + 37,5 \% \times (\text{IMR féd.} - \text{Impôt féd.})$$

En 2001, le taux de l'IMR de l'Ontario serait de 36,5 %. Le montant de l'IMR provincial qui dépasse le niveau d'impôt calculé en vertu des règles générales peut être reporté sur sept ans et utilisé pour réduire l'impôt ontarien futur au cours de cette période.

- Le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'emploi à l'étranger serait calculé en multipliant par 38,5 % le crédit d'impôt fédéral correspondant.
- Toute demande de remboursement de frais médicaux qui ont été payés pour une personne à charge autre qu'une conjointe ou un conjoint doit être réduite lorsque le revenu net de la personne à charge dépasse le montant personnel de base. Aux fins de l'impôt provincial, on propose que cette réduction soit de 25,5 % en 2000 et de 24,8 % en 2001.
- Les bénéficiaires de prestations d'invalidité du RPC ou de la RRQ peuvent choisir de faire imposer leurs prestations forfaitaires pendant les années auxquelles elles se rapportent. À l'heure actuelle, lorsqu'un particulier opte pour cette possibilité, l'Agence canadienne des douanes et du revenu fait les nouveaux calculs nécessaires et déclare les changements en tant que rajustement fiscal. L'Ontario propose de continuer de procéder à un rajustement d'impôt comparable. L'impôt provincial aux fins des paiements forfaitaires du RPC ou de la RRQ serait réduit selon le même pourcentage que la réduction d'impôt fédéral applicable à ces paiements.

- Certaines pensions versées sous forme de paiements forfaitaires et certains paiements faits en vertu de régimes de participation différée aux bénéfices qui existaient avant 1972 peuvent être étalés sur plusieurs années. Le gouvernement de l'Ontario propose de continuer de procéder à un rajustement d'impôt comparable. L'impôt provincial applicable à ces paiements serait réduit d'un montant équivalant au montant ou aux montants que le contribuable choisit de faire imposer au cours de l'année ou des années antérieures auxquelles il s'applique.
- On propose d'imposer les fiducies non testamentaires au taux d'imposition provincial du revenu des particuliers le plus élevé. Les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario s'appliqueraient aux fiducies testamentaires et non testamentaires visées par une clause des droits acquis. Les fiducies ne seraient pas admissibles aux crédits d'impôt non remboursables.
- La loi fédérale prévoit un rajustement d'impôt spécial dans le cas de revenus partagés avec des mineurs. Cette mesure aurait pour but de tenir compte de certains types d'activités qui autrement contourneraient les règles d'imposition progressive des contribuables. Les revenus visés par cette mesure seraient imposés au taux d'imposition provincial du revenu des particuliers le plus élevé et ne seraient admissibles à aucune déduction ni à aucun crédit sauf le crédit d'impôt pour dividendes et le crédit pour impôt étranger attribuable à ces revenus.
- Une personne qui touche des revenus d'entreprise dans plus d'une province doit répartir ces revenus entre les provinces. On propose d'appliquer la structure ontarienne d'imposition du revenu des particuliers au total des revenus imposables de cette personne. Après avoir soustrait les crédits d'impôt non remboursables de ce montant, on obtiendrait l'impôt de base de l'Ontario, qui serait rajusté pour tenir compte de la portion de l'Ontario du revenu imposable selon la formule d'affectation du gouvernement fédéral.
- Pour faire en sorte que les contribuables utilisent au maximum les crédits d'impôt non remboursables, on propose que ces crédits soient demandés dans l'ordre suivant :
  - a) les crédits qui ne peuvent être transférés ni reportés;
  - b) les crédits qui peuvent être transférés à la conjointe ou au conjoint ou à un particulier assumant les frais d'entretien;
  - c) les crédits qui peuvent être reportés.

### **Déduction de l'Ontario relative aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche**

Le gouvernement de l'Ontario reconnaît l'importance d'offrir un régime fiscal concurrentiel pour aider les entreprises de technologie de pointe de la province à attirer et à conserver une main-d'oeuvre hautement qualifiée. Dans le budget de 1999, le cadre d'une nouvelle mesure relative aux options d'achat d'actions a été proposé. À la suite de ce budget, on a tenu des

consultations pour la conception de ce programme. En outre, on a proposé des modifications au traitement des avantages pour les options d'achat d'actions aux fins de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers. Voici donc les paramètres définitifs de la déduction de l'Ontario relative aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche. Cette déduction s'appliquerait au montant imposable des avantages tirés d'une option d'achat d'actions et des gains en capital découlant de la vente d'actions acquises dans le cadre d'une option accordée après que la loi habilitante aurait reçu la sanction royale. La déduction maximale consentie à un particulier serait de 100 000 \$ par année.

### **Employé admissible**

Pour une année d'imposition donnée, une personne serait considérée comme un employé admissible si :

- elle consacre au moins 30 % de son temps à effectuer elle-même, à superviser ou à soutenir des activités de recherche scientifique et de développement expérimental en Ontario, aux termes de l'alinéa 2900 (2) b) du Règlement de l'impôt sur le revenu (Canada), pendant l'année d'imposition de la société au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions a été conclue;
- elle fait partie du personnel de la société admissible depuis au moins six mois consécutifs;
- elle occupe un emploi à temps plein ou un emploi permanent à temps partiel au sens de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
- elle n'est pas un actionnaire déterminé au sens du paragraphe 248 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Cela signifie que, en règle générale, elle ne détient pas, directement ou indirectement, 10 % ou plus de toute catégorie d'actions de la société.
  - Pour déterminer si une personne est propriétaire d'une catégorie d'actions d'une entreprise, les options d'achat d'actions accordées à cette personne sont réputées avoir été levées.
- aux fins d'une demande de déduction pour une option d'achat d'actions, elle réside en Ontario :
  - i) le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions admissible a été conclue;
  - ii) le 31 décembre de l'année au cours de laquelle cette personne se prévaut de la déduction visée aux alinéas 110 (1) d) ou d.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) relativement à l'option d'achat d'actions admissible;
- aux fins d'une demande de déduction de gains en capital, elle réside en Ontario :
  - i) le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'entente a été conclue;
  - ii) le 31 décembre de l'année au cours de laquelle les actions en cause sont vendues.



### **Options d'achat d'actions admissibles**

Les options d'achat d'actions admissibles seraient celles qui :

- sont accordées à un employé en raison de son emploi au sein de la société;
- peuvent faire l'objet d'une déduction en vertu de l'alinéa 110 (1) d) ou d.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- ne remplacent pas des options existantes accordées en vertu d'une entente conclue avant la date d'entrée en vigueur.

### **Gains en capital admissibles**

- Les gains en capital admissibles seraient ceux découlant de la vente d'actions acquises dans le cadre d'une option d'achat d'actions admissible.

### **Société admissible**

Pour être admissible, une société devrait :

- faire des affaires par l'entremise d'un établissement permanent en Ontario, soit seule, soit dans le cadre d'un partenariat, pendant l'année d'imposition au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions est conclue;
- avoir entrepris directement des activités de recherche scientifique et de développement expérimental dans un établissement permanent en Ontario, soit seule, soit dans le cadre d'un partenariat, pendant l'année d'imposition qui précède immédiatement l'année au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions est conclue;
- engager, dans un établissement permanent en Ontario, soit seule, soit dans le cadre d'un partenariat, soit en collaboration avec une ou plusieurs sociétés associées avec elle pendant toute l'année, des dépenses admissibles au titre de la recherche-développement :
  - i) soit d'au moins 25 millions de dollars;
  - ii) soit qui représentent au moins 10 % des recettes totales
 au cours de l'année d'imposition précédant immédiatement l'année au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions est conclue.

**Dépenses de recherche-développement admissibles**

- Les dépenses de recherche-développement admissibles seraient celles qui sont admissibles aux fins de la Superdéduction de l'Ontario pour la recherche-développement.
- Lorsqu'une entreprise sous-traite les activités de recherche scientifique et de développement expérimental, des modifications devraient être faites pour affecter les dépenses de recherche-développement à la société qui effectue la R.-D.

**Définition de la recherche scientifique et du développement expérimental**

- Les activités de recherche scientifique et de développement expérimental auraient le sens qui leur est donné au paragraphe 248 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

**Nouvelles entreprises**

- Pour la première année de fonctionnement d'une entreprise, les critères relatifs aux dépenses s'appliqueraient à cette année.

**Déductions du revenu**

- Une déduction du revenu imposable, tel que déterminé en vertu du paragraphe 2 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), serait permise pour le total :
  - i) de la partie imposable des avantages tirés d'une option d'achat d'actions admissible;
  - ii) des gains en capital imposables admissiblesne dépassant pas 100 000 \$ pour l'année.

**Date d'entrée en vigueur**

- La déduction s'appliquerait aux options d'achat d'actions admissibles accordées après que la loi habilitante aurait reçu la sanction royale.



## Déductions fiscales accrues pour les acquéreurs d'actions accréditatives

### Programme ontarien d'actions accréditatives ciblées (POAAC)

En raison du fait que les étapes initiales de l'exploration minière constituent une entreprise très risquée et dans le but de stimuler l'exploration minérale en Ontario, la province propose d'établir un nouvel incitatif lié aux actions accréditatives en offrant aux actionnaires admissibles une déduction qui s'ajouterait à la déduction actuelle de 100 % des frais d'exploration des corporations admissibles. Cette déduction supplémentaire se limiterait aux frais d'exploration admissibles engagés au niveau inférieur, soit pour l'exploitation minière à ciel ouvert, et s'appliquerait aux actions émises par de petites sociétés minières.

Au cours de l'été 2000, on tiendra des séances de consultation avec les intervenants intéressés afin de déterminer, aux fins du programme, les définitions d'exploitation minière à ciel ouvert, de petites sociétés minières, d'investisseurs admissibles et de frais d'exploration admissibles.

### Description du Programme ontarien d'actions accréditatives ciblées

- L'Ontario offrirait aux actionnaires une déduction de 30 %, s'ajoutant à la déduction déjà offerte, applicable aux frais admissibles dans la province.
- Afin d'en faciliter la compréhension, les règles du Programme ontarien d'actions accréditatives ciblées seraient généralement conformes à celles du programme fédéral des frais d'exploration au Canada. Des modifications seraient apportées aux définitions du programme fédéral au besoin.
- Les actions accréditatives s'inscrivent dans le cadre des dépenses liées aux transactions relatives aux actions régies par une convention entre la société émettrice et l'investisseur. Ces transactions comportent trois volets :
  - une contrepartie est versée pour de nouvelles actions;
  - des frais d'exploration admissibles sont engagés;
  - on renonce aux frais en faveur de l'actionnaire. Une fois qu'on a renoncé à ces frais, ceux-ci sont réputés avoir été engagés par l'actionnaire.
- Pour qu'une action soit accréditive, elle doit répondre aux critères suivants :
  - elle doit être émise aux termes d'une convention conclue après février 1986;
  - elle doit avoir été émise par une corporation exploitant une entreprise principale;
  - elle ne doit pas être une action prescrite (dans les règlements fédéraux, elle est généralement définie comme une action qui réduit les risques de perte de l'actionnaire pendant cinq ans après la date d'émission).

- En plus de la convention, la société émettrice doit engager des frais d'exploration équivalant à la contrepartie reçue pour l'action.
- Les frais doivent être engagés dans les 24 mois suivant la fin du mois au cours duquel la convention est conclue.
- La société émettrice doit renoncer, selon la formule prescrite, à un montant égal aux frais admissibles engagés en vertu de la convention dans les 30 jours suivant la fin de la période de deux ans.
- Si les frais ne sont pas engagés, il faut réviser le montant des déductions accordées dans le cadre du programme des actions accréditives.

#### **Dépenses admissibles en Ontario**

- Les frais d'exploration d'une société doivent avoir été engagés en Ontario et, pour être admissibles à la renonciation, ils doivent correspondre à la définition des frais d'exploration au Canada de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Aux fins de l'Ontario, la définition de frais d'exploration au Canada serait modifiée.

#### **Date d'entrée en vigueur**

- La déduction entrerait en vigueur une fois que la loi habilitante aurait reçu la sanction royale.

### **Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants**

Dans le budget de 1998, le gouvernement a instauré le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants dans le cadre de nouveaux investissements rendus possibles par la Prestation fiscale canadienne pour enfants. Des fonds supplémentaires seront disponibles en juillet 2000 grâce à la bonification de la Prestation que le gouvernement fédéral a annoncée dans son dernier budget.

Le gouvernement provincial propose d'instaurer une nouvelle prestation pour les chefs de famille monoparentale aux termes du Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants. Ainsi, à compter de juillet 2000, la prestation annuelle maximale reçue par les chefs de famille monoparentale augmenterait de 210 \$, pour passer de 1 100 \$ à 1 310 \$ par année pour chaque enfant âgé de moins de sept ans.

Pour les familles qui touchent des revenus d'emploi (y compris d'un emploi indépendant), les prestations sont calculées selon un pourcentage des gains qui dépassent 5 000 \$, d'après le nombre d'enfants de la famille âgés de moins de sept ans.

Les prestations sont réduites d'un montant équivalant à 8 % du revenu familial net qui dépasse 20 000 \$.

- Les prestations sont fondées sur 21 % des gains dépassant 5 000 \$ pour une famille ayant un enfant de moins de sept ans, 42 % pour une famille ayant deux enfants de moins de sept ans, et 63 % pour les familles ayant trois enfants ou plus de moins de sept ans.
- La prestation annuelle maximale pour une famille biparentale est de 1 100 \$ multipliés par le nombre d'enfants de moins de sept ans.
- La nouvelle prestation annuelle maximale pour une famille monoparentale serait de 1 310 \$ multipliés par le nombre d'enfants de moins de sept ans.

La nouvelle prestation serait intégrée au paiement de juillet 2000 ou versée sous forme d'une somme forfaitaire rétroactive. Cela dépendra du moment où l'Assemblée législative de l'Ontario adoptera la loi modificative nécessaire et de questions d'ordre administratif.

Les prestations pour la période allant de juillet 2000 à juin 2001 seraient calculées en fonction des montants indiqués dans la déclaration de revenu de 1999 et des renseignements fournis aux fins de la Prestation fiscale canadienne pour enfants.

## ■ LOI SUR L'IMPOSITION DES CORPORATIONS

### Réduction des taux d'imposition des sociétés

Pour stimuler la création d'emplois et les investissements, les taux ontariens d'imposition des sociétés doivent demeurer compétitifs comparativement à ceux d'autres territoires.

À l'heure actuelle, le taux général ontarien d'imposition équivaut à 15,5 % du revenu imposable des sociétés. Ce taux est de 13,5 % pour les entreprises des secteurs de la fabrication, de la transformation, de l'exploitation minière, forestière et agricole et de la pêche. D'autres territoires ont réduit les taux d'imposition, mais le taux général ontarien d'imposition des sociétés est demeuré inchangé depuis 1985.

Soucieux de rendre le régime fiscal ontarien plus concurrentiel, le gouvernement provincial propose de réduire le taux général d'imposition du revenu des sociétés et le taux d'imposition du revenu provenant de la fabrication, de la transformation, de l'exploitation minière, forestière et agricole et de la pêche. Ces réductions seraient échelonnées sur six ans à compter de la date de publication du budget. Lorsque les réductions auraient été entièrement mises en oeuvre, les deux taux d'imposition seraient de 8 %. Le gouvernement annonce dans le présent budget les deux premières étapes des réductions des taux proposées.

En 1998, le gouvernement a adopté une loi visant à ramener le taux d'imposition des petites entreprises de 9,5 % à 4,75 % d'ici 2006. Ce taux est actuellement de 8 %. Le présent budget propose d'accélérer et de bonifier la réduction du taux d'imposition des petites entreprises à compter de la date de publication du budget. Lorsque cette réduction aurait été entièrement mise en oeuvre, soit en 2005, le taux d'imposition des petites entreprises serait de 4 %.

#### Taux général d'imposition du revenu

- À compter de la date de publication du budget, le taux d'imposition serait ramené de 15,5 % à 14,5 %.
- Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le taux d'imposition serait ramené à 14 %.

#### Taux d'imposition du revenu provenant de la fabrication et de la transformation

- À compter de la date de publication du budget, le taux d'imposition du revenu provenant de la fabrication, de la transformation, de l'exploitation minière, forestière et agricole et de la pêche serait ramené de 13,5 % à 12,5 %.
- Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le taux d'imposition serait ramené à 12 %.

### Taux d'imposition du revenu des petites entreprises

- Le calendrier établi en 1998 en vue de ramener le taux d'imposition des petites entreprises de 9,5 % en 1998 à 4,75 % d'ici 2006 serait modifié de la façon suivante :
  - à compter de la date de publication du budget, le taux d'imposition serait ramené de 8 % à 7 %;
  - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le taux d'imposition serait de 6,5 %;
  - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, le taux d'imposition serait de 6 %;
  - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, le taux d'imposition serait de 5,5 %;
  - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le taux d'imposition serait de 5 %;
  - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, le taux d'imposition serait de 4 %.
- À compter de la date de publication du budget, le taux d'imposition inférieur offert aux caisses populaires et *credit unions* applicable aux revenus supérieurs à la déduction accordée aux petites entreprises serait harmonisé avec le taux d'imposition des petites entreprises.

### Pour tous les taux d'imposition

- Toutes les réductions du taux d'imposition seraient calculées au prorata pour les années d'imposition chevauchant les dates d'entrée en vigueur.

### Application du taux d'imposition des petites entreprises à un plus grand nombre de petites entreprises

À l'heure actuelle, la déduction accordée aux petites entreprises réduit le taux d'imposition ontarien des sociétés de 15,5 % à 8 % pour les petites entreprises privées sous contrôle canadien. Les entreprises privées sous contrôle canadien peuvent se prévaloir du plein montant de cette déduction si leur revenu imposable est de 200 000 \$ ou moins. Le montant de cette déduction est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 200 000 \$ et 500 000 \$.

On propose d'appliquer le taux d'imposition plus faible des petites entreprises aux entreprises dont le revenu imposable est de 400 000 \$ ou moins. La déduction accordée aux petites entreprises serait graduellement réduite à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 400 000 \$ et 1 million de dollars. Ce seuil plus élevé serait mis en place sur une période de cinq ans afin qu'il corresponde à la réduction prévue à 4 % du taux d'imposition des petites entreprises.

Ainsi :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le seuil serait porté à 240 000 \$ et la déduction serait réduite graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situerait entre 240 000 \$ et 600 000 \$;

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, le seuil serait porté à 280 000 \$ et la déduction serait réduite graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situerait entre 280 000 \$ et 700 000 \$;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, le seuil serait porté à 320 000 \$ et la déduction serait réduite graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situerait entre 320 000 \$ et 800 000 \$;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le seuil serait porté à 360 000 \$ et la déduction serait réduite graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situerait entre 360 000 \$ et 900 000 \$;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, le seuil serait porté à 400 000 \$ et la déduction serait réduite graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situerait entre 400 000 \$ et 1 million de dollars.

Les hausses du seuil seraient calculées au prorata pour les années d'imposition chevauchant les dates d'entrée en vigueur.

### **Taux d'inclusion des gains en capital**

Pour la disposition de biens après le 27 février 2000 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le taux d'inclusion des gains et pertes en capital serait ramené de 75 % à 66 ⅔ %.

Pour la disposition de biens le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ou après cette date, le taux d'inclusion serait ramené de 66 ⅔ % à 62 %, puis à 50 % d'ici 2004. Cette réduction se ferait en parallèle avec les réductions prévues du taux d'inclusion applicable aux particuliers.

La réduction du taux d'inclusion des gains en capital s'appliquerait également aux pertes admissibles au titre d'un placement d'entreprise, aux pertes en capital nettes essuyées au cours d'années antérieures, aux réserves de capital et aux dons de valeurs cotées en bourse et de fonds de terre écosensibles.

### **Incitatif fiscal pour la technologie éducative**

Le gouvernement propose d'accorder un incitatif fiscal pour la technologie éducative afin d'encourager les entreprises à aider les collèges communautaires et les universités de l'Ontario à faire l'acquisition de nouveau matériel pédagogique et de technologies d'apprentissage. Cet incitatif s'appliquerait aux dons faits ou aux rabais accordés par les entreprises après la date de publication du budget en ce qui a trait à du nouveau matériel pédagogique et à de nouvelles technologies d'apprentissage. Les sociétés seraient admissibles à une déduction supplémentaire de 15 %, et les entreprises non constituées en personne morale auraient droit à un crédit d'impôt remboursable de 5 %.



**Matériel pédagogique et technologies d'apprentissage admissibles**

Le matériel pédagogique et les technologies d'apprentissage admissibles seraient destinés à l'enseignement en classe ou à l'apprentissage à distance dans des établissements d'enseignement postsecondaire admissibles de l'Ontario.

**■ Matériel pédagogique admissible**

- Le matériel pédagogique admissible devrait être à l'état neuf et engloberait du matériel, des instruments, des outils et des logiciels spécialisés ainsi que d'autre matériel servant à l'enseignement dans le cadre d'un cours donné en classe, en laboratoire, dans un studio ou dans un atelier.
- Ne seraient pas admissibles : l'ameublement de classe ordinaire, les logiciels standard et le matériel servant à l'entretien du bâtiment ou de l'installation.

**■ Technologies d'apprentissage admissibles**

- Les technologies d'apprentissage admissibles engloberaient de l'équipement d'information et de communication neuf, tel que des projecteurs multimédias et des logiciels spécialisés qui renforcent l'enseignement et favorisent l'interaction entre les étudiantes et les étudiants et entre ces derniers et le personnel enseignant.

**Établissements d'enseignement postsecondaire admissibles de l'Ontario**

Les établissements d'enseignement postsecondaire admissibles de l'Ontario comprendraient tous les collèges d'arts appliqués et de technologie et toutes les universités recevant une aide du gouvernement provincial.

**Incitatif fiscal**

Les sociétés seraient admissibles à une déduction supplémentaire de 15 % et les entreprises non constituées en personne morale auraient droit à un crédit d'impôt remboursable de 5 % relativement au montant équivalant à la différence entre le prix véritablement payé et le prix qui serait normalement payé par un établissement d'enseignement pour le matériel pédagogique et la technologie d'apprentissage admissibles.

**Date d'entrée en vigueur**

L'incitatif proposé s'appliquerait aux dons faits et aux rabais accordés après la date de publication du budget.

## **Amélioration et simplification des incitatifs fiscaux touchant la production cinématographique ontarienne**

Le crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne est un crédit d'impôt remboursable de 20 % accordé aux compagnies de production sous contrôle canadien établies en Ontario et qui produisent des films et des émissions de télévision admissibles dans la province.

Le crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production est un crédit d'impôt remboursable de 11 % versé au titre des coûts de la main-d'oeuvre ontarienne engagés dans des productions étrangères et canadiennes qui ne font pas l'objet d'une demande aux fins du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.

Pour assurer la croissance soutenue de l'industrie cinématographique et télévisuelle en Ontario, le gouvernement propose d'améliorer et de simplifier ces incitatifs.

### **Nouvelles primes régionales**

Dans le cas des films et des émissions de télévision dont le tournage en Ontario dure au moins cinq jours et dont au moins 85 % de la production est réalisée dans la province, à l'extérieur de la région du grand Toronto, le gouvernement propose d'accorder les primes régionales suivantes en vertu des deux crédits d'impôt précités :

- Aux fins du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, une prime de 10 % serait accordée au titre des dépenses de main-d'oeuvre engagées en Ontario après la publication du budget.
- Aux fins du crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production, une prime de 3 % serait accordée au titre des dépenses de main-d'oeuvre engagées en Ontario après la publication du budget.

### **Amélioration et simplification du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne**

À l'heure actuelle, le crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne repose sur le moindre des montants suivants : dépenses de main-d'oeuvre engagées en Ontario et 48 % du coût de la production, déduction faite de certaines mesures d'aide gouvernementale.

Pour les productions dont les principaux travaux de prise de vues commencent après la date de publication du budget, le gouvernement propose les mesures suivantes :



- le crédit d'impôt serait fonction uniquement des dépenses de main-d'oeuvre engagées en Ontario, déduction faite de certaines mesures d'aide gouvernementale qui se rapportent de façon raisonnable à ces dépenses;
- les capitaux propres investis par des organismes gouvernementaux seraient traités comme une aide gouvernementale, toute réduction des dépenses de main-d'oeuvre engagées en Ontario étant calculée au prorata.

### **Élargissement du crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore**

Le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore est un crédit d'impôt remboursable de 20 % offert aux entreprises ontariennes admissibles d'enregistrement sonore et s'appliquant aux dépenses admissibles d'enregistrement sonore qu'elles ont engagées pour de nouveaux artistes canadiens.

Pour promouvoir les investissements et la création d'emplois dans l'industrie ontarienne de l'enregistrement sonore, ainsi que pour mieux appuyer les nouveaux artistes canadiens, le gouvernement propose d'élargir et de simplifier le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore :

- On propose d'accorder ce crédit d'impôt à toutes les entreprises ontariennes d'enregistrement sonore sous contrôle canadien. À l'heure actuelle, seules les entreprises d'enregistrement sonore dont l'actif est de 10 millions de dollars ou moins et dont les recettes totalisent 20 millions de dollars ou moins sont admissibles à ce crédit d'impôt.
- Pour être admissible, une entreprise d'enregistrement sonore doit avoir exercé ses activités pendant au moins 24 mois avant l'année d'imposition et affecter, au cours de l'année d'imposition en cours, plus de 50 % de son revenu imposable à ses activités ontariennes. Pour faciliter le respect de ces règles, on propose que le critère d'affectation s'applique à l'année d'imposition précédente.
- Le gouvernement propose également d'élargir le critère des 24 mois afin d'y inclure la période au cours de laquelle l'entreprise était à propriété individuelle et, dans le cas d'une réorganisation d'entreprise, la période avant que l'entreprise ne soit absorbée.

Ces modifications s'appliqueraient aux dépenses engagées après le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

### **Amélioration du crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition**

Le crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition est un crédit d'impôt remboursable de 30 % dont peuvent se prévaloir les maisons d'édition admissibles de la province qui engagent des dépenses admissibles relativement aux oeuvres littéraires admissibles de nouveaux auteurs canadiens.

Afin d'aider davantage les nouveaux auteurs canadiens à faire publier leurs oeuvres et à prendre leur essor, on propose que le crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition soit amélioré de la façon suivante pour les dépenses admissibles engagées après la date de publication du budget :

- les oeuvres littéraires admissibles engloberaient les trois premières oeuvres d'une auteure ou d'un auteur canadien;
- le crédit d'impôt maximal pour chaque oeuvre littéraire admissible passerait de 10 000 \$ à 30 000 \$.

### **Élargissement du crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques**

Le crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques est un crédit d'impôt remboursable de 20 % offert aux entreprises pour la création de produits multimédias interactifs numériques originaux en Ontario.

Pour renforcer la compétitivité de l'industrie ontarienne des médias numériques, ce crédit serait élargi pour inclure les dépenses de marketing et de distribution admissibles de 100 000 \$ et moins engagées pour des produits multimédias interactifs numériques admissibles. Les dépenses admissibles comprendraient les coûts engagés pour :

- assister à des salons professionnels afin de faire la promotion du produit;
- préparer le produit aux fins de présentation ou de démonstration;
- faire de la publicité sur le produit dans les médias imprimés et électroniques;
- offrir le produit aux consommateurs par l'entremise de réseaux de distribution.

Les dépenses de marketing et de distribution admissibles seraient limitées aux coûts engagés au cours des 24 mois précédant l'achèvement du produit multimédia interactif numérique admissible et au cours des 12 mois suivant l'achèvement de ce produit. Cette mesure s'appliquerait aux dépenses engagées après la date de publication du budget.

### **Superdéduction de l'Ontario pour la recherche-développement**

La recherche et l'innovation sont deux facteurs clés qui déterminent le niveau de vie futur de la population. Malheureusement, le gouvernement fédéral a décidé de faire abstraction de cette vérité fondamentale.

Un des moyens que prend le gouvernement de l'Ontario pour appuyer la recherche-développement consiste à accorder une déduction fiscale supplémentaire applicable aux dépenses de recherche-développement engagées par les entreprises dans la province. Depuis 1988, le gouvernement a accordé, par l'entremise de cette déduction, appelée Superdéduction de l'Ontario pour la recherche-développement, d'importants dégrèvements fiscaux aux entreprises de recherche-développement. À l'heure actuelle, la Superdéduction fournit plus de 100 millions de dollars par année pour le financement de projets de recherche-développement en Ontario.

Le budget fédéral de 2000 propose de pénaliser les entreprises réalisant des projets de recherche-développement en Ontario en considérant les déductions provinciales accordées pour la recherche scientifique et le développement expérimental qui dépassent le montant réel des dépenses comme une aide gouvernementale pour les années d'imposition se terminant après février 2000.

Cette proposition du gouvernement fédéral punira, de façon rétroactive, toutes les entreprises ontariennes de recherche-développement qui profitent de la Superdéduction. Comme elle haussera les coûts de recherche-développement en Ontario, cette mesure pourrait réduire les dépenses engagées à ce chapitre, ce qui aurait des effets négatifs à long terme pour la population de la province.

Le gouvernement de l'Ontario propose de ne pas harmoniser ses initiatives avec cette mesure fédérale.

### **Mesures d'harmonisation fiscale**

Le gouvernement de l'Ontario propose d'adapter ses mesures, en apportant les modifications nécessaires, à certaines mesures fiscales et dates d'entrée en vigueur annoncées dans le budget fédéral de 2000 et dans d'autres documents fédéraux, notamment ce qui suit :

- l'adoption des modifications du régime de la déduction pour amortissement (DPA) pour l'application du choix de catégories distinctes au matériel de fabrication et de transformation et le relèvement des taux de la DPA pour les biens ferroviaires, ainsi que pour les dispositifs de production d'électricité et le matériel de production et de distribution d'eau ou de chaleur;
- l'application du crédit d'impôt pour la fabrication et la transformation aux sociétés qui produisent, pour la vente, de la vapeur destinée à des fins autres que la production d'électricité. Aux fins de l'impôt de l'Ontario, ce crédit serait appliqué graduellement, en commençant par un crédit de 1 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 qui passerait à 1,5 % le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Le crédit intégral serait appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Il serait instauré au prorata dans le cas des années d'imposition qui chevauchent ces dates d'entrée en vigueur.

## ■ LOI SUR L'IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

On propose de ne plus appliquer l'impôt-santé des employeurs aux avantages tirés d'une option d'achat d'actions accordée aux employés et découlant de la levée ou de la disposition d'une option d'achat d'actions accordée par une entreprise admissible axée sur la recherche-développement.

### **Société admissible**

Pour être admissible, une société devrait :

- faire des affaires par l'entremise d'un établissement permanent en Ontario, soit seule, soit dans le cadre d'un partenariat, pendant l'année d'imposition au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions est conclue;
- avoir entrepris directement des activités de recherche scientifique et de développement expérimental dans un établissement permanent en Ontario, soit seule, soit dans le cadre d'un partenariat, pendant l'année d'imposition qui précède immédiatement l'année au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions est conclue;
- engager, dans un établissement permanent en Ontario, soit seule, soit dans le cadre d'un partenariat, soit en collaboration avec une ou plusieurs sociétés associées avec elle pendant toute l'année, des dépenses admissibles au titre de la recherche-développement :
  - i) soit d'au moins 25 millions de dollars;
  - ii) soit qui représentent au moins 10 % des recettes totales
 au cours de l'année d'imposition précédant immédiatement l'année au cours de laquelle l'entente sur une option d'achat d'actions a été conclue.
- se livrer à d'importantes activités de recherche scientifique et de développement expérimental en Ontario.

### **Dépenses de recherche-développement admissibles**

- Les dépenses de recherche-développement admissibles seraient celles qui sont admissibles aux fins de la Superdéduction de l'Ontario pour la recherche-développement.
- Lorsqu'une entreprise sous-traite les activités de recherche scientifique et de développement expérimental, des modifications devraient être faites pour affecter les dépenses de recherche-développement à la société qui effectue la R.-D.

**Définition de la recherche scientifique et du développement expérimental**

- Les activités de recherche scientifique et de développement expérimental auraient le sens qui leur est donné au paragraphe 248 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

**Options d'achat d'actions admissibles**

Les options d'achat d'actions admissibles seraient celles qui :

- sont accordées à un employé en raison de son emploi au sein de la société;
- peuvent faire l'objet d'une déduction en vertu de l'alinéa 110 (1) d) ou d.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- ne remplacent pas des options existantes accordées en vertu d'une entente conclue avant la date d'entrée en vigueur.

**Date d'entrée en vigueur**

On propose que cette mesure entre en vigueur le 2 mai 2000 et s'applique aux options d'achat d'actions levées après cette date.

## ■ LOI DE L'IMPÔT SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE

Les entreprises de production minérale de l'Ontario apportent une contribution considérable à l'économie de la province. Le présent budget propose d'accorder un allègement fiscal à l'industrie minière de l'Ontario afin de la rendre plus concurrentielle.

### **Réduction de l'impôt sur l'exploitation minière**

L'impôt sur l'exploitation minière de l'Ontario est un impôt de 20 % sur les bénéfices miniers de plus de 500 000 \$ découlant d'une exploitation minière dans la province.

Afin d'aider cette importante industrie ontarienne à être concurrentielle, le taux de l'impôt sur l'exploitation minière serait ramené à 10 % au cours des cinq prochaines années, selon ce qui suit :

- à compter de la date de publication du budget, le taux de l'impôt sur l'exploitation minière serait de 18 %;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le taux serait de 16 %;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, le taux serait de 14 %;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, le taux serait de 12 %;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le taux serait de 10 %.

Les réductions du taux de l'impôt sur l'exploitation minière seraient calculées au prorata pour les années d'imposition chevauchant les dates d'entrée en vigueur.

### **Appui supplémentaire pour les mines établies dans des régions éloignées de l'Ontario**

En raison des frais supplémentaires qui doivent être engagés pour le démarrage et l'exploitation de mines dans des régions éloignées de la province, on propose que l'exonération de l'impôt sur l'exploitation minière, d'une durée de trois ans, soit portée à dix ans pour les mines établies dans des régions éloignées de la province après le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

De plus, après la période d'exonération proposée, les bénéfices résultant de l'exploitation d'une mine dans une région éloignée seraient imposés au taux de 5 %.



## ■ LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE

### **Rendre permanent le programme de remboursement des droits de cession immobilière aux accédants à la propriété pour l'achat d'un logement neuf**

Le 21 mars 2000, le gouvernement a annoncé une prolongation d'un an du programme temporaire de remboursement des droits de cession immobilière aux accédants à la propriété pour l'achat d'un logement neuf. Un projet de loi sera déposé pour rendre ce programme permanent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2000.

#### **Critères d'admissibilité**

- Les dates limites établies aux fins du programme seraient éliminées et les acheteurs admissibles seraient tenus de demander un remboursement au plus tard 18 mois après avoir enregistré l'achat de leur logement s'ils n'ont pas demandé ce remboursement au moment de l'enregistrement.
- Les autres conditions d'admissibilité seraient inchangées.

## ■ LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

### **Élimination graduelle de la taxe de vente au détail applicable aux primes d'assurance-automobile**

On propose d'éliminer graduellement la taxe de vente au détail applicable aux primes d'assurance-automobile d'ici 2004. Le gouvernement de l'Ontario déposera un projet de loi afin de ramener à 4 % le taux de la taxe de vente au détail applicable aux contrats d'assurance-automobile en vigueur après la date de publication du budget. Le taux proposé s'appliquerait aux contrats d'assurance de véhicules devant être immatriculés en vertu du *Code de la route* et assurés en vertu de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*. On propose de réduire davantage le taux en le ramenant à :

- 3 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001;
- 2 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002;
- 1 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2003;
- zéro à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004.

### **Élimination graduelle de la taxe de vente au détail applicable aux réparations et aux remplacements de pièces effectués sous garantie**

On propose d'éliminer graduellement, d'ici 2004, la taxe de vente au détail applicable aux réparations et remplacements de pièces effectués sous garantie. Le gouvernement de l'Ontario déposera un projet de loi afin de ramener à 6 % le taux de la taxe de vente au détail applicable aux réparations et aux remplacements de pièces effectués après la date de publication du budget. On propose que le taux soit réduit davantage et qu'il soit ramené à :

- 4 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001;
- 2 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002;
- 1 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2003;
- zéro à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004.



### **Exemption des dons aux écoles, aux collèges et aux universités**

En vertu des mesures législatives régissant la taxe de vente au détail, les dons aux établissements d'enseignement peuvent être assujettis à cette taxe dans le cas d'une distribution promotionnelle. Les donateurs sont imposés au même titre que s'ils étaient les usagers des biens donnés. Le gouvernement déposera un projet de loi afin de s'assurer que les dons aux établissements d'enseignement de l'Ontario faits après la date de publication du budget sont exemptés de la taxe de vente au détail.

### **Exemption des primes d'assurance-dépôt que paient les caisses populaires et credit unions**

Après la date de publication du budget, les primes d'assurance-dépôt que paient les caisses populaires et *credit unions* de l'Ontario seraient exemptées de la taxe de vente au détail.

### **Exemption des cédéroms éducatifs de la taxe de vente au détail**

Le gouvernement propose de modifier la définition du terme « publications » pour y inclure les cédéroms éducatifs. Cette modification serait applicable aux achats effectués après la date de publication du budget.

- Cette modification serait bénéfique pour les écoles, les conseils scolaires, les collèges communautaires, les universités et les bibliothèques publiques.

## ■ POUR UN RÉGIME FISCAL PLUS JUSTE

L'Ontario déposera des mesures législatives visant à rendre le régime fiscal plus équitable, à simplifier la législation fiscale, à alléger le fardeau administratif des contribuables et à faire en sorte que tous les contribuables paient leur juste part des impôts.

### **Élimination graduelle de la taxe sur les recettes brutes des compagnies de téléphone et de télégraphe**

Conformément à la *Loi sur les municipalités* et à la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, les compagnies de téléphone et de télégraphe doivent payer une taxe sur les recettes brutes provenant des téléphones et autres appareils, y compris les recettes tirées des appels interurbains.

Comme cela a été annoncé dans le budget de 1999, le taux de la taxe sur les recettes brutes est passé de 5 % à 4 % pour 1999. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, on propose de réduire ce taux d'un autre point de pourcentage, ce qui le portera à 3 %. On continuerait de réduire le taux de la taxe d'un point de pourcentage le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année subséquente jusqu'à ce qu'il soit de zéro en 2003.

### **Autre**

#### **Constitution en personne morale des professionnels**

Afin que les règles soient les mêmes pour tous les travailleurs indépendants, le gouvernement propose de donner le droit à toutes les personnes exerçant une profession réglementée de se constituer en personne morale.

Les professionnels pourraient ainsi profiter d'un grand nombre des avantages fiscaux ou non accordés aux personnes morales. Toutefois, l'exercice de leur profession au sein d'une société professionnelle ne limiterait d'aucune façon leur responsabilité professionnelle. De plus, les personnes qui ne sont pas membres d'une association professionnelle ne seraient pas autorisées à posséder des actions d'une société professionnelle.

Le gouvernement consultera les intervenants et élaborera des mesures législatives qui attacheront la plus haute importance à la protection des intérêts du public.

On propose que les changements entrent en vigueur lorsque la loi habilitante recevra la sanction royale.

**Loi sur le revenu annuel garanti en Ontario**

Il y a actuellement une anomalie dans le traitement d'un groupe de personnes âgées de l'Ontario. Les personnes âgées qui reçoivent des prestations de Sécurité de la vieillesse et de Supplément de revenu garanti du gouvernement fédéral conformément à un Accord international en matière de sécurité sociale (AISS) ne sont pas admissibles au Régime de revenu annuel garanti de l'Ontario (RRAG), peu importe pendant combien de temps elles vivent en Ontario. Le Canada a signé des accords internationaux en matière de sécurité sociale avec plus de 30 pays industrialisés.

Il faut être juste et traiter les personnes qui sont admissibles aux prestations aux aîné(e)s du gouvernement fédéral et qui vivent au Canada depuis dix ans de la même façon que les autres personnes âgées de l'Ontario. Par conséquent, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000, toutes les personnes âgées de l'Ontario seront admissibles au RRAG en fonction de leur revenu.

**Plants utilisés par le reboisement des terres de la Couronne**

Le gouvernement propose une nouvelle exonération visant à favoriser le reboisement des terres de la Couronne de l'Ontario.

À partir du 3 mai 2000, les titulaires d'un permis d'exploitation des ressources forestières pourraient acheter des plants exonérés de la taxe de vente au détail s'ils sont destinés au reboisement des terres de la Couronne ou à d'autres activités réalisées au nom de la Couronne. Pour acheter les plants exonérés de la taxe de vente au détail, les titulaires d'un permis devraient présenter à leurs vendeurs un certificat d'exemption à l'achat.

**Taxe sur les droits d'entrée pour des activités d'organismes de bienfaisance**

Les droits d'entrée pour des activités parrainées ou commanditées par certains organismes sont exemptés de la taxe de vente au détail de 10 % appliquée aux droits d'entrée.

Le gouvernement de l'Ontario établirait de nouvelles règles pour clarifier l'application de la taxe à des activités parrainées par ces organismes. Dans le cadre des modifications proposées, on préciserait que les droits d'entrée à des parties de la saison régulière des équipes de sport professionnel seraient admissibles à l'exonération si au moins 90 % des recettes nettes de l'événement en question sont versées à l'un ou à plusieurs des organismes parrains énumérés dans la loi.

### **Modifications de forme**

Pour améliorer l'efficacité administrative du système et maintenir l'intégrité et l'équité du régime fiscal et de la perception et de l'usage des recettes par le gouvernement, ainsi que pour clarifier les mesures législatives, on apportera diverses modifications aux lois ontariennes suivantes :

- *Loi sur l'évaluation foncière*
- *Loi sur les fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises*
- *Loi sur l'imposition des corporations*
- *Loi de 1998 sur l'électricité*
- *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*
- *Loi de la taxe sur les carburants*
- *Loi de la taxe sur l'essence*
- *Loi de l'impôt sur le revenu*
- *Loi sur les droits de cession immobilière*
- *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière*
- *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*
- *Loi sur les municipalités*
- *Loi sur le revenu annuel garanti en Ontario*
- *Loi sur l'impôt foncier provincial*
- *Loi sur la taxe de vente au détail*
- *Loi de la taxe sur le tabac*

## ■ RÉDUCTION DE LA BUREAUCRATIE

### **Réduction de la bureaucratie pour les agriculteurs**

Pour alléger le fardeau administratif des agriculteurs, le programme de remise pour les matériaux de construction agricole serait remplacé par une exemption de la taxe de vente au détail au point de vente. Les agriculteurs ne seraient pas tenus de payer la taxe de vente au détail sur les matériaux servant exclusivement à construire ou à moderniser des bâtiments agricoles. Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales tiendra des séances de consultation sur la mise en oeuvre de cette exemption.

### **Réduction de la bureaucratie pour les petites entreprises**

Un plus grand nombre de petites entreprises ontariennes pourront utiliser la déclaration de revenu abrégée pour entreprises. Les revenus bruts et les seuils touchant l'actif total permettant d'utiliser la formule abrégée passeraient de 1 million de dollars à 1,5 million de dollars pour les années d'imposition se terminant après 2000.

## ■ RÉDUCTION DES DROITS PERÇUS PAR LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO

On a annoncé dans le budget de 1999 une réduction de 10 % des droits exigés par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le budget de 2000 propose d'appliquer une autre réduction de 10 %, qui entrerait en vigueur le 26 juin 2000. La Commission poursuit l'examen en profondeur de sa structure tarifaire afin que les droits perçus correspondent aux dépenses qu'elle doit engager en vertu des règlements. La nouvelle structure tarifaire devrait être établie d'ici juillet 2001.

## ■ DROITS DE LOCATION IMPOSÉS PAR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

Il importe de savoir à propos des droits, frais, impôts ou taxes qu'ils doivent être justes et équitables. Certes, le gouvernement a fait des progrès considérables, mais il reste encore beaucoup à faire. À partir du 3 mai 2000, le ministère des Richesses naturelles cessera de prélever des droits de location nominaux auprès des propriétaires de remises à bateaux jusqu'à la fin d'un examen approfondi et de la réforme des pratiques actuelles, s'il y a lieu.

Avantages pour les contribuables : Résumé de l'incidence du budget de 2000		Avantages pour l'année entière (en millions de dollars)
		Avantages pour 2000-2001 (en millions de dollars)
<b>Impôt sur le revenu des particuliers</b>		
Remise de l'impôt de 1999 sur le revenu des particuliers	s.o.	1 020
Réduction des taux d'imposition inférieur et intermédiaire du revenu des particuliers	510	960
Indexation du régime d'imposition du revenu des particuliers	195	1 070
Déduction de l'Ontario relative aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche	2	70
Programme ontarien d'actions accréditives ciblées	1	5
<b>Taux d'inclusion des gains en capital ramené à 50 %</b>		
Dans un premier temps, de 75 % à 62 %, particuliers et sociétés	375	645
<b>Imposition des corporations</b>		
Réduction des taux d'imposition des sociétés (2 premières étapes)	540	770
Application du taux d'imposition des petites entreprises à un plus grand nombre de petites entreprises	0	19
Incitatif fiscal pour la technologie éducative	2	6
Amélioration et simplification des incitatifs fiscaux touchant la production cinématographique ontarienne	7	7
Élargissement du crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore	2	3
Amélioration du crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	1	2
Élargissement du crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	0	1
Superdéduction de l'Ontario pour la recherche-développement	4	4
Mesures d'harmonisation	20	10
<b>Impôt-santé des employeurs</b>	11	20
<b>Impôt sur l'exploitation minière</b>	5	20
<b>Droits de cession immobilière</b>	28	28
<b>Taxe de vente au détail</b>		
Élimination graduelle de la taxe de vente au détail applicable aux primes d'assurance-automobile	46	265
Élimination graduelle de la taxe de vente au détail applicable aux réparations et remplacements de pièces effectués sous garantie	28	130
Exemption des dons aux écoles, collèges et universités de la taxe de vente au détail	4	5
Exemption de la taxe de vente au détail des primes d'assurance- dépôt que paient les caisses populaires et credit unions	2	2
Exemption des cédéròms éducatifs de la taxe de vente au détail	2	2
<b>Pour un régime fiscal plus juste</b>		
Élimination graduelle de la taxe sur les recettes brutes	50	160
Autres	4	6
<b>Réduction de la bureaucratie</b>	0	0
<b>Avantages totaux pour les contribuables</b>	<b>1 839</b>	<b>5 230</b>





## **DOCUMENT BUDGÉTAIRE D**

**Plan de financement de l'Ontario  
Réduction de la dette de l'Ontario**

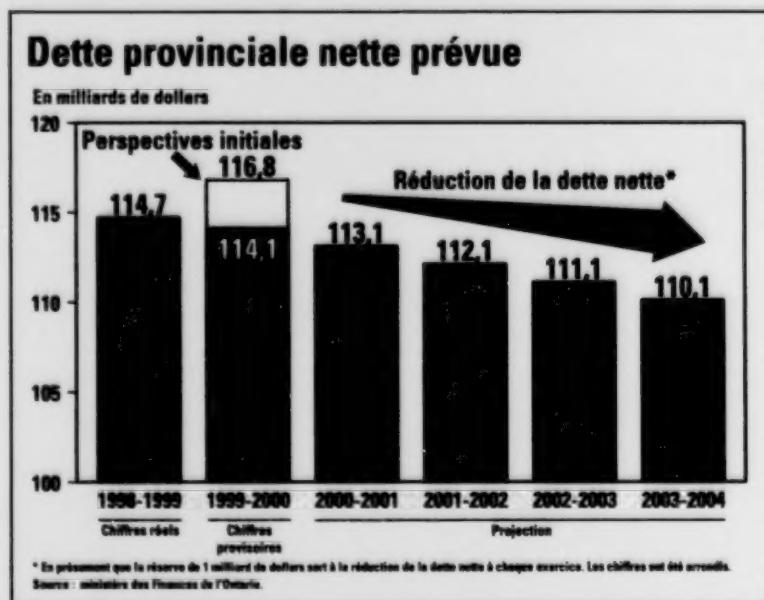




## ■ PLAN ONTARIEN POUR RÉDUIRE LA DETTE PROVINCIALE NETTE

La dette provinciale nette au 31 mars 2000 était de 114,1 milliards de dollars, soit 2,7 milliards de dollars de moins que les chiffres prévus dans le plan budgétaire de 1999.

- L'excédent de 654 millions de dollars pour 1999-2000 a été affecté à la réduction de la dette provinciale nette.
- Le gouvernement a augmenté la réserve, qui passe de 500 millions à 1 milliard de dollars pour chacune des quatre prochaines années, dans le but de réaliser plus que le double de la réduction de 2 milliards de dollars promise en diminuant la dette provinciale nette d'au moins 5 milliards de dollars au cours du présent mandat.



La dette provinciale nette représente la situation financière globale de la province, selon les méthodes de comptabilité d'exercice et de consolidation du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP). La dette provinciale nette est définie comme le total des éléments de passif moins l'actif financier de la province. Elle est décrite dans l'État de la situation financière des *Comptes publics de l'Ontario*.

La dette provinciale nette donne une idée plus juste de la situation financière de la province. Cette divulgation élargie des renseignements financiers constitue un autre exemple de l'amélioration constante du budget et de son importance sur le plan de la responsabilité fiscale du gouvernement.

Le gouvernement fédéral a adopté le concept de « dette publique nette » dans ses normes relatives aux états financiers. Il établit une distinction entre la dette contractée sur les marchés, qui correspond à la dette émise et au passif lié aux fiducies, et la dette publique nette, qui représente la situation financière globale du gouvernement du Canada. Les tableaux financiers du présent document donnent de plus amples renseignements sur la dette provinciale nette ainsi que sur la dette émise et le passif lié aux fiducies.

## ■ PROGRAMME DE FINANCEMENT RÉDUIT DE 0,9 MILLIARD DE DOLLARS EN 1999-2000

Le total des montants requis pour financer les besoins de trésorerie, les dettes venant à échéance et les rachats de dette était de 10,5 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de dollars de moins que ce qui avait été prévu dans le budget de 1999.

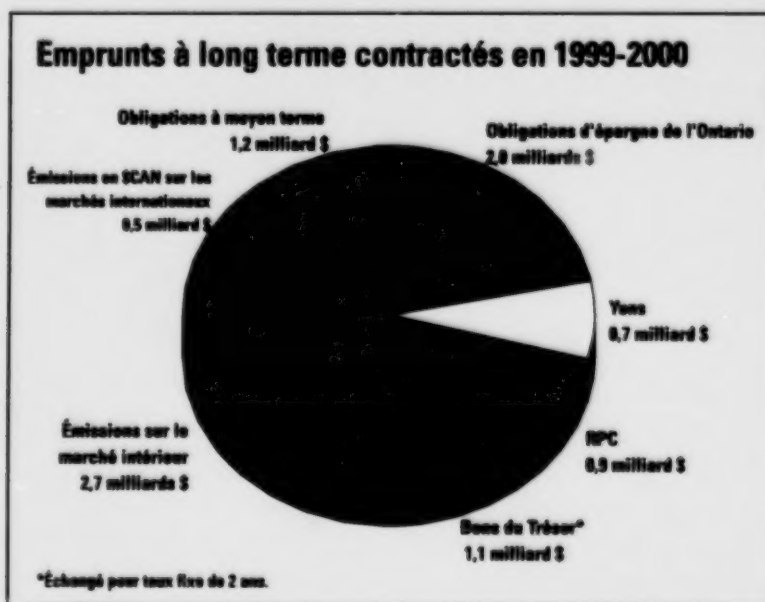
Ces montants ont été financés au moyen d'une augmentation de 1,1 milliard de dollars d'emprunts à court terme, d'emprunts à long terme de 9,1 milliards de dollars, dont 0,9 milliard de dollars provenaient du Régime de pensions du Canada, et d'une augmentation de 0,3 milliard de dollars des dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario.

### Faits saillants sur les emprunts à long terme

Sur les 9,1 milliards de dollars empruntés à long terme, 8,4 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché du dollar canadien et 0,7 milliard de dollars sur le marché du yen japonais. La province a utilisé divers instruments pour son programme d'emprunt à long terme de 1999-2000 afin de réduire les frais de financement.

- La province a réalisé des économies sur les commissions et les frais qu'elle aurait dû payer autrement sur les marchés publics en empruntant 0,9 milliard de dollars directement du Régime de pensions du Canada pour refinancer la dette qu'elle devait rembourser à ce régime.
- À la mi-janvier, la courbe de rendement des prêts au Canada et aux États-Unis s'est renversée (c'est-à-dire que le rendement des obligations à long terme était moins élevé que celui des prêts à moyen et à court terme), en raison surtout de l'incertitude de l'offre dans le secteur à long terme du marché des obligations. La province a profité de cette situation en émettant deux obligations canadiennes de 40 ans négociables à moyen terme et une obligation de 31 ans sur le marché intérieur à des taux moins élevés que ceux qu'elle aurait pu obtenir en émettant des titres ayant des termes plus courts.
- La mise en œuvre du programme des obligations canadiennes négociables à moyen terme a permis à la province de tirer parti des possibilités d'emprunt de sommes plus petites qui n'auraient pas été rentables auparavant. La province a émis en tout 15 obligations canadiennes négociables à moyen terme visant les besoins de groupes particuliers d'investisseurs.
- Une plus grande liquidité réduit les frais d'emprunt de la province et augmente la négociabilité des obligations ontariennes pour les investisseurs. Afin de favoriser la liquidité de ses obligations, la province a acheté des obligations plus petites, de meilleur rendement mais moins liquides, et les a remplacées par des émissions modèles plus importantes et plus rentables.

- En accédant au marché du yen japonais, la province a pu emprunter des fonds à long terme à un taux d'intérêt inférieur à 2 %, soit 4,5 % de moins que le taux comparable sur le marché intérieur. Bien qu'elle suive toujours l'évolution des marchés étrangers pour découvrir les possibilités d'emprunt à coûts avantageux, la province limite la portion non couverte de sa dette qui est en devises étrangères à 5 % de la dette émise et du passif lié aux fiducies afin de se protéger des fluctuations possibles des taux de change. La province ne s'expose aux risques de change que lorsque les taux inférieurs d'intérêts étrangers sont assez avantageux pour compenser les risques que pourrait entraîner l'appréciation future des devises étrangères.
- La campagne de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario a rapporté un peu plus de 2 milliards de dollars en 1999-2000.



## ■ PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO DE 2000-2001

L'excédent ou le déficit est déterminé selon les méthodes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP). Les besoins de financement de la province représentent le total de ses besoins de trésorerie au cours de l'exercice. La différence entre les besoins de financement et l'excédent ou le déficit déterminé selon les règles du CCSP s'explique par certaines opérations qui procurent des fonds à la province ou qui doivent être financées par la province. Ces opérations, qui comprennent la régularisation et la consolidation (pour tenir compte des changements relatifs aux comptes fournisseurs, aux comptes clients et aux investissements dans les entreprises publiques), les emprunts contractés au nom d'organismes et les changements dans les réserves de liquidité, définissent les besoins de financement pour l'excédent ou le déficit déterminé selon les méthodes du CCSP.

### Programme de financement de 2000-2001 (en milliards de dollars)

	Plan budgétaire 1999-2000	Chiffres provisoires 1999-2000	Plan budgétaire 2000-2001
<b>FLUX DE TRÉSORERIE</b>			
(Excédent)/Déficit	2,1	(0,7)	-
Régularisation et consolidation	3,2	0,9	5,2
Emprunts nets contractés au nom d'organismes	(1,4)	(2,4)*	-
Augmentation/(Diminution) des réserves de liquidité	(0,6)	3,6	(4,5)
Besoins nets de trésorerie	3,3	1,4	0,7
Dette arrivée à échéance	8,1	7,9	8,4
Rachats anticipés et rachats de créances	-	1,2	0,5
<b>Total des besoins de financement</b>	<b>11,4</b>	<b>10,5</b>	<b>9,6</b>
<b>SOURCES D'ENCAISSE</b>			
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	0,9	0,9	1,0
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	1,8	1,1	-
Autres sources	-	0,3	-
Prévisions d'emprunts à long terme	8,1	-	8,5
Emprunts à long terme contractés	0,6	8,2	0,1
<b>Financement total</b>	<b>11,4</b>	<b>10,5</b>	<b>9,6</b>

Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

\*Comprend le remboursement de 1,0 milliard de dollars aux conseils scolaires auparavant inscrit au poste « ajustement de période-encaisse » (maintenant appelé « régularisation et consolidation »)

- On prévoit que les besoins de financement pour 2000-2001 s'élèveront à 9,6 milliards de dollars, la dette venant à échéance représentant 8,4 milliards de ce montant. Un peu plus de 1 milliard de dollars de la dette venant à échéance provenaient du Régime de pensions du Canada; cette portion de la dette sera reconduite. Les 8,6 milliards de dollars restants seront financés par des emprunts à long terme sur les marchés publics.
- Le marché intérieur demeurera la principale source de financement public pour la province, y compris la sixième campagne annuelle de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario, en juin. La province continuera de suivre l'évolution des marchés étrangers dans le but de saisir les possibilités de financement à des taux avantageux.
- La province continuera également de promouvoir la liquidité de ses obligations en achetant les obligations plus petites et moins liquides de l'Ontario et en les remplaçant par des émissions rentables plus liquides, lorsque cela est possible.
- Il importe que la province conserve une approche souple en matière d'emprunt, en raison de l'importance de la dette venant à échéance au cours des prochaines années et de la dynamique des marchés des obligations. La province continuera de suivre l'évolution de la demande des investisseurs afin de réagir rapidement aux changements qui pourraient se produire sur les marchés.



## **Besoins de financement de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario**

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'organisme de la Couronne responsable d'assurer le service et la gestion de la dette garantie par la province de l'ancienne société Ontario Hydro et de prendre en charge ses contrats dérivés et certains autres éléments de passif. Comme la SFIEO n'a pas de cote de solvabilité établie, la province emprunte en son nom. En retour, la SFIEO émet un titre de créance à la province.

- Pour 1999-2000, la province a mobilisé 2,0 milliards de dollars à long terme au nom de la SFIEO, l'emprunt intégral ayant été contracté sur le marché du dollar canadien.
- Pour 2000-2001, on estime que les besoins de financement à long terme de la SFIEO seront de 2,5 milliards de dollars.



## ■ POLITIQUES DE GESTION DE LA DETTE

La gestion de la dette de l'Ontario expose la province aux risques associés aux marchés des capitaux, notamment les risques relatifs aux devises étrangères, aux taux d'intérêt flottant et au refinancement, en plus des risques d'illiquidité et des risques de crédit. La province suit des politiques de gestion prudente des risques afin d'en atténuer les effets possibles, tout en maintenant la souplesse nécessaire de ses programmes de financement et de gestion de la dette.

- L'exposition de la province aux risques non couverts liés aux devises étrangères est limitée à 5 % de la dette émise et du passif lié aux fiducies. Au 31 mars 2000, l'exposition de la province aux fluctuations des devises étrangères était de 1,4 % de la dette émise et du passif lié aux fiducies.
- Au 31 mars 2000, l'exposition de la province aux risques inhérents aux taux d'intérêt flottant, déduction faite des réserves de liquidité, était de 2,9 % de la dette émise et du passif lié aux fiducies. Le 1<sup>er</sup> avril 2000, on a élargi la façon de mesurer l'exposition aux risques inhérents aux taux d'intérêt flottant afin d'inclure la dette à taux fixes venant à échéance à l'intérieur d'une période de 12 mois, ce qui correspond de façon plus exacte aux risques liés aux changements auxquels s'expose la province. Selon cette nouvelle mesure, on limite les risques associés aux changements des taux d'intérêt à un maximum de 25 % de la dette émise et du passif lié aux fiducies.
- Lorsqu'elle contracte une nouvelle dette, la province cherche à obtenir un profil souple d'échéances de la dette afin de diversifier les risques inhérents aux taux d'intérêt qui se présentent lorsqu'il lui faut refinancer la dette venue à échéance et la dette à taux flottant.
- Les réserves de liquidité sont maintenues à un niveau suffisant pour permettre au gouvernement de faire face à ses obligations financières à court terme. La province peut aussi avoir recours, au besoin, à des engagements de crédit consortiaux, à des bons du Trésor de l'Ontario et à des effets de commerce américains pour répondre à ses besoins additionnels de liquidités.
- Les risques de crédit se présentent lorsque la province investit ses réserves de liquidité et lorsqu'elle prend des mesures de gestion de la dette pour pallier aux risques liés aux nouveaux emprunts ainsi qu'à la dette émise et au passif lié aux fiducies. Pour réduire l'exposition de la province aux risques de crédit, la province ne s'engage dans des opérations financières qu'avec les gouvernements fédéral et provinciaux et des contreparties non gouvernementales ayant une bonne cote de solvabilité. La cote minimale de solvabilité d'une contrepartie non gouvernementale doit être de A- pour toute nouvelle opération à long terme et de R-1 (moyen) pour tout investissement des réserves de liquidité. Environ 80 % des contreparties approuvées de la province ont des cotes de solvabilité d'au moins AA-.

## **DOCUMENT D**

### **Annexe : Tableaux financiers**

- Tableau I(A) : Dette provinciale nette
- Tableau I(B) : Dette émise et passif lié aux fiducies
- Tableau I(C) : Calendrier d'échéances de la dette
- Tableau I(D) : Sommaire de la dette provisoire de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)
- Tableau I(E) : Description des instruments financiers dérivés
- Tableau II : Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario

**TABLEAUX FINANCIERS**  
**TABLEAU I(A)**  
**DETTE PROVINCIALE NETTE**  
 Chiffres provisoires pour 2000<sup>(1)</sup>

<b>Au 31 mars</b>	<b>1996</b>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>Chiffres provisoires 2000</b>	<b>Plan 2001</b>
<b>(en millions de dollars)</b>						
<b>Éléments de passif aux fins de la province</b>						
Dette contractée par la province	95 598	95 501	99 123	102 299	103 327	104 065
Dette contractée par les organismes de services gouvernementaux	2 888	2 891	2 859	2 834	2 817	2 800
Autre dette	<u>2 910</u>	<u>3 119</u>	<u>3 492</u>	<u>4 041</u>	<u>13 158</u>	<u>13 158</u>
Dette émise et passif lié aux fiducies	101 396	101 511	105 474	109 174	119 302	120 023
Autres éléments de passif <sup>(2)</sup>	<u>18 858</u>	<u>19 954</u>	<u>20 748</u>	<u>17 713</u>	<u>17 353</u>	<u>15 832</u>
<b>Total - passif aux fins de la province</b>	<b>120 254</b>	<b>121 465</b>	<b>126 222</b>	<b>126 887</b>	<b>136 655</b>	<b>135 855</b>
 <b>Actif financier <sup>(3)</sup></b>	 <b>(18 390)</b>	 <b>(12 696)</b>	 <b>(13 487)</b>	 <b>(12 150)</b>	 <b>(22 572)</b>	 <b>(21 772)</b>
 <b>Dettes provinciales nettes</b>	 <b>101 864</b>	 <b>108 769</b>	 <b>112 735</b>	 <b>114 737<sup>(4)</sup></b>	 <b>114 083</b>	 <b>114 083</b>

(1) Fondés sur la méthode de comptabilité de caisse modifiée et de consolidation.

(2) Les autres éléments de passif comprennent les comptes fournisseurs, les charges à payer et les engagements liés aux régimes de retraite.

(3) L'actif financier comprend l'encaisse et les investissements temporaires, les comptes clients et les investissements dans les entreprises publiques.

(4) Pour plus de renseignements sur la dette provinciale nette (déficit accumulé), voir l'État de la situation financière des Comptes publics de l'Ontario de 1998-1999.

**TABLEAUX FINANCIERS**  
**TABLEAU I(8)**  
**DETTE ÉMISE ET PASSIF LIÉ AUX FIDUCIES<sup>(1)</sup>**  
 au 31 mars

	1996	1997	1998	1999	Chiffres provisoires 2000
(en millions de dollars)					
<b>Dettes contractées par la province</b>					
Dettes contractées sur les marchés non publics					
Ministre des Finances du Canada :					
Régime de pensions du Canada .....	11 620	10 807	9 956	9 085	8 967
Autres .....	4	---	---	---	---
	11 624	10 807	9 956	9 085	8 967
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario .....	14 386	14 049	13 822	13 213	12 252
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (RREMO) .....	742	722	697	666	622
Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie .....	91	91	91	89	86
Régime de retraite de Ryerson .....	16	9	9	8	8
Société canadienne d'hypothèques et de logement .....	258	251	244	236	228
Caisse de retraite des fonctionnaires .....	3 884	3 790	3 681	3 604	3 535
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) .....	1 816	1 772	1 749	1 712	1 679
	32 817	31 491	30 249	28 613	27 377
Dettes contractées sur les marchés publics					
Débtures et obligations <sup>(2)</sup> .....	60 888	61 939	68 199	72 464	72 552
Bons du Trésor .....	1 716	2 071	675	950	3 002
Effets de commerce américains <sup>(2)</sup> .....	177	---	---	272	396
	62 781	64 010	68 874	73 686	75 950
Total de la dette contractée par la province à ses propres fins	95 598	95 501	99 123	102 299	103 327
<b>Dettes contractées par les organismes de services gouvernementaux</b>					
Marchés non publics					
Régime de pensions du Canada .....	1 402	1 402	1 402	1 402	1 402
Société canadienne d'hypothèques et de logement .....	1 038	1 021	1 002	972	956
Marchés publics					
Autres .....	18	35	18	18	17
Financement garanti <sup>(2)</sup> .....	430	433	437	442	442
Total de la dette contractée par les organismes de services gouvernementaux aux fins de la province	2 888	2 891	2 859	2 834	2 817
<b>Autre dette</b>					
Caisse d'épargne de l'Ontario .....	2 220	2 135	2 245	2 517	2 760
Autres éléments de passif .....	690	984	1 247	1 524	1 513
Dettes contractées à des fins d'investissement <sup>(3)</sup> .....	---	---	---	---	8 885
Total - Autre dette	2 910	3 119	3 492	4 041	13 158
<b>Dettes émises et passif lié aux fiducies</b>	<b>101 396</b>	<b>101 511</b>	<b>105 474</b>	<b>109 174</b>	<b>119 302</b>

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

(1) Fondé sur la méthode de comptabilité de caisse modifiée et de consolidation.

(2) Tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens et tiennent compte de l'effet des contrats dérivés connexes passés par la province.

(3) Le 1<sup>er</sup> avril 1999, en raison de la restructuration d'Ontario Hydro, la province a assumé une dette de 8 885 millions de dollars, soit 5 128 millions de dollars d'Ontario Power Generation Inc. et 3 759 millions de dollars d'Ontario Hydro Services Corporation Inc. En échange, la province a reçu des actions dans les deux sociétés.

**TABLEAUX FINANCIERS**  
**TABLEAU I(C)**  
**CALENDRIER D'ÉCHÉANCES DE LA DETTE**  
**Chiffres provisoires pour 2000<sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars)

Exercice prenant fin le 31 mars	Dettes contractées par la province et les organismes de services gouvernementaux			Dettes contractées aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) <sup>(3)</sup>	Total
	Dettes contractées sur les marchés publics <sup>(2)</sup>	Dettes non contractées sur les marchés publics	Total partiel		
2000	117 <sup>(4)</sup>	--	117	--	117
2001	9 067 <sup>(5)</sup>	1 393	11 260	3 945	15 205
2002	6 353	1 519	7 872	500	8 372
2003	9 235	2 375	11 610	--	11 610
2004	4 978	2 518	7 496	350	7 846
2005	6 705	2 224	8 929	2 000	10 929
0 <sup>(4)</sup> -5 ans	37 255	10 029	47 284	6 795	54 079
6-10 ans	20 005	10 794	30 799	2 248	33 047
11-15 ans	303	7 439	7 742	--	7 742
16-20 ans	3	1 342	1 345	--	1 345
21-25 ans	4 501	125	4 626	--	4 626
26-50 ans	14 342	6	14 348	604	14 952
	<b>76 409</b>	<b>29 735</b>	<b>106 144</b>	<b>9 647</b>	<b>115 791</b>

- (1) Fondés sur la méthode de comptabilité de caisse modifiée et de consolidation.
- (2) Tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens et tiennent compte de l'effet des contrats dérivés connexes passés par la province.
- (3) Cette dette est compensée par des obligations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) portant des modalités semblables aux obligations de l'Ontario. En vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité de l'Ontario, la SFIEO a été établie le 1<sup>er</sup> avril 1999 afin de poursuivre les activités d'Ontario Hydro.
- (4) Les Obligations d'épargne de l'Ontario de série 1995 sont arrivées à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2000. Le montant de 117 millions de dollars non remboursé au 31 mars 2000 représente les obligations qui n'ont pas encore été présentées aux fins de remboursement.
- (5) Ce montant comprend 3 002 millions de dollars en bons du Trésor et 396 millions de dollars en effets de commerce américains.

**TABLEAUX FINANCIERS**  
**TABLEAU I(D)**  
**SOMMAIRE DE LA DETTE PROVISOIRE DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**  
**DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

(en millions de dollars)

Devises	Dollars canadiens	Dollars américains	Francs suisses	Yens japonais	Total au 31 mars 2000	Total au 1 <sup>er</sup> avril 1999
Exercice						
2001	4 785	737	150	--	5 672	4 320
2002	2 000	708	--	--	2 708	2 230
2003	2 848	--	--	--	2 848	2 755
2004	1 748	--	--	65	1 813	3 097
2005	2 000	--	--	--	2 000	1 212
1-5 ans	13 381	1 445	150	65	15 041	13 614
6-10 ans	5 699	1 088	--	--	6 787	6 330
11-15 ans	1 786	1 090	--	--	2 876	3 296
16-20 ans	500	--	--	--	500	648
21-25 ans	3 133	--	--	--	3 133	3 633
26-50 ans	3 001	--	--	--	3 001	2 965
	27 500	3 623	150	65	31 338	30 486

**Dettes de la SFIEO - Statistiques**

Au 31 mars (en millions de dollars)	1996	1997	1998	1999	Chiffres provisoires 2000	Plan 2001
Dettes contractées par la province au nom de la SFIEO (autrefois Ontario Hydro)	3 808	3 140	2 886	4 248	9 647	11 600
Dettes garanties par la province	31 590	31 786	30 675	26 238	21 691	19 000
Dettes totales de la SFIEO	35 398	34 926	33 561	30 486	31 338	30 600

**TABLEAUX FINANCIERS**  
**TABLEAU (E)**  
**DESCRIPTION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS**

Le tableau ci-dessous donne un calendrier préliminaire des échéances des instruments financiers dérivés de la province, par type, en cours à la date du 31 mars 2000, fondé sur le montant nominal des contrats.

La province a eu des besoins considérables de financement, principalement pour refinancer les dettes échues et financer le déficit annuel de la province. Pour être en mesure de satisfaire à ces besoins de la manière la plus économique possible, la province a émis une diversité d'instruments d'emprunt sur les marchés nationaux et internationaux. Pour tirer profit des taux d'intérêt avantageux, la province émet des instruments d'emprunt remboursables dans des devises autres que le dollar canadien. Elle emploie des stratégies de gestion prudente de la dette en tenant compte de limites rigoureuses afin de veiller à ce que le risque couru soit bien géré. Elle a recours à diverses stratégies de gestion de la dette, dont l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur provient de l'actif sous-jacent. La province a recours aux instruments financiers dérivés afin de couvrir et de minimiser les frais d'intérêt. Les opérations de couverture sont effectuées principalement grâce à des échanges, qui sont des ententes légales, dans le cadre desquelles deux parties conviennent d'échanger des flux de trésorerie selon une valeur nominale pendant une période de temps déterminée afin de compenser ou en fait de convertir leurs obligations actuelles. Parmi les autres instruments financiers dérivés employés par la province figurent les contrats de change à terme, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les contrats à terme normalisés et les contrats d'options.

**VALEUR NOMINALE DU PORTEFEUILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS**  
**au 31 mars 2000**

<b>Échéance durant l'exercice</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>Dans 6 à 10 ans</b>	<b>Dans plus de 10 ans</b>	<b>Total des chiffres provisoires pour 2000</b>	<b>Total pour 1996-1999</b>
<b>(en millions de dollars)</b>									
<b>Échanges :</b>									
Crédit croisé .....	5 615	6 524	7 988	3 397	4 169	9 487	1 337	38 527	44 180
Taux d'intérêt .....	4 584	5 464	9 463	1 355	3 688	15 040	2 546	42 140	40 136
Contrats de change à terme .....	2 420	918	-	-	-	-	-	3 338	1 498
Contrats de garantie de taux d'intérêt .....	790	-	-	-	-	-	-	790	600
Contrats à terme normalisés .....	-	-	-	-	-	-	-	-	468
Contrats d'options (devises et obligations)	564	-	-	-	-	-	-	564	290
	13 973	12 906	17 451	4 752	7 857	24 537	3 883	85 359	87 172

**Définitions :**

**Valeur nominale :** elle représente le volume des contrats en cours et non les flux de trésorerie.

**Échange :** une entente légale dans le cadre de laquelle chacune des parties (les contreparties) assume la responsabilité d'une obligation financière contractée par l'autre. Un échange de taux d'intérêt échange des paiements d'intérêt flottant contre des paiements d'intérêt fixe et vice versa. Un crédit croisé échange les paiements de capital et d'intérêts dans une devise contre des flux monétaires dans une autre devise.

**Contrat de change à terme :** une entente entre deux parties qui fixe d'avance les taux de change.

**Contrat de garantie  
de taux d'intérêt :** une entente entre deux parties qui fixe d'avance des taux d'emprunt futurs.

**Contrat à terme normalisé :** un contrat qui confère l'obligation de vendre ou d'acheter des marchandises à un prix et à un montant déterminés, et à une date future.

**Contrat d'options :** un contrat qui confère le droit, mais non l'obligation d'acheter ou de vendre une quantité déterminée d'un instrument financier à un prix stipulé d'avance, soit à une date déterminée d'avance, soit durant une certaine période de temps dans l'avenir.



**TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario**  
**Chiffres provisoires au 31 mars 2000**

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>Dette contractée aux fins de la province</b>						
<b>(A) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>						
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS</b>						
<b>Au ministre des Finances du Canada</b>						
<b>Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1981	RPC	12,50-13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	RPC	13,66-16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	RPC	12,01-16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	RPC	10,92-12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	RPC	12,08-14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	RPC	10,58-12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	RPC	9,36-10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	RPC	10,79	42 300 000	42 300 000	
2012	1992	RPC	9,81-10,04	987 249 000	987 249 000	
2013	1993	RPC	9,17-9,45	700 137 000	700 137 000	
2019	1999	RPC	5,81-5,84	45 270 000	45 270 000	
2020	1999	RPC	5,5-6,91	869 889 000	<u>869 889 000</u>	
					<u>8 967 004 000</u>	(5)
<b>À la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1981-1991	CRE	11,05-11,10	717 238 319	717 238 319	
2002	1977-1991	CRE	9,54-10,11	492 524 321	492 524 321	
2003	1978-1991	CRE	9,82-10,53	655 570 855	655 570 855	
2004	1982-1984	CRE	12,08-13,34	900 000 000	900 000 000	
2005	1984-1991	CRE	12,60-13,27	821 000 000	821 000 000	
2006	1985-1991	CRE	11,07-14,40	1 070 000 000	1 070 000 000	
2007	1985-1991	CRE	10,26-13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1991	CRE	10,15-15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1991	CRE	10,98-11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	
2010	1986-1991	CRE	10,22-11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	CRE	10,11-10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988-1991	CRE	10,68-11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989-1991	CRE	11,06-11,31	625 000 000	<u>625 000 000</u>	
					<u>12 252 333 495</u>	(1)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>Au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1996	RREMO	9,10	52 494 948	52 494 948	
2002	1996	RREMO	7,85	67 500 000	67 500 000	
2003	1996	RREMO	8,02-10,28	235 259 824	235 259 824	
2004	1996	RREMO	9,45	163 695 000	163 695 000	
2007	1996	RREMO	9,77	102 675 000	<u>102 675 000</u>	
					<u>621 624 772</u>	(1)(38)
<b>À la Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1996	CRCAAT	9,10	5 105 052	5 105 052	
2002	1996	CRCAAT	7,85	7 500 000	7 500 000	
2003	1996	CRCAAT	8,02-10,28	30 540 176	30 540 176	
2004	1996	CRCAAT	9,45	24 255 000	24 255 000	
2007	1996	CRCAAT	9,77	18 625 000	<u>18 625 000</u>	
					<u>86 025 228</u>	(1)(38)
<b>Au Régime de retraite de Ryerson :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1995	RRR	13,40	586 257	586 257	
2002	1995	RRR	16,95	732 095	732 095	
2003	1995	RRR	14,65	926 036	926 036	
2004	1995	RRR	12,78	1 081 061	1 081 061	
2005	1995	RRR	13,33	1 229 597	1 229 597	
2006	1995	RRR	11,16	1 464 199	1 464 199	
2007	1995	RRR	9,64	1 618 485	<u>1 618 485</u>	
					<u>7 637 730</u>	(1)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2000-2003	1971 - 1978	SCHL	5,375	688 415	128 632	
2000-2004	1974 - 1975	SCHL	5,125-7,875	1 296 489	337 633	
2000-2005	1971 - 1975	SCHL	5,125-8,625	2 754 646	910 719	
2000-2006	1973 - 1976	SCHL	5,125-10,375	2 200 837	1 005 637	
2000-2007	1974 - 1977	SCHL	5,375-10,375	6 049 712	3 111 119	
2000-2010	1970-1975	SCHL	5,75-8,875	4 312 601	2 088 375	
2000-2011	1971 - 1976	SCHL	5,375-8,25	5 876 136	3 520 638	
2000-2012	1972	SCHL	6,875-8,25	7 281 714	4 493 427	
2000-2013	1973	SCHL	7,25-8,25	1 252 053	825 499	
2000-2014	1974	SCHL	6,125-8,25	19 734 125	13 252 363	
2000-2015	1975	SCHL	7,50-10,375	11 488 523	8 152 187	
2000-2016	1976	SCHL	5,375-10,75	22 775 312	17 142 256	
2000-2017	1977	SCHL	7,625-10,75	15 797 368	12 577 291	
2000-2018	1977 - 1978	SCHL	7,625-13,00	38 133 367	31 917 258	
2000-2019	1977 - 1980	SCHL	7,625-15,25	41 958 001	36 060 576	
2000-2020	1978 - 1980	SCHL	7,625-15,75	65 976 661	57 495 055	
2000-2021	1981	SCHL	9,50-15,75	30 946 135	27 507 047	
2000-2022	1982	SCHL	9,75-15,75	1 177 064	1 079 591	
					<u>221 605 303</u>	(7)
<b>À la Société canadienne d'hypothèques et de logement - dette aux termes de l'article 40 :</b>						
2002	1982	SCHL	7,099	36 967 243	6 399 310	
					<u>6 399 310</u>	(7)
<b>Total de la dette envers la SCHL</b>					<u>228 004 615</u>	(2)
<b>À la Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1997	CRF	10,04-11,61	75 635 207	37 817 604	
2002	1997	CRF	10,10-13,48	101 778 265	101 778 265	
2003	1997	CRF	9,81-17,11	128 554 996	128 554 996	
2004	1997	CRF	9,50-14,81	134 530 331	134 530 331	
2005	1997	CRF	9,82-12,89	160 431 479	160 431 479	
2006	1997	CRF	11,05-13,48	172 212 515	172 212 515	
2007	1997	CRF	11,16-13,47	188 766 466	188 766 466	
2008	1997	CRF	15,38-15,51	218 362 903	218 362 903	
2009	1997	CRF	12,79-12,89	264 512 886	264 512 886	
2010	1997	CRF	12,88-13,02	273 669 452	273 669 452	
2011	1997	CRF	13,33-13,48	282 994 558	282 994 558	
2012	1997	CRF	11,55-11,67	336 229 108	336 229 108	
2013	1997	CRF	10,38-10,40	374 479 804	374 479 804	
2014	1997	CRF	11,10-11,19	409 677 031	409 677 031	
2015	1997	CRF	11,19-11,31	450 938 707	450 938 707	
					<u>3 534 956 105</u>	(1)(23)(65)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>À la Classe de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2001	1997	CR-SEFPO	10,04-11,61	35 930 854	17 965 427	
2002	1997	CR-SEFPO	10,10-13,48	48 350 235	48 350 235	
2003	1997	CR-SEFPO	9,81-17,11	61 070 644	61 070 644	
2004	1997	CR-SEFPO	9,50-14,81	63 909 254	63 909 254	
2005	1997	CR-SEFPO	9,82-12,89	76 213 714	76 213 714	
2006	1997	CR-SEFPO	11,05-13,48	81 810 350	81 810 350	
2007	1997	CR-SEFPO	11,16-13,47	89 674 381	89 674 381	
2008	1997	CR-SEFPO	15,38-15,51	103 734 305	103 734 305	
2009	1997	CR-SEFPO	12,79-12,89	125 658 067	125 658 067	
2010	1997	CR-SEFPO	12,88-13,02	130 007 936	130 007 936	
2011	1997	CR-SEFPO	13,33-13,48	134 437 870	134 437 870	
2012	1997	CR-SEFPO	11,55-11,67	159 727 189	159 727 189	
2013	1997	CR-SEFPO	10,36-10,40	177 898 359	177 898 359	
2014	1997	CR-SEFPO	11,10-11,19	194 618 964	194 618 964	
2015	1997	CR-SEFPO	11,19-11,31	214 220 513	214 220 513	
					<u>1 679 297 208</u>	(1)(23)(65)
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS</b>					<u><b>27 376 883 153</b></u>	

## (A) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

10 janv. 2001	10 janv. 1991	GH	10,875	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
12 déc. 2001	12 août 1991	GS	10,50	600 000 000	600 000 000	(1)
22 avr. 2003	29 déc. 1992	HG	8,75	750 000 000	750 000 000	(1)
13 juill. 2003	13 janv. 2000	NB	Flottant	100 000 000	100 000 000	(8)
16 sept. 2003	16 sept. 1998	MA	Flottant	100 000 000	100 000 000	(1)(73)
2 juin 2004	8 févr. 2000	MG	4,875	100 000 000	100 000 000	(1)
30 juin 2004	21 mai 1999	MM	5,40	100 000 000	100 000 000	(28)
14 juill. 2004	14 juill. 1999	MQ	6,15	60 000 000	60 000 000	(31)
15 sept. 2004	21 juin 1994	HU	9,00	1 450 000 000	1 450 000 000	(1)
2 déc. 2004	28 oct. 1999	MV	6,40	107 000 000	107 000 000	(34)
8 mars 2005	10 déc. 1999	MZ	6,25	500 000 000	500 000 000	(1)
13 mai 2005	13 mai 1999	ML	5,85	50 000 000	50 000 000	(44)
12 oct. 2005	12 oct. 1995	JR	8,95	65 000 000	65 000 000	(45)
1 <sup>er</sup> déc. 2005	13 sept. 1995	JP	8,25	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
1 <sup>er</sup> févr. 2006	1 <sup>er</sup> févr. 1999	MJ	5,00	90 000 000	90 000 000	(1)
20 févr. 2006	20 févr. 1996	JZ	0,00-17,25	107 000 000	107 000 000	(1)(40)
24 juill. 2006	24 juill. 1996	KE	7,75	600 000 000	600 000 000	(1)
12 janv. 2007	12 janv. 1995	JF	9,50	200 000 000	200 000 000	(1)(21)

TABLEAU II. Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)</b>						
27 juin 2007	27 juin 1997	LB	7,20	100 000 000	100 000 000	(68)
12 sept. 2007	12 sept. 1997	LE	6,125	1 000 000 000	985 000 000	(1)(98)
10 déc. 2007	10 déc. 1997	LH	5,875	125 000 000	125 000 000	(1)(81)
3 juin 2008	28 mai 1999	MN	4,82	50 000 000	50 000 000	(46)
15 juill. 2008	6 févr. 1998	LM	5,50	75 000 000	75 000 000	(70)
4 sept. 2008	4 sept. 1998	LW	6,30	50 000 000	50 000 000	(86)
19 oct. 2008	19 août 1999	MS	4,888	50 000 000	50 000 000	(58)
1 <sup>er</sup> déc. 2008	24 nov. 1998	LZ	5,70	1 500 000 000	1 500 000 000	(1)(96)
19 déc. 2008	28 juin 1999	MP	5,75-6,00	50 000 000	50 000 000	(60)
1 <sup>er</sup> avr. 2009	9 avr. 1998	LR	6,15	205 000 000	205 000 000	(87)
27 juill. 2009	27 juill. 1999	MR	4,82	40 000 000	40 000 000	(25)
4 sept. 2009	4 sept. 1997	LD	6,00-7,625	75 000 000	75 000 000	(71)
10 oct. 2009	10 oct. 1997	LG	5,875-7,00	50 000 000	50 000 000	(72)
13 nov. 2009	13 nov. 1998	MD	5,40-6,10	47 000 000	47 000 000	(88)
19 nov. 2009	16 nov. 1999	MU	6,20	500 000 000	500 000 000	(1)
2 mars 2010	2 mars 1998	LP	6,15	60 000 000	60 000 000	(82)
22 sept. 2011	22 sept. 1999	MT	6,10-7,125	40 000 000	40 000 000	(49)
4 sept. 2020	4 sept. 1998	LY	6,30	50 000 000	50 000 000	(89)
13 juill. 2022	13 juill. 1992	HC	9,50	1 850 000 000	1 850 000 000	(1)
8 sept. 2023	8 sept. 1993	HP	8,10	1 350 000 000	1 350 000 000	(1)
2 juin 2025	20 déc. 1994	JE	9,50	500 000 000	500 000 000	(1)
2 déc. 2025	5 oct. 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
6 févr. 2026	6 févr. 1996	JY	8,00	50 000 000	12 500 000	(1)(93)
2 juin 2026	21 déc. 1995	JU	8,00	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
2 déc. 2026	2 déc. 1996	KL	4,35-7,04	162 000 000	26 000 000	(48)
2 déc. 2026	13 févr. 1997	KR	8,00	425 000 000	425 000 000	(1)
2 déc. 2026	20 janv. 1999	MH	7,00	124 584 000	124 584 000	(1)(90)
3 févr. 2027	3 août 1997	KN	7,50	300 000 000	81 011 000	(74)
3 févr. 2027	3 août 1997	KT	6,95	200 000 000	40 295 000	(75)
3 févr. 2027	7 avr. 1997	KY	7,50	68 000 000	19 549 000	(1)
3 févr. 2027	4 déc. 1998	LA	7,50	50 000 000	50 000 000	(1)
4 févr. 2027	4 févr. 1998	KQ	7,375	125 000 000	990 000	(76)
2 juin 2027	17 oct. 1996	KJ	7,60	4 117 200 000	4 117 200 000	(1)(77)
25 août 2028	25 févr. 1998	LQ	6,25	645 243 000	645 243 000	(1)
8 mars 2029	8 janv. 1998	LK	6,50	4 000 000 000	4 000 000 000	(1)
13 janv. 2031	8 sept. 1995	JN	9,50	125 000 000	125 000 000	(1)
2 juin 2031	22 mars 2000	NF	6,20	500 000 000	500 000 000	(1)
3 nov. 2034	3 nov. 1994	HY	9,75	280 000 000	280 000 000	(1)
10 janv. 1995 au						
10 janv. 2035	30 nov. 1994	HZ	9,4688	189 616 626	74 476 154	(1)(24)
10 janv. 2035	30 nov. 1994	JA	9,4688	24 766 559	24 766 559	(1)(24)
10 janv. 2035	30 nov. 1994	JB	9,4688	8 482 324	8 482 324	(1)(24)
10 janv. 2035	30 nov. 1994	JC	9,4688	4 764 354	4 764 354	(1)(24)
10 janv. 2035	30 nov. 1994	JD	9,4688	3 171 134	3 171 134	(1)(24)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
8 févr. 2035	8 févr. 1995	JJ	9,875	73 000 000	73 000 000	-19
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	211 000 000	211 000 000	(1)
20 juin 2038	16 sept. 1996	KG	8,10	120 000 000	120 000 000	(1)
13 juill. 2038	29 juill 1998	LS	5,75	50 000 000	50 000 000	(1)
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	100 000 000	(91)
13 juill. 2039	2 févr. 1999	MK	5,65	250 000 000	250 000 000	(1)(37)
2 déc. 2039	25 févr. 2000	NE	5,70	100 000 000	100 000 000	(1)(94)
10 janv. 2045	25 mai 1995	JL	8,39	35 531 176	35 531 176	(1)(41)
1 <sup>er</sup> mars 2045	1 <sup>er</sup> mars 1995	JK	9,50	150 000 000	150 000 000	(20)
					<u>28 433 563 701</u>	

**OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**

1 <sup>er</sup> mars 2000	1 <sup>er</sup> mars 1995	Annuel	Variable	789 297 500	51 383 600	(29)
1 <sup>er</sup> mars 2000	1 <sup>er</sup> mars 1995	Composé	Variable	817 902 500	65 125 500	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	Fixe	281 498 800	287 365 200	(6)(30)(62)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	Fixe	168 756 600	160 093 600	(30)(62)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur	279 338 000	273 512 800	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur	337 518 000	297 703 600	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	219 990 000	44 853 100	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	194 579 100	49 837 900	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	Fixe	101 725 500	103 999 800	(6)(30)(62)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	Fixe	78 706 000	75 892 400	(30)(62)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	Fixe	160 184 700	161 200 000	(6)(30)(62)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	Fixe	148 829 300	147 566 200	(30)(62)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur	439 199 300	375 496 700	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur	404 053 600	341 729 400	(62)(92)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur	447 763 300	448 230 600	(6)(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur	451 525 200	386 502 100	(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	107 533 500	29 233 600	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	80 484 400	21 664 900	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur	350 043 000	282 754 300	(62)(97)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur	386 322 100	313 666 200	(62)(97)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	495 453 600	243 186 400	(62)(81)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	435 985 400	215 568 800	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	556 662 200	346 094 900	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	447 350 800	303 336 400	(62)(81)
					<u>5 025 998 000</u>	(1)

TOTAL PAYABLE EN DOLLARS CANADIENS ..... 33 459 561 701\*

\* Exclusion faite des bons du Trésor de l'Ontario d'une valeur de 3 002 000 000 \$ (voir page 137).



TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>(B) PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS CANADIENS</b>						
11 mars 2003	11 mars 1993	HK	8,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
8 déc. 2003	20 juill. 1993	HM	7,75	1 250 000 000	1 250 000 000	
24 janv. 2005	24 janv. 2000	NC	Flottant	500 000 000	500 000 000	(50)
19 janv. 2006	19 janv. 1996	JV	7,50	1 250 000 000	1 240 000 000	(98)
7 févr. 2024	7 févr. 1994	HS	7,50	1 250 000 000	<u>1 250 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS CANADIENS .....					<u>5 740 000 000</u>	(1)
<b>(C) PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS</b>						
5 avr. 2001	22 févr. 1996	JW	6,23	510 125 000	510 125 000	(42)
29 oct. 2001	29 oct. 1991	GX	9,75	750 000 000	750 000 000	
6 nov. 2001	6 nov. 1998	MC	5,00	100 000 000	100 000 000	
27 nov. 2003	27 nov. 1998	ME	5,00	250 000 000	250 000 000	
27 sept. 2005	27 sept. 1993	HQ	7,25	500 000 000	500 000 000	
1 <sup>er</sup> déc. 2005	1 <sup>er</sup> déc. 1999	EMTN045	6,50	250 000 000	250 000 000	
27 janv. 2009	27 janv. 1999	EMTN042	5,00	250 000 000	250 000 000	
13 juill. 2034	13 juill. 1994	EMTN005	9,40	300 000 000	<u>300 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS .....					<u>2 910 125 000</u>	(1)
<b>(D) PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS</b>						
18 févr. 2013	18 févr. 1993	HJ	9,24	250 000 000	250 000 000	
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS .....					<u>250 000 000</u>	(1)
<b>(E) PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>						
17 oct. 2001	17 oct. 1991	GY	8,00	750 000 000	<u>750 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS .....					<u>750 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,18125 \$ .....					<u>885 937 495</u>	(10)
<b>(F) PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>						
28 juin 2000	28 juin 1993	HL	6,125	2 000 000 000	2 000 000 000	
4 juin 2002	4 juin 1992	HB	7,75	2 000 000 000	2 000 000 000	
27 janv. 2003	27 janv. 1993	HH	7,375	3 000 000 000	3 000 000 000	
22 juin 2004	22 juin 1994	HV	7,625	1 000 000 000	1 000 000 000	
4 août 2005	4 août 1995	JM	7,00	1 000 000 000	1 000 000 000	
21 févr. 2006	21 févr. 1996	KA	6,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
1 <sup>er</sup> oct. 2006	1 <sup>er</sup> oct. 1998	MB	5,50	1 000 000 000	<u>1 000 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS AMÉRICAINS .....					<u>11 500 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,31803 \$ .....					<u>15 157 357 500</u>	(43)



TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>(G) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>						
24 avr. 2005	24 avr. 1995	DMTN1	Flottant	100 000 000	100 000 000	
1 <sup>er</sup> mai 2005	1 <sup>er</sup> mai 1995	DMTN2	Flottant	100 000 000	100 000 000	
9 mai 2005	9 mai 1995	DMTN3	Flottant	100 000 000	100 000 000	
16 mai 2005	16 mai 1995	DMTN4	Flottant	100 000 000	<u>100 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS .....					<u>400 000 000</u>	(35)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,36625 \$ .....					<u>546 500 000</u>	(9)
<b>(H) PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>						
7 nov. 2000	7 nov. 1995	EMTN18	5,75	200 000 000	200 000 000	
28 févr. 2001	28 févr. 1991	GL	8,50	600 000 000	<u>600 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS .....					<u>800 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,20334 \$ .....					<u>962 672 278</u>	(11)
<b>(I) PAYABLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>						
17 juill. 2001	17 juill. 1997	LC	3,25	285 714 000	<u>285 714 000</u>	(78)
TOTAL PAYABLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS .....					<u>285 714 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,25980 \$ .....					<u>359 942 263</u>	(85)
<b>(J) PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS</b>						
28 janv. 2003	28 janv. 1993	YL001	5,50	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
24 mars 2003	22 mars 1993	YL002	4,80	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 août 2003	25 août 1993	YL003	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(4)
22 sept. 2003	22 sept. 1993	YL004	5,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
6 juill. 2004	6 juill. 1994	YL005	4,40	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
21 juill. 2004	21 juill. 1994	YL006	4,53	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
28 juill. 2004	27 juill. 1994	YL007	4,55	7 000 000 000	7 000 000 000	(22)
8 sept. 2004	7 sept. 1994	YL008	4,71	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 oct. 2004	25 oct. 1994	YL009	5,00	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
20 déc. 2004	20 déc. 1994	YL010	4,80	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)
31 août 2005	31 août 1995	YL011	3,10	25 000 000 000	25 000 000 000	(1)
16 mars 2007	18 mars 1997	KU	3,10	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)(54)
16 mars 2007	18 mars 1997	KV	3,25	15 000 000 000	15 000 000 000	(1)(55)
18 juill. 2007	18 juill. 1997	YL012	2,615	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
31 août 2008	28 août 1998	YL013	2,06	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(39)
12 nov. 2009	12 nov. 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	<u>10 000 000 000</u>	(1)
TOTAL PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS .....					<u>161 000 000 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,01314 \$ .....					<u>2 115 363 386</u>	(14)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>(K) PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN YENS JAPONAIS</b>						
25 janv. 2010	13 janv. 2000	ND	1,875	25 000 000 000	<u>25 000 000 000</u>	(39)
TOTAL PAYABLE EN YENS JAPONAIS .....					<u>25 000 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,01416 \$ .....					<u>354 000 000</u>	
<b>(L) PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS</b>						
5 juill. 2000	5 juill. 1996	EMTN019	2,05	5 000 000 000	5 000 000 000	
19 sept. 2000	19 sept. 1996	EMTN023	Flottant	5 000 000 000	5 000 000 000	(56)
26 sept. 2000	26 sept. 1996	EMTN024	Flottant	5 000 000 000	5 000 000 000	(56)
20 juin 2001	11 juill. 1994	HW	4,40	100 000 000 000	100 000 000 000	
12 juill. 2001	12 juill. 1994	EMTN006	3,90	5 000 000 000	5 000 000 000	(32)
10 nov. 2001	10 nov. 1994	EMTN012	4,75	3 000 000 000	3 000 000 000	
15 mars 2005	15 mars 1995	EMTN015	6,00	2 000 000 000	2 000 000 000	(33)
8 sept. 2005	23 mars 1998	EMTN037	6,21	10 000 000 000	10 000 000 000	
19 sept. 2005	4 sept. 1998	EMTN038	6,205	10 000 000 000	10 000 000 000	
29 août 2006	29 août 1996	EMTN021	4,28	10 000 000 000	10 000 000 000	(57)
26 mars 2007	3 avr. 1997	EMTN033	3,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(47)
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN034	3,58	10 000 000 000	10 000 000 000	(79)
25 févr. 2008	25 févr. 1998	EMTN036	2,60	7 100 000 000	7 100 000 000	(80)
16 juill. 2009	16 juill. 1999	EMTM044	2,221	5 000 000 000	5 000 000 000	
19 nov. 2009	24 nov. 1999	EMTN046	2,00	10 000 000 000	<u>10 000 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS .....					<u>197 100 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,01500 \$ .....					<u>2 956 985 913</u>	(15)
<b>(M) PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS</b>						
15 oct. 2001	15 oct. 1996	EMTN025	5,00	125 000 000	<u>125 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS .....					<u>125 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,09189 \$ .....					<u>136 486 250</u>	(18)
<b>(N) PAYABLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS</b>						
15 févr. 2001	15 févr. 1996	JX	5,00	500 000 000	500 000 000	
13 janv. 2004	13 janv. 1994	HR	6,25	1 500 000 000	<u>1 439 150 000</u>	(3)
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS .....					<u>1 939 150 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,89250 \$ .....					<u>1 716 029 291</u>	(16)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>(O) PAYABLE EN EUROPE EN EUROS</b>						
17 févr. 2006	17 févr. 1999	EMTN043	3,50	27 000 000	<u>27 000 000</u>	(1)
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN EUROS .....					<u>27 000 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,6890 \$ .....					<u>45 603 000</u>	(27)
<b>(P) PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS</b>						
29 juill. 2006	29 juill. 1996	KD	6,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
21 juill. 2009	21 juill. 1997	EMTN035	5,875	3 000 000 000	<u>3 000 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS .....					<u>6 000 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,28491 \$ .....					<u>1 709 459 932</u>	(53)
<b>(Q) PAYABLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECQUES</b>						
19 juin 2001	19 juin 1998	EMTN040	Flottant	10 000 000 000	<u>10 000 000 000</u>	(36)
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECQUES .....					<u>10 000 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,004903 \$ .....					<u>49 031 053</u>	(59)
<b>(R) PAYABLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS</b>						
27 sept. 2004	27 sept. 1994	HX	7,75	500 000 000	<u>400 000 000</u>	(26)
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS .....					<u>400 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,77542 \$ .....					<u>310 168 000</u>	(17)
<b>(S) PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS</b>						
3 déc. 2008	3 déc. 1998	MF	6,25	250 000 000	<u>250 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS .....					<u>250 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,82770 \$ .....					<u>206 925 000</u>	(69)
<b>(T) PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES</b>						
29 déc. 2004	13 sept. 1996	EMTN022	7,00	300 000 000	<u>300 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES .....					<u>300 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 0,21235 \$ .....					<u>63 704 048</u>	(61)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>(U) PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING</b>						
15 sept. 2000	15 sept. 1993	HN	6,875	255 000 000	255 000 000	
14 févr. 2001	14 févr. 1991	GK	11,125	100 000 000	100 000 000	
30 juill. 2002	30 juill. 1992	HD	9,375	200 000 000	200 000 000	
10 juin 2004	10 juin 1998	EMTN039	6,375	200 000 000	<u>200 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING .....					<u>755 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 2,18238 \$ .....					<u>1 647 700 000</u>	(12)
<b>(V) PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES</b>						
29 juin 2001	29 mars 1996	KB	4,00	250 000 000	250 000 000	
27 janv. 2003	27 janv. 1993	HF	6,25	400 000 000	400 000 000	
7 juill. 2003	7 juill. 1998	EMTN041	2,50	250 000 000	<u>250 000 000</u>	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES .....					<u>900 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,07645 \$ .....					<u>968 804 139</u>	(13)
<b>BONS DU TRÉSOR .....</b>					<u>3 002 000 000</u>	(84)
<b>EFFETS COMMERCIAUX AMÉRICAINS .....</b>					<u>268 000 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,47625 \$ .....					<u>395 636 205</u>	(91)
<b>TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>						
<b>PAR LA PROVINCE À SES PROPRES FINS .....</b>					<u>75 949 992 454</u>	
<b>TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE</b>						
<b>À SES PROPRES FINS .....</b>					<u>103 326 875 607</u>	

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission originale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE PAR LES ORGANISMES DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>						
<b>(A) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>						
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS</b>						
<b>Au ministre des Finances du Canada</b>						
<b>Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2009	1989	RPC	9,15-10,31	310 439 000	310 439 000	
2010	1990	RPC	9,78-11,33	925 157 000	925 157 000	
2011	1991	RPC	9,81-10,04	91 630 000	91 630 000	
2012	1992	RPC	9,00-9,45	75 135 000	<u>75 135 000</u>	
					<u>1 402 361 000</u>	(5)
<b>À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :</b>						
Exercice prenant fin le 31 mars						
2003	s.o.	SCHL	5,125-7,98		9 434	
2004	s.o.	SCHL	5,2068-7,98		37 371	
2005	s.o.	SCHL	5,125-7,98		29 751	
2006	s.o.	SCHL	4,25-7,98		77 589	
2007	s.o.	SCHL	4,6739-7,98		332 466	
2008	s.o.	SCHL	5,875-7,98		244 329	
2009	s.o.	SCHL	5,375-7,98		193 077	
2010	s.o.	SCHL	6,4598-7,98		941 260	
2011	s.o.	SCHL	6,4159-7,98		8 338 924	
2012	s.o.	SCHL	5,2994-7,98		424 325	
2013	s.o.	SCHL	5,375-7,98		6 229 101	
2014	s.o.	SCHL	5,6206-7,98		18 662 371	
2015	s.o.	SCHL	5,822-7,98		17 039 434	
2016	s.o.	SCHL	6,1388-7,98		45 872 200	
2017	s.o.	SCHL	6,2491-7,98		70 784 246	
2018	s.o.	SCHL	7,1327-7,98		57 869 185	
2019	s.o.	SCHL	5,875-7,98		61 936 259	
2020	s.o.	SCHL	6,25-7,98		198 326 379	
2021	s.o.	SCHL	5,75-7,98		106 539 027	
2022	s.o.	SCHL	6,089-8,25		105 091 725	
2023	s.o.	SCHL	6,089-7,98		80 559 428	
2024	s.o.	SCHL	6,089-7,98		69 346 134	
2025	s.o.	SCHL	6,089-7,98		55 296 275	
2026	s.o.	SCHL	6,089-7,98		24 257 547	
2027	s.o.	SCHL	6,089		23 538 784	
2028	s.o.	SCHL	6,089		<u>3 564 444</u>	
					<u>955 541 062</u>	(7)

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>(A) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>						
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>						
2000-2002	s.o.	Diverses hypothèques	Divers		16 835 733	
<b>(B) PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>						
1 <sup>er</sup> juill. 2006	31 mars 1994	Financement garanti	7,261-7,395	311 866 966	317 091 985	
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS .....					317 091 985	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,39392 \$ .....					442 003 950	
<b>TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LES ORGANISMES DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUX FINS DE LA PROVINCE .....</b>						<b>2 816 741 745</b>
<b>TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE ET LES ORGANISMES DE SERVICE GOUVERNEMENTAUX .....</b>						<b>106 143 617 352</b> (83)
<b>AUTRE DETTE</b>						
CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO .....					2 759 830 874	
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF .....					1 513 285 966	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT .....					8 885 000 000	
<b>TOTAL - AUTRE DETTE</b>					<b>13 158 116 840</b>	

TABLEAU II - Annexe de la dette non remboursée contractée par la province de l'Ontario (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Séries	Taux d'intérêt	Émission initiale	En circulation	Références
			%	\$	\$	
<b>Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)*</b>						
<b>(A) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>						
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS</b>						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	RPC	11,61-13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	RPC	14,81-17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	RPC	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	RPC	9,13-9,72	302 278 000	302 278 000	
2009	1989	RPC	9,62-10,31	675 756 000	675 756 000	
2010	1990	RPC	9,61-10,31	650 712 000	<u>650 712 000</u>	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS .....					<u>2 747 746 000</u>	(5)
<b>(B) PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>						
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>						
27 nov. 2003	17 juin 1999	HC-ME	5,00	350 000 000	350 000 000	
2 juin 2004	9 déc. 1998	HC-MG	4,875	2 000 000 000	2 000 000 000	(52)
25 août 2008	13 avr. 1999	HC-LQ	6,25	78 600 000	78 600 000	
1 <sup>er</sup> déc. 2008	22 janv. 1999	HC-LZ	5,70	500 000 000	500 000 000	
2 juin 2027	11 févr. 2000	HC-KJA	7,60	25 500 000	25 500 000	
2 juin 2031	24 févr. 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	<u>500 000 000</u>	(51)
					<u>3 454 100 000</u>	
<b>BONS DU TRÉSOR</b>					2 661 000 000	
<b>EFFETS COMMERCIAUX AMÉRICAINS</b> .....					<u>507 500 000</u>	
<b>ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS</b>						
AU TAUX DE CHANGE DE 1,4535 \$ .....					<u>737 651 250</u>	
<b>PRÊT À TERME DE LA PROVINCE À LA SFIEO</b> .....					<u>47 000 000</u>	
<b>TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)</b>						
(NE FIGURANT PAS AU TABLEAU II(C), CALENDRIER D'ÉCHÉANCES DE LA DETTE) .....						
					<u>9 647 497 250</u>	

\* Cette dette est compensée par des obligations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) portant des modalités semblables aux obligations de l'Ontario. En vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité de l'Ontario, la SFIEO a été établie le 1<sup>er</sup> avril 1999 afin de poursuivre les activités d'Ontario Hydro.



**Références :**

1. Non remboursables.
2. Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement assumée par le ministère des Finances à la dissolution de la Société immobilière de l'Ontario.
3. Le 13 octobre 1999, la province a acheté 60,85 millions de dollars d'obligations de série HR afin de les annuler.
4. L'intérêt est fixé au taux TIOL de six mois pour les yens.
5. Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leur date d'émission respectives. Ils ne sont pas négociables, transférables ni cessibles, mais peuvent être remboursés en totalité ou en partie avant l'échéance si le ministre des Finances du Canada en décide ainsi, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis et la quantité de titres de l'Ontario devant être rachetés à tout moment doit être proportionnelle à la quantité de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario.
6. La valeur au pair des obligations non remboursées dépasse la valeur au pair des obligations émises en raison des conversions des obligations à intérêts composés en obligations à intérêts annuels.
7. Selon les modalités de ces débentures, un montant égal doit être versé chaque année jusqu'à l'échéance, ce versement consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis.
8. L'intérêt est fixé au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois.
9. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,36625. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,64 %.
10. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,18125. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 9,66 %.
11. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,20334. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 10,99 %.
12. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 2,18238. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,53 %.
13. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,07645. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,44 % sur 437 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 532 millions de dollars.
14. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01314. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,13 % sur 1 787 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 328 millions de dollars.
15. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01500. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,11 % sur 2 768 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 189 millions de dollars.
16. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en deutsche marks en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,89250. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,52 % sur 1 246 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 470 millions de dollars.
17. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en florins néerlandais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,77542. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,42 %.
18. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,09189. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
19. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 8 février 2007 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 15 juillet 2006 au 15 janvier 2007 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
20. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1<sup>er</sup> mars 2010 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> mars 1995 au 12 février 2010 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
21. Échangeables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré du porteur, pour des obligations d'un montant en capital équivalent de série JG, à 9,50 %, arrivant à échéance le 12 janvier 2035.
22. Remboursables en totalité, et non en partie, le 27 juillet 2001, au pair.
23. Selon les modalités de ces débentures, le capital doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux pendant l'année qui précède la date d'échéance.
24. Selon les modalités de ces débentures, des montants inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être

effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture sera de 2,3 millions de dollars.

25. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 27 juillet 2001 et jusqu'au 27 juillet 2009, date de l'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,75 % la première et la deuxième année, de 5,90 % la troisième et la quatrième année, de 6,00 % la cinquième et la sixième année, de 6,15 % la septième et la huitième année, de 6,25 % la neuvième année, et de 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,125 %.
26. Le 27 septembre 1999, la province a acheté 100 millions de dollars d'obligations de série HX afin de les annuler.
27. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,6890. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
28. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts sera effectué le 30 juin 2000, en plus du coupon semestriel régulier. Le porteur a la possibilité de changer un montant nominal de référence de cette obligation pour le même montant d'obligations de l'Ontario, à 4,875 %, arrivant à échéance le 2 juin 2004, avec renonciation de rendement de deux points de base. Le porteur peut exercer ce droit entre le 4 juillet 2000 et le 28 juillet 2000. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
29. La série 1995 des Obligations d'épargne de l'Ontario est venue à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2000. Le montant non remboursé au 31 mars 2000 représente les obligations dont on n'a pas encore demandé le remboursement.
30. Pour les séries 1997 et 1998 des Obligations d'épargne de l'Ontario, le taux d'intérêt a été établi à 5,25 % pour les trois années du terme. Pour la série 1999, le taux d'intérêt a été établi à 5,50 % pour le même terme.
31. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,085 %. La province a le droit de racheter les émissions après deux ans et demi (le 14 janvier 2002).
32. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 66 millions de dollars australiens au taux de 3,9 %.
33. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 27,2 millions de dollars australiens au taux de 6,0 %.
34. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré du porteur jusqu'au 10 novembre 2004. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 6,40 % pour les cinq premières années. Si elles sont prorogées jusqu'au 2 décembre 2014, date de l'échéance finale, le coupon passe au taux de 6,80 %.
35. L'intérêt est payable au taux TIOL de six mois pour le dollar américain + 0,0475 %.
36. L'intérêt est payable au taux TIO à Athènes de trois mois - 0,75 %.
37. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de la série MK ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 250 millions de dollars.
38. Les débentures originales payables au RREMO ont été remplacées à compter du 31 décembre 1995 par des débentures payables au RREMO et à la Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie, d'un montant de 741,6 millions de dollars et de 90,9 millions de dollars respectivement. Les modalités s'appliquant aux nouvelles débentures restent les mêmes.
39. Rachetables le 31 août 2000 au pair.
40. Aucun intérêt n'est payable pendant les cinq premières années, à la suite de quoi il est payable mensuellement à raison d'un taux annuel de 17,25 %.
41. Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Le versement final est fixé au 10 janvier 2045. Le total du capital et des intérêts à payer sur toute la durée de la débenture est de 1 325 millions de dollars.
42. Selon les modalités de ces débentures, un seul paiement en bloc sera effectué à l'échéance, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, au montant de 700 millions de dollars.
43. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,31803. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,09 %.
44. Cette obligation peut être remboursée le 13 mai 2003, au gré de la province. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,05 %.
45. Remboursables en totalité, et non en partie, le 12 octobre 2000, au pair.
46. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 3 juin 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires + 0,85 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 5,75 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,07 %.
47. L'intérêt est payable annuellement en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 103,2 millions de dollars australiens au taux de 3,2 %.
48. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts au montant de 6,5 millions de dollars sera effectué à l'échéance. L'intérêt est payable à 4,35 % pendant les sept premières années, puis à 7,04 % par la suite. Les débentures sont encaissables par anticipation en totalité, et non en partie, le 2 décembre 2003, au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 31 octobre au 12 novembre 2003 inclusivement. Cette décision est irrévocable et elle signifie automatiquement un abandon du paiement d'intérêts unique à l'échéance.

49. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 22 septembre 2001 et jusqu'au 22 septembre 2011, date de l'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,10 % de la première à la quatrième année, de 6,15 % la cinquième et la sixième années, de 6,20 % la septième et la huitième années, de 6,30 % la neuvième année, de 6,40 % la dixième année, de 6,75 % la onzième année et de 7,125 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,11 %.
50. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,63 %.
51. Cette émission est rétrocédée à la SFIED jusqu'au 2 juin 2010, après quoi elle sera assumée par la province jusqu'à échéance.
52. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série MG ont été rouvertes deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 000 millions de dollars.
53. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs français en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,28491. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,18 % sur 1 509 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 200 millions de dollars.
54. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 52,5 millions de dollars australiens au taux de 3,10 %.
55. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 120,8 millions de dollars américains au taux de 3,25 %.
56. L'intérêt est payable au taux TIOL de trois mois pour le yen + 0,1 %.
57. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 121,1 millions de dollars australiens au taux de 4,28 %.
58. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 19 octobre 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,84 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 6,29 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,08 %.
59. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en drachmes grecques en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,004903. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
60. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 19 décembre 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,82 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 6,29 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,07 % jusqu'à la date de rachat, puis en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,05 % pour les sept autres années.
61. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en couronnes norvégiennes en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,21235. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
62. Toutes les Obligations d'épargne de l'Ontario actuelles sont remboursables au gré du porteur le 21 juin ou le 21 décembre ou au décès du propriétaire réel. Les obligations de série 1999 ou subséquentes peuvent aussi être remboursées pendant les 14 jours civils suivant immédiatement le 21 juin ou le 21 décembre. Le ministre des Finances peut réviser le taux d'intérêt de temps à autre avant l'échéance.
63. Le taux d'intérêt est fixé à 4,50 % la première année. L'intérêt minimum est payable au taux de 5,75 % la deuxième année, 6,25 % la troisième année, 7,25 % la quatrième année, et 9,00 % la dernière année.
64. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 4,75 %, puis à partir du 21 décembre 1999, à 5,00 %.
65. En vertu de la Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province est tenue de procéder à une nouvelle répartition des débetures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (CR-SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, qui remplaçait l'entente de 1994. En vertu de cette entente, la nouvelle répartition des débetures a été achevée le 17 septembre 1997. Pour mener à bien cette répartition de l'actif, des débetures au montant de 3 745,8 millions de dollars ont été rachetées à la CRF et remplacées par des débetures au montant de 3 726,8 millions de dollars, tandis que 1 751,4 millions de dollars de débetures ont été rachetées à la CR-SEFPO, et remplacées par des débetures au montant de 1 770,4 millions de dollars.
66. Le taux d'intérêt est fixé à 3,00 % la première année. L'intérêt minimum est payable à 5,25 % la deuxième année, 6,00 % la troisième année, 6,50 % la quatrième année, 7,00 % la cinquième année, 7,50 % la sixième année et 8,00 % la dernière année.
67. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 3,25 %, puis à partir du 21 décembre 1999, à 5,00 %.
68. Remboursables par la province en totalité, et non en partie, le 27 juin 2001, au pair.
69. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,82770. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
70. Le 8 janvier 2001, l'investisseur aura le droit d'acheter un montant équivalent d'obligations à 6,25 % arrivant à échéance le 15 juillet 2028.

à un prix de 105,66 \$.

71. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province les 4 septembre 2000, 2003 et 2006 jusqu'à leur date d'échéance finale du 4 septembre 2009. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,00 % de la première à la troisième année, de 6,125 % de la quatrième à la sixième année, de 6,35 % de la septième à la neuvième année et de 7,625 % de la dixième à la douzième année.
72. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 10 octobre 1999 et jusqu'au 10 octobre 2009, à l'exception de la cinquième année. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,875 % la première et la deuxième années, de 6 % la troisième et la quatrième années, de 6,25 % la cinquième et la sixième années, de 6,375 % la septième et la huitième années, de 6,5 % la neuvième et la dixième années, et de 7 % la onzième et la douzième années.
73. L'intérêt est payable au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois - 0,05 %.
74. Le 5 octobre 1999, la province a acheté 43,934 millions de dollars d'obligations de série KN afin de les annuler.
75. Le 28 septembre 1999, la province a acheté 10,68 millions de dollars d'obligations de série KT afin de les annuler.
76. Le 5 octobre 1999, la province a acheté 27,34 millions de dollars d'obligations de série KQ afin de les annuler.
77. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série KJ ont été rouvertes deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 117 millions de dollars.
78. Le produit a été reçu en yens japonais. Le remboursement du capital est libellé en dollars américains à un taux de change de 105 yens au dollar américain. L'intérêt est payable en yens japonais, basé sur un montant nominal de référence de 30 000 millions de yens japonais au taux de 3,25 %.
79. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains, au taux de 3,58 % versé annuellement.
80. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains, au taux de 2,6 % versé semestriellement.
81. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 5,00 %, puis à partir du 21 décembre 1999, à 5,00 %.
82. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province le 2 mars 2000, et tous les six mois par la suite, à l'exception du 2 septembre 2002 et du 2 mars 2003. La date d'échéance finale est le 2 mars 2010. L'intérêt s'accumule à raison de 6,15 % semestriellement et est versé à la date d'échéance.
83. La dette totale contractée aux fins de la province, sur une base consolidée, comprend la dette à long terme de la Régie des transports en commun de la région de Toronto (Réseau GO) au montant de 442 millions de dollars et de la Société de logement de l'Ontario au montant de 2 296 millions de dollars.
84. Sont exclus des bons du Trésor les titres suivants : des bons de 203 millions de dollars que détient la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, de 60 millions de dollars que détient la Fondation Trillium et de 16 millions de dollars que détient la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, qui seront éliminés par la consolidation.
85. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,2596. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,17 %.
86. Du 1<sup>er</sup> août 2001 au 28 août 2001, ces obligations sont échangeables contre des obligations à 6,30 % venant à échéance le 4 septembre 2020.
87. Obligation rachetable le 1<sup>er</sup> avril 2003 au gré de la province.
88. L'échéance de cette obligation est prorogeable tous les six mois à compter du 13 novembre 2001 jusqu'au 13 novembre 2009, sauf entre mai 2002 et mai 2003.
89. Rachetables entre le 1<sup>er</sup> août 2001 et le 28 août 2001 pour remboursement au pair le 4 septembre 2008.
90. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts au montant de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 101 jours ou moins.
92. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 5,00 % la deuxième année, de 5,50 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année, et de 6,00 % la dernière année.
93. Le 22 septembre 1999, la province a acheté 37,5 millions de dollars d'obligations de série JY afin de les annuler.
94. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série NE ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 100 millions de dollars.
95. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série LK ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 000 millions de dollars.
96. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série LZ ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 500 millions de dollars.
97. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 5,00 % la deuxième année, de 5,50 % la troisième année, de 6,00 % la quatrième année, et de 6,25 % la dernière année.
98. Agricorp, un organisme de services gouvernementaux, détient des obligations de série LE et de série JV d'une valeur respective de 15 millions de dollars et de 10 millions de dollars. Selon la méthode de consolidation du CCSP, ces montants réduisent le solde non remboursé de chaque émission.



## **DOCUMENT BUDGÉTAIRE E**

**Plan pour l'économie de l'Ontario**

**Réduire les impôts, investir dans l'infrastructure et diminuer la dette**

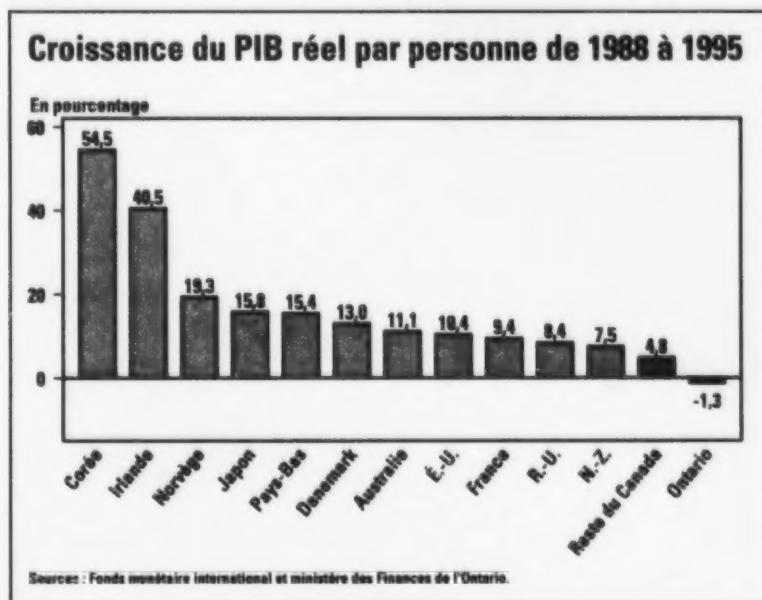




## ■ INTRODUCTION

L'Ontario est l'un des meilleurs endroits du monde où vivre, travailler, investir et élever une famille. Beaucoup de facteurs expliquent cette situation, notamment les collectivités sûres et cohésives, la grande qualité de l'air et de l'eau, un système d'éducation de calibre mondial et des soins de santé de première qualité et accessibles. Les revenus élevés qui ne cessent de croître jouent un rôle essentiel à cet égard.

Cependant, la période allant de 1988 à 1995 a été marquée par la sous-performance, tant au Canada qu'en Ontario. Beaucoup d'autres pays ont dépassé le Canada et l'Ontario en ce qui a trait à la croissance de la productivité et du revenu réel par habitant. En fait, la croissance du PIB réel par personne en Ontario pendant la période allant de 1988 à 1995 a été négative et parmi les plus faibles des pays de l'OCDE<sup>1</sup>.



Pour renverser cette tendance et faire en sorte que l'Ontario demeure l'un des meilleurs endroits du monde où vivre, travailler, investir et élever une famille, le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à adopter les mesures stratégiques suivantes :

- Réduire l'impôt sur le revenu des particuliers pour favoriser une demande intérieure soutenue et stimuler la créativité et le travail;
- Réduire l'impôt sur les sociétés pour attirer et retenir un investissement mondialement mobile;

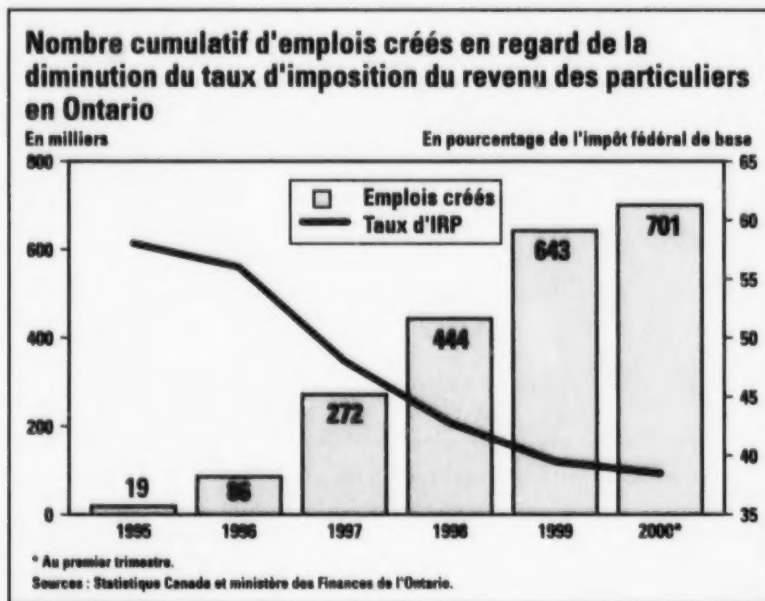


- Encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise chez les petits entrepreneurs, et attirer et retenir une main-d'oeuvre hautement qualifiée;
- Rebâtir et élargir l'infrastructure provinciale stratégique, notamment les routes, les écoles, les collèges, les universités et les hôpitaux;
- Rétablir l'équilibre financier et réduire le taux d'endettement provincial.

Le présent document passe en revue ces éléments de base.

## ■ RÉDUCTION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS, CRÉATION D'EMPLOIS ET HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ

L'économie ontarienne a créé 701 000 emplois depuis septembre 1995. Le taux de croissance de l'emploi en Ontario depuis cette date est presque 50 % plus élevé que dans le reste du Canada. Plus de la moitié des emplois nets créés dans le secteur privé au Canada l'ont été en Ontario. Ces données contrastent de façon marquée avec la situation qui existait pendant la première moitié de la décennie, alors que l'Ontario a perdu 89 000 emplois tandis que 320 000 emplois étaient créés dans le reste du Canada.



Ce revirement est surtout attribuable aux changements qu'a connus la politique fiscale de l'Ontario. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, les contribuables ontariens ont subi des hausses d'impôt beaucoup plus fortes que le reste de la population canadienne. Depuis 1995, grâce aux réductions d'impôt mises de l'avant par le gouvernement de l'Ontario, l'économie inspire de nouveau confiance et l'Ontario surpasse maintenant de beaucoup le reste du Canada sur le plan de la croissance.

Grâce aux réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers, les contribuables ont plus d'argent à leur disposition; ils dépensent donc davantage et ont plus envie de toucher des revenus. Contrairement à la situation qui prévalait au cours de la première moitié des années 1990, les revenus des Ontariennes et des Ontariens ont augmenté. Depuis que le gouvernement a commencé à réduire l'impôt sur le revenu des particuliers, le revenu réel disponible de l'Ontario a augmenté de 11,6 %, soit plus que le double de la hausse de 5,7 % qu'a affichée le reste du Canada.

Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers continueront de favoriser la croissance économique de l'Ontario, grâce à une augmentation de la demande et de l'offre. Les taux d'imposition plus faibles encouragent le travail et l'entrepreneuriat, ce qui se traduira par une économie plus dynamique et une croissance à long terme plus vigoureuse.

### **Réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers annoncées dans le budget de 2000**

- Le taux d'imposition inférieur de l'Ontario sera réduit de 5 % pour passer à 6,20 % le 1<sup>er</sup> juillet 2000.
- On propose de réduire le taux d'imposition intermédiaire pour le porter à 9,24 % du revenu imposable de l'Ontario le 1<sup>er</sup> juillet 2000.
- Il est proposé que les crédits d'impôt non remboursables soient augmentés en 2000.
- Le taux d'inclusion des gains en capital imposables aux fins de l'impôt sur le revenu de l'Ontario serait réduit et porté à 66 ⅔ % en 2000 et à 50 % d'ici 2004.
- La première tranche de 100 000 \$ des avantages imposables liés aux options d'achat d'actions désignées accordées par des entreprises de recherche-développement admissibles en Ontario, ainsi que les gains en capital qui en découlent seraient exemptés.

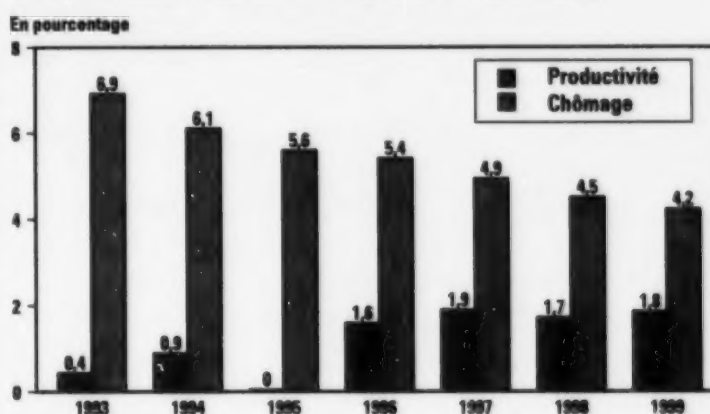
*Voir document budgétaire C intitulé Régime fiscal adapté aux besoins de l'Ontario – Un nouveau départ.*

Dans une économie où la demande globale est forte, la croissance à long terme est plus soutenue, parce qu'une forte demande incite les entreprises à faire de nouveaux investissements pour accroître leur capacité et renouveler leur technologie. Depuis quelques années, plus de 80 % de la croissance de l'Ontario procède d'une forte croissance de la demande intérieure, favorisée par les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers. Il en découle une augmentation de la productivité et une hausse des revenus des particuliers ontariens.

Le lien entre l'augmentation de la productivité, la croissance de l'emploi et la demande soutenue est évident aux États-Unis. Depuis 1997, année où le taux de chômage est descendu sous la barre de 5 %, les États-Unis connaissent la plus forte croissance de la productivité.

La demande élevée et la rareté relative de la main-d'oeuvre ont incité les entreprises à augmenter de façon significative leurs investissements, ce qui a haussé la productivité de façon considérable.

### Forte croissance de la productivité aux É.-U. suite à la baisse du taux de chômage



Source : U.S. Bureau of Labor Statistics.

## ■ LES RÉDUCTIONS DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS FAVORISENT LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE

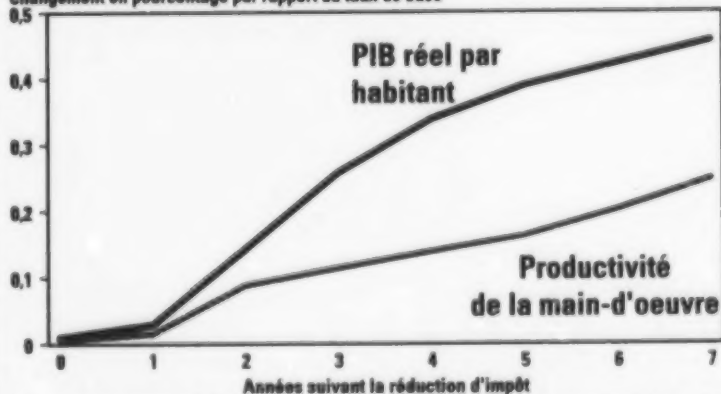
La Norvège, les Pays-Bas et le Danemark sont parmi les pays qui ont connu une augmentation beaucoup plus forte de leur PIB réel par habitant que le Canada au cours des années 1990. Dans ces trois pays, le fardeau fiscal (l'impôt exprimé en pourcentage du PIB) est plus lourd, mais le taux d'imposition des sociétés y est beaucoup plus faible, à 28 %, 35 % et 32 %, respectivement, par rapport à environ 45 % au Canada.

L'Irlande illustre aussi comment de saines politiques fiscales peuvent aider un petit pays à améliorer sa situation économique. Lorsque l'Irlande s'est jointe à l'Union européenne, elle était l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Entre 1986 et 1999, l'Irlande a diminué les taux d'imposition des particuliers et des sociétés de 11 et 22 points de pourcentage respectivement. Le fardeau fiscal exprimé en pourcentage du PIB en Irlande s'est allégé, passant à 32,8 %, et il est bien inférieur à la moyenne de l'Union européenne qui est de 41,5 %.

Les résultats de ces politiques en Irlande sont bien connus : le déficit gouvernemental a fait place à un excédent. Les recettes tirées de l'impôt sur les sociétés ont augmenté de plus de 300 % dans les années 1990. Depuis 1986, la production par personne en Irlande a plus que doublé et dépassait de 5 % la moyenne de l'Union européenne en 1998. Le taux de chômage, qui était de 17 % en 1986, est passé à moins de 6 %.

### Incidence d'une réduction\* de 10 % de l'impôt sur les sociétés sur la productivité de l'Ontario

Changement en pourcentage par rapport au taux de base



\* La réduction de l'impôt sur les sociétés annoncée dans le présent document se traduit par une réduction de 48 % du taux d'imposition général des sociétés d'ici 2000.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le graphique précédent montre l'incidence d'une réduction de 10 % du taux ontarien d'imposition des sociétés sur la productivité et le revenu résultant d'une hausse des investissements. Réduire le taux d'imposition des entreprises, c'est investir dans la croissance à long terme. Une telle réduction encourage les entreprises à accroître leurs investissements dans les biens d'équipement, ce qui augmente leur capacité.

Outre l'incidence macroéconomique positive sur les investissements, l'instauration d'une structure d'imposition des entreprises plus neutre est susceptible d'entraîner une hausse substantielle de l'efficacité économique. Comme le régime actuel prévoit un taux d'imposition plus élevé pour le secteur des services, l'économie canadienne ne met pas assez à profit ses ressources et ses capitaux dans ce secteur, lequel est une source de plus en plus importante d'emplois bien rémunérés dans les domaines de haute technologie. Une analyse microéconomique révèle que le régime actuel d'imposition des sociétés entraîne une diminution de l'efficacité équivalant à 15 % de l'impôt annuel sur les sociétés, en raison des différences entre les industries et les éléments d'actif, comparativement à un impôt n'ayant pas d'effets perturbateurs<sup>2</sup>.

La réduction de l'impôt sur les sociétés entraîne une utilisation plus efficace des ressources, ce qui accroît encore davantage la productivité. Une étude du C.D. Howe Institute estime qu'une réduction de 10 % du taux réel d'imposition du capital des sociétés pourrait accroître le revenu par habitant de 300 \$ par année. Une légère réduction du taux d'imposition réel et l'instauration d'un régime fiscal plus neutre pourraient hausser le revenu par habitant de 500 \$, soit de 2 000 \$ pour une famille de quatre<sup>3</sup>.

## ■ IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : OBJECTIF DE RÉDUCTION DE L'ONTARIO

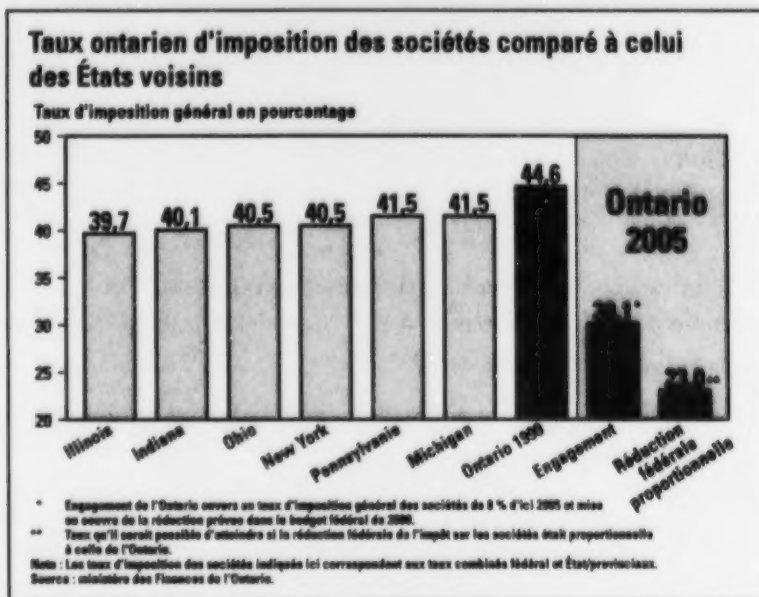
Le taux canadien d'imposition des sociétés n'est pas concurrentiel par rapport aux normes internationales. Au cours des dernières années, beaucoup de pays ont réduit le taux d'imposition des sociétés. Après que l'Allemagne aura mis en oeuvre une réduction de l'impôt sur les sociétés en 2001<sup>4</sup>, c'est au Canada que l'on retrouvera le taux général d'imposition des sociétés le plus élevé de tous les grands pays industrialisés.



L'impôt combiné fédéral-provincial payé par les sociétés est plus élevé en Ontario que dans les États américains avoisinants<sup>5</sup>. Cet écart est très important, car un grand nombre d'entreprises tiennent compte de ce facteur au moment de déterminer si elles investiront en Ontario ou dans ces États.

Le récent budget fédéral ramènera à environ 38 % le taux combiné fédéral-provincial d'imposition des sociétés en Ontario vers 2004. Ce taux demeure supérieur au taux moyen des pays de l'OCDE, qui est de 34 % en 2000, et les autres pays ne s'arrêtent pas là.





Dans le présent budget, le gouvernement de l'Ontario propose d'établir un taux d'imposition des sociétés unique et plus faible, qui s'établirait à 8 % et s'appliquerait à toutes les grandes entreprises. Lorsque les réductions de l'impôt sur les sociétés proposées par le gouvernement de l'Ontario auront été complètement mises en œuvre en 2005, le taux d'imposition combiné fédéral-provincial de l'Ontario, qui s'établira alors à 30,1 %, serait d'environ 10 points de pourcentage inférieur aux taux en vigueur à l'heure actuelle dans les États voisins. Cependant, l'Ontario ne peut agir seul. Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures plus dynamiques pour réduire l'impôt sur les sociétés. Il profitera grandement de l'activité économique supplémentaire qui résultera des réductions d'impôt de l'Ontario.

Si le gouvernement fédéral proposait une mesure semblable à celles qui sont présentées dans le présent budget, le taux combiné fédéral-provincial d'imposition des sociétés de l'Ontario se situerait à 23 % et serait parmi les plus bas du monde. La croissance future des revenus en Ontario et au Canada serait beaucoup plus forte en raison de l'augmentation des investissements et de la productivité. L'Ontario défie donc le gouvernement fédéral d'offrir des réductions équivalentes à celles de l'Ontario et de faire de cette province le territoire le plus compétitif en Amérique du Nord.

### **Réductions de l'impôt sur les sociétés annoncées dans le budget de 2000**

- Le taux d'imposition général des sociétés serait réduit immédiatement de 1 % pour passer à 14,5 %, et s'établirait à 8 % lorsque toutes les réductions auront été réalisées en 2005.
- Le taux d'imposition des entreprises de fabrication et de transformation serait réduit immédiatement de 1 % pour passer à 12,5 %, et s'établirait à 8 % lorsque toutes les réductions auront été réalisées en 2005.
- Le taux d'imposition des petites entreprises serait réduit immédiatement de 1 % pour passer à 7 %, et s'établirait à 4 % lorsque toutes les réductions auront été réalisées en 2005.

*Voir document budgétaire C intitulé Régime fiscal adapté aux besoins de l'Ontario – Un nouveau départ.*

## ■ LA RÉDUCTION DU TAUX D'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS FERA AUGMENTER LES REVENUS DES TRAVAILLEURS ONTARIENS

Le taux d'investissement de capitaux et le taux de croissance du revenu réel au Canada sont nettement inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. En réduisant le taux d'imposition des sociétés pour favoriser l'investissement, on contribue à améliorer la situation économique de chaque Canadienne et Canadien.

Les études économiques prudentes tirent toutes les mêmes conclusions, à savoir que l'augmentation des investissements de capitaux entraîne une augmentation du revenu des travailleurs. Selon une étude effectuée récemment par un des économistes syndicaux les plus connus au Canada, de tous les impôts perçus au Canada, ce sont certainement les impôts sur les sociétés dans l'économie réelle qui ont l'incidence négative la plus importante sur l'accumulation de capital, la croissance, et, partant, la productivité et les revenus<sup>6</sup>. La même étude souligne qu'une augmentation de 10 % du ratio capital/travail d'une industrie entraîne une augmentation de 5 400 \$ par année du salaire moyen par travailleur<sup>7</sup>.

## ■ LA RÉDUCTION DU TAUX D'IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL STIMULE LE MILIEU DES AFFAIRES

L'économie mondiale connaît des transformations qui procèdent non seulement de l'intégration accrue de tous les grands marchés mondiaux par l'entremise du commerce et de l'investissement, mais également d'une révolution technologique profonde. Cette révolution se fait notamment dans les domaines de l'informatique, de la biotechnologie, de la robotique et du laser. Les entreprises, qu'elles soient nouvelles ou établies de longue date, doivent être bien positionnées en regard de ces technologies. À cette fin, il est impératif que l'économie favorise le risque financier et les nouvelles idées d'Ontariennes et d'Ontariens talentueux du monde des affaires et des milieux scientifiques.

Dans la « nouvelle économie », la concurrence la plus intense que se livrent les territoires est celle du recrutement de personnes jeunes et talentueuses qui sont disposées à prendre des risques. Les mesures visant à aider les entreprises ontariennes à recruter ces personnes auront des effets bénéfiques pour toute la population de la province. Ainsi, beaucoup d'entreprises ont recours à des options d'achat d'actions pour faire concurrence aux grandes sociétés américaines et obtenir une main-d'oeuvre de talent. Les initiatives contenues dans le présent budget les aideraient à être plus concurrentielles à ce chapitre.

### **Mesures touchant les gains en capital et les options d'achat d'actions contenues dans le budget de 2000**

- Le taux d'inclusion des gains en capital imposables serait réduit et porté à 66 ⅔ % en 2000 et à 50 % d'ici 2004.
- La première tranche de 100 000 \$ des avantages imposables liés aux options d'achat d'actions désignées accordées par des entreprises de recherche-développement admissibles en Ontario, ainsi que les gains en capital qui en découlent seraient exemptés.
- L'impôt-santé des employeurs ne s'appliquerait pas aux options d'achat d'actions accordées par des entreprises à fort coefficient de recherche-développement.

*Voir document budgétaire C intitulé Régime fiscal adapté aux besoins de l'Ontario – Un nouveau départ.*

Les mesures fiscales touchant les gains en capital favorisent le risque et l'effort. Elles permettent également de financer l'expansion des entreprises ainsi que d'attirer et de retenir des travailleurs talentueux. Les bénéfices non répartis qu'une entreprise réinvestit dans ses activités constituent une source importante de fonds aux fins de sa croissance. Toutefois, cette forme de réinvestissement est découragée à moins que le taux d'impôt sur les gains en capital ne soit nettement inférieur au taux général d'imposition du revenu des particuliers<sup>8</sup>. En outre, un grand nombre d'études ont démontré que les entreprises connaissent beaucoup plus de succès lorsque la rétribution du personnel est directement liée à leur rendement.

Les initiatives contenues dans le présent budget ont pour but de faire de l'Ontario le territoire le plus dynamique pour faire des affaires en Amérique du Nord.



## ■ BÂTIR L'AVENIR DE L'ONTARIO

L'un des rôles les plus importants du gouvernement consiste à jouer un rôle actif dans la planification et l'organisation de l'infrastructure qu'il faut mettre en place pour le bien public. Cela ne signifie pas toujours que le gouvernement doive bâtir lui-même cette infrastructure ni qu'il doive en être propriétaire. De nombreux types d'infrastructure de meilleure qualité peuvent être aménagés à un coût plus faible par l'entremise de partenariats avec le secteur privé.

L'initiative SuperCroissance de l'Ontario vise à favoriser l'expansion et le renouvellement de l'infrastructure provinciale essentielle. Par l'entremise de cette initiative, un montant minimal de 20 milliards de dollars sera investi pour renouveler les hôpitaux, les liens technologiques, les routes, les établissements d'enseignement et d'autres éléments de l'infrastructure de l'Ontario. La province s'est engagée à investir au moins 10 milliards de dollars, le secteur privé et d'autres partenaires fournissant des fonds de contrepartie d'au moins 10 milliards de dollars. Une plus grande participation du secteur privé à la mise en place de l'infrastructure publique signifie que des investissements de qualité supérieure peuvent être faits plus rapidement et à moindre coût.

En 1999-2000, la province a investi plus de 4,5 milliards de dollars dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, soit 1,6 milliard de dollars de plus que le montant prévu dans le plan budgétaire de 1999.

L'investissement de l'Ontario en 1999-2000 comprenait une somme record de 975 millions de dollars consacrés à la construction de routes. En 2000-2001, la province établira un nouveau record en investissant 1 milliard de dollars de plus dans l'expansion et l'amélioration de son réseau routier.

Le secteur privé fait également des investissements importants dans l'infrastructure routière de l'Ontario. Ainsi, l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto investira 80 millions de dollars dans la réfection de l'autoroute 409 afin d'améliorer l'accès à l'aéroport international Pearson et les acquéreurs de l'autoroute 407 investiront 500 millions de dollars pour prolonger l'autoroute 407 à l'est jusqu'à la route Brock à Pickering et à l'ouest jusqu'à Burlington.

La province a investi plus de 1 milliard de dollars dans les collèges et les universités l'an dernier pour les aider à prendre de l'expansion pour offrir les nouvelles places nécessaires. Outre le montant de 742 millions de dollars prévu pour les établissements d'enseignement postsecondaire en 1999-2000, la province a fourni un montant supplémentaire de 286 millions de dollars pour soutenir la collaboration entre les universités et les collèges et répondre aux besoins en matière de capacité, de rééchelonnement du capital et de renouvellement. En tenant compte des contributions faites par nos partenaires, près de 1,8 milliard de dollars seront

investis dans des projets d'immobilisations d'établissements d'enseignement postsecondaire, créant 73 000 places pour les étudiantes et étudiants.

L'Ontario a également investi plus de 1,3 milliard de dollars en 1999-2000 pour aider les hôpitaux et d'autres établissements de santé à moderniser leurs installations et à acheter de l'équipement. La province a versé plus de 1 milliard de dollars pour accélérer la restructuration des hôpitaux ordonnée par la Commission de restructuration des services de santé. Avec le financement de nos partenaires, l'investissement total qui en découlera s'établira à 1,5 milliard de dollars.

Dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, un montant de 2,1 milliards de dollars sera investi en 2000-2001 dans les priorités stratégiques qui soutiennent la croissance économique de l'Ontario et la qualité de vie des Ontariennes et des Ontariens.

Dans le cadre de la nouvelle initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire, on investira 1 milliard de dollars sur cinq ans pour financer des partenariats entre le secteur privé et le secteur public aux fins de projets stratégiques liés à l'infrastructure.

Dans le cadre de l'initiative SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme, on investira 300 millions de dollars sur cinq ans pour reconstruire des centres sportifs, culturels, récréatifs et touristiques de propriété publique partout en Ontario et développer les grandes attractions culturelles et touristiques.

Enfin, dans le cadre de l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario, on investira 600 millions de dollars sur cinq ans, dont 400 millions de dollars pour fournir l'infrastructure essentielle à la croissance économique future des secteurs ruraux et des petites villes.

Ensemble, ces nouvelles initiatives prises dans le cadre de SuperCroissance représentent un pas important vers le nouveau siècle et une façon nouvelle et plus prometteuse de mettre en place les immobilisations et l'infrastructure dont l'Ontario a besoin.



## ■ UNE NOUVELLE ÈRE DE RÉDUCTION DE LA DETTE

L'importante augmentation des déficits gouvernementaux a contribué à miner la confiance des gens d'affaires pendant la première moitié des années 1990. Les déficits représentent des impôts futurs. S'ils ne sont pas jugulés, ils peuvent dissuader les investisseurs du secteur privé et décourager les dépenses de consommation, empêchant l'économie de réaliser son plein potentiel.

Le présent budget marque un tournant dans l'histoire. L'Ontario est maintenant en voie d'afficher deux budgets équilibrés consécutifs, en 1999-2000 et en 2000-2001. En outre, l'Ontario est résolu à éviter les déficits budgétaires futurs. Le gouvernement a déposé la loi sur l'équilibre budgétaire la plus rigoureuse du Canada, qui a été adoptée par l'Assemblée législative.

En outre, une réserve de 1 milliard de dollars servira également à protéger le plan financier contre les changements inattendus et défavorables dans les perspectives économiques et financières. Un plan a été établi pour faire en sorte qu'à l'avenir, la dette diminue au lieu d'augmenter. Le gouvernement s'est engagé à réduire la dette de l'Ontario. La dette provinciale nette au 31 mars 2000 était de 114,1 milliards de dollars, 2,7 milliards de dollars de moins que ce qu'elle aurait été selon le plan budgétaire de 1999. Avec le présent budget, le gouvernement se fixe comme objectif de réduire la dette nette provinciale d'au moins 5 milliards de dollars au cours de son mandat actuel. Une première réduction a déjà eu lieu : l'excédent de 654 millions de dollars enregistré pour 1999-2000 a été appliqué à la réduction de la dette.





Cet engagement envers la réduction de la dette assurera aux investisseurs que les investissements à long terme qu'ils font en Ontario seront à l'abri de futures augmentations d'impôts. Il assurera également aux Ontariennes et aux Ontariens qu'ils peuvent planifier un avenir pour leur famille sans craindre qu'une augmentation de la dette gouvernementale ne réduise leur qualité de vie.

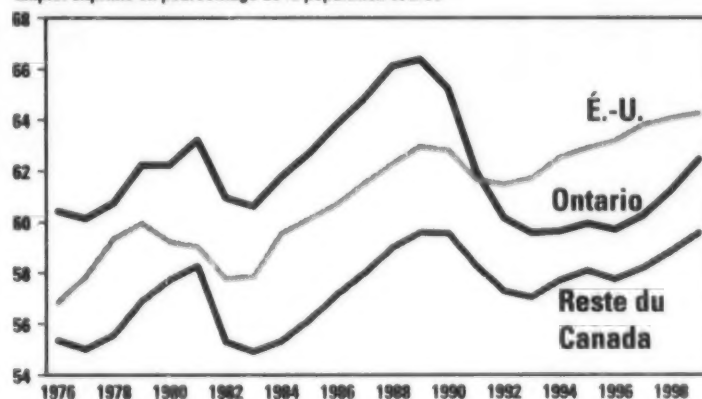
## ■ LE POTENTIEL DE CROISSANCE DE L'ONTARIO EST GRAND

Une révolution économique d'une portée aussi vaste que la révolution industrielle est en cours. Internet et les progrès qui en découlent dans les domaines de la technologie et des communications sont en train de transformer les pratiques commerciales à l'échelle internationale. Les pays dont les entreprises sont à l'avant-garde de cette révolution afficheront la croissance la plus forte au cours du siècle qui s'amorce.

Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers en Ontario se traduisent par une forte croissance de l'emploi et favorisent l'investissement, une plus grande productivité et un meilleur niveau de vie. Par conséquent, l'économie contribue encore une fois à réduire l'écart entre le taux d'emploi de l'Ontario et celui des États-Unis. Cependant, on peut encore favoriser la croissance de l'emploi en Ontario.

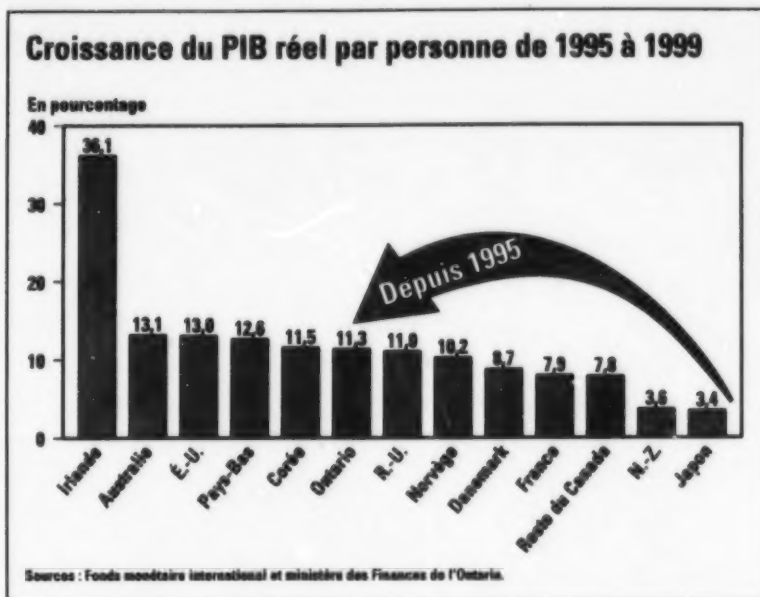
### Comparaison des taux d'emploi

Emploi exprimé en pourcentage de la population source



Sources : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

Les taux d'emploi plus élevés se traduisent par une hausse de la productivité et des revenus. C'est ce que connaît l'Ontario depuis 1995. En fait, l'économie de l'Ontario a freiné la piètre performance du début des années 1990. Depuis 1995, le PIB réel par personne en Ontario a augmenté de 11,3 %, relativement à une baisse de 1,3 % au cours des sept années précédentes.



Pour faire en sorte que l'économie ontarienne continue de prospérer dans ce contexte où les défis abondent, le gouvernement de l'Ontario a instauré une stratégie qui consiste à réduire les impôts, à encourager l'innovation, à renouveler l'infrastructure, à rétablir l'équilibre financier et à réduire la dette du gouvernement. Les initiatives annoncées dans le présent budget s'appuient sur ce fondement stratégique.

**Références :**

1. Pierre Fortin, *The Canadian Standard of Living: Is There a Way Up?*, C.D. Howe Institute Benefactors Lecture, 1999, et ministère des Finances de l'Ontario.
2. Ministère des Finances du Canada, *Rapport du Comité technique de la fiscalité des entreprises*, 1997.
3. Jack M. Mintz, « The February 2000 Federal Budget's Business Tax Measures: Is Canada Missing the Boat? », *Backgrounder*, Institut C.D. Howe (23 mars 2000).
4. En Allemagne, la réforme du régime d'impôt sur les sociétés qui sera mise en oeuvre en 2001 pourrait se traduire par des taux d'imposition inférieurs à 40 %, *Enquête de KPMG sur le taux d'imposition des sociétés*, janvier 2000.
5. Cet écart s'élargirait si le gouvernement de l'Ontario n'agissait pas, car, à long terme, le Michigan prévoit éliminer son impôt sur les sociétés. (Le Michigan n'a pas établi de taux d'imposition des sociétés mais a mis en place une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises, que le ministère des Finances a convertie en taux d'imposition des sociétés, à raison d'environ 10 %, aux fins de comparaison dans le graphique « Taux ontarien d'imposition des sociétés comparé à celui des États voisins ».)
6. Jim Stanford, *Paper Boom* (CCPA et Lorimer, 1999), p. 253.
7. *Ibid.*, p. 110.
8. Jack M. Mintz et Thomas A. Wilson, « Capitalizing on Cuts to Capital Gains Taxes », *Commentary* 137, Institut C.D. Howe (février 2000).

